

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique et par le Ministre des Finances, le 18 avril 1990, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'arrêté royal "portant coordination de la législation relative à la comptabilité de l'Etat", a donné le 12 décembre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 april 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid en door de Minister van Financiën verzocht hun van advies te dienen over een voorontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de wetgeving betreffende de Rijkscomptabiliteit", heeft op 12 december 1990 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

L'article 80 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat dispose comme suit :

"Le Roi peut coordonner les dispositions encore en vigueur des lois sur la comptabilité de l'Etat avec les modifications expresses ou implicites que ces lois ont ou auront subies au moment où les coordinations seront réalisées.

A cette fin, Il peut :

- 1Emodifier l'ordre et la numérotation des titres, chapitres, sections et articles des lois à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions;
- 2Emodifier les références contenues dans les lois à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
- 3Eadapter la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer une terminologie uniforme;
- 4Etraduire en néerlandais les dispositions dont il n'a pas été publié de texte officiel en cette langue".

Le projet soumis au Conseil d'Etat a été établi sur la base de cette habilitation législative.

*

.../...

Les textes relatifs à la comptabilité de l'Etat sont multiples, épars, vieillis, dépourvus d'harmonie et de présentation logique.

A côté de règles dont la généralité est incontestable, certaines des dispositions de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat y font apparaître des objets aussi limités que ceux de la vente du fumier dans les corps de troupes à cheval, des vieux fers, des déchets, issues et sous-produits provenant du service de l'intendance et des établissements hospitaliers de l'armée.

Comme son intitulé l'indique, la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat n'a pas repris l'ensemble de la matière, bien qu'elle ait abrogé de nombreuses dispositions de la loi du 15 mai 1846.

La loi du 6 février 1970 a "remplacé" (lire : abrogé) les dispositions du chapitre IV de la loi du 15 mai 1846, relatif à la déchéance des créances à charge ou au profit de l'Etat.

Au moment où la présente coordination est établie, toutes les dispositions de la loi du 28 juin 1963 ne sont pas mises en vigueur. En outre, plusieurs textes repris

dans la coordination sont antérieurs à la loi du 18 avril 1898 relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles et ne sont établis qu'en textes officiels français.

En particulier, l'arrêté royal du 17 octobre 1929 déterminant le texte flamand des dispositions relatives à la liberté de la presse, de la parole et de l'enseignement, à la naturalisation, aux bourses d'études, à la comptabilité de l'Etat et à l'organisation de la Cour des comptes, a établi le seul texte néerlandais publié de la loi du 15 mai 1846. Il ne s'agit que d'une "traduction en langue flamande" (arrêté royal précité, article 1er) et "le texte français de ces lois, décrets et arrêtés, sauf en ce qui concerne les articles révisés depuis le 18 avril 1898, servira seul de règle pour lever les difficultés qui pourraient surgir au sujet du sens d'une de leurs dispositions".

L'examen minutieux de la législation relève, par ailleurs, l'existence de textes anciens qui n'ont jamais été expressément abrogés, bien qu'il soit hors de doute qu'ils ne soient plus appliqués. La structure juridique commande de les abroger expressément. Il en va ainsi notamment des textes suivants :

- 1.l'article 3 du décret des 15-20 septembre 1792 relatif aux phares, amers, tonnes et balises;

.../...

2. le décret (de la Convention nationale) des 23-27 août 1793 qui établit un mode de comptabilité;
3. le décret du 28 pluviôse an III sur la comptabilité;
4. la loi du 17 floréal an VII qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système des poids et mesures et qui est constituée de dispositions essentiellement transitoires;
5. l'article 2 du décret du 12 août 1807 relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables;
6. la loi du 9 février 1818 réglant les moyens de pourvoir aux besoins financiers du royaume, modifiée par la loi du 30 novembre 1819.

Dans ces circonstances, il conviendra de donner valeur législative à la présente coordination en la soumettant à ratification législative.

*

.../...

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA LOI DU 15 MAI 1846 (1).

Article 1er, alinéa 3 (article 142 de la coordination).

L'arrêté royal nE 1 du 20 mai 1939 portant organisation générale de la défense active du territoire contre

(1) Cette loi a été modifiée expressément par les lois suivantes :

1. la loi du 8 avril 1857 qui modifie l'article 16 de la loi sur la comptabilité de l'Etat;
2. l'article 8 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées;
3. la loi du 13 juillet 1930 apportant des modifications à la loi du 15 mai 1846 organique de la comptabilité de l'Etat, à celle du 29 octobre 1846 organique de la Cour des comptes et à celle du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées;
4. l'arrêté royal du 14 août 1933 relatif à certaines publications légales;
5. l'arrêté royal nE 34 du 13 novembre 1934 généralisant le paiement des dépenses de l'Etat et des provinces par l'entremise de l'Office des chèques et virements postaux et modifiant la loi sur la comptabilité de l'Etat, la loi provinciale et la Caisse des dépôts et consignations;
6. la loi du 14 décembre 1946 modifiant la loi du 15 mai 1846 organique de la comptabilité de l'Etat;
7. la loi du 5 mars 1952 modifiant la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;
8. la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

.../...

les attaques aériennes et créant la garde territoriale antiaérienne, pris sur la base de la loi du 1er mai 1939, réglait la matière.

Cet arrêté royal, confirmé par la loi du 16 juin 1947, a été abrogé par l'article 54, 1E, de la loi du 5 juillet 1957 modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

La conséquence de cette abrogation est que les mots "et à la défense active du territoire contre le péril aérien" sont devenus sans objet et doivent être omis.

Article 10 (article 66 de la coordination)

Dans son texte d'origine, resté inchangé à ce jour, l'article 10 porte : "Tout comptable est responsable du recouvrement des capitaux, revenus, péages, droits et impôts dont la perception lui est confiée".

La loi du 18 juillet 1860 a supprimé les octrois communaux.

La loi du 10 mai 1862 relative aux concessions de péages est toujours en vigueur; toutefois, l'Etat n'en perçoit plus. En tant qu'elle vise les péages, la disposition est devenue sans objet. La mention des péages est, par conséquent, supprimée dans le texte proposé ci-après.

Article 15 (non repris dans la coordination)

Cet article n'a jamais fait l'objet d'abrogation expresse. Toutefois :

- la teneur de son alinéa 1er a été reprise, sous une forme légèrement différente, par l'article 2 de la loi du 28 juin 1963, inséré dans la coordination sous le nE 2;
- son alinéa 2 n'est pas conciliable avec les dispositions établies par l'article 13 de la loi du 28 juin 1963 reprises dans la coordination sous le nE 30, ni avec l'article 24 de la même loi repris dans la coordination sous le nE 44.

Il s'ensuit que cet article doit être considéré comme implicitement abrogé.

Il s'indiquerait, pour éviter toute hésitation à ce sujet, de l'abroger expressément.

Article 16, antépénultième alinéa
(article 143 de la coordination).

1. L'article 16 a été complété par la loi du 8 avril 1857 qui y a ajouté trois alinéas, constituant les alinéas 5, 6 et 7 de l'article 16 avant l'abrogation des alinéas 1er et 2 par la loi du 28 juin 1963.

Les alinéas ajoutés par la loi du 8 avril 1857 sont rédigés de la manière suivante :

"La même exception (2) est applicable aux fonds versés dans les caisses des régiments de l'armée pour compte des remplaçants, ainsi qu'à l'administration de la masse des recettes et dépenses extraordinaires et imprévues des corps.

Toutefois, la partie des fonds versés pour les remplaçants qui, dans les temps ordinaires, n'est pas indispensable à la marche régulière des services des corps, sera déposée dans les caisses de l'Etat, jusqu'à concurrence de la moitié, au maximum, des versements.

En outre, les comptes des fonds des remplaçants et de la masse des recettes et dépenses extraordinaires et imprévues sont soumis annuellement à la Cour des comptes".

Ce texte concerne les remplaçants des "individus désignés par tirage au sort" pour la milice.

(2) L'alinéa précédent énonce : "sauf les exceptions déterminées par les règlements sur l'administration de l'armée et relatives ...".

Le remplacement des miliciens a été supprimé le 15 décembre 1909, lendemain du jour de la publication de la loi du 14 décembre 1909 apportant des modifications à la loi sur la milice.

L'article 3 de la loi du 14 décembre 1909 abroge, sans les identifier avec précision, "les dispositions de la loi sur la milice qui sont contraires à la présente loi et notamment ... le chapitre VIII ...". C'est ce chapitre qui, dans la loi sur la milice, coordonnée le 12 août 1902, traitait du remplacement.

Il s'ensuit que sont devenus sans objet :

1Edans l'actuel alinéa 3 de l'article 16 de la loi du 15 mai 1846, les mots "aux fonds versés dans les caisses des régiments de l'armée pour compte des remplaçants, ainsi qu'...";

2El'actuel alinéa 4;

3Edans l'actuel alinéa 5 de l'article précité, les mots "des fonds des remplaçants et".

2. L'expression "Les établissements de la régie militaire" appelle les observations suivantes.

La loi du 14 décembre 1946 relative à la comptabilité de l'Etat a complété, par son article 3, l'article 16 de la loi du 15 mars 1846, pour régler divers objets relatifs, en

.../...

ordre principal, au ministère de la défense nationale. Selon l'exposé des motifs, ces modifications "ne constituent pas des dispositions nouvelles. Au cours de ces dernières années, (ces textes) se sont trouvés insérés, sous forme d'articles de loi, en tête de divers budgets. Certains sont même examinés et admis chaque année par le Parlement depuis plus de vingt ans" (Chambre des Représentants, session 1939-1940, nE 144).

De fait on retrouve la teneur de l'article 3 de la loi du 14 décembre 1946 dans l'article 2 de plusieurs lois contenant le budget du ministère de la défense nationale.

La première fois que l'on trouve la mention des "établissements de la régie militaire", c'est dans l'article 3 de la loi du 20 août 1921 relative au budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1921, et contenant des dispositions diverses.

L'alinéa 2 de cet article dispose comme suit :

"Il en est de même des recettes effectuées à divers titres, au profit des différents services des corps de troupe et des établissements de la régie militaire".

Les travaux préparatoires de la loi du 14 décembre 1946 ne donnent aucun éclaircissement quant à la signification de ces mots, pas plus que l'exposé général du projet de loi contenant le budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1921, ainsi que des dispositions diverses (documents parlementaires, Chambre des Représentants, session 1920-1921, nE 101), ni que le rapport consacré au budget général des

.../...

recettes et dépenses pour l'exercice 1921; tableau XXII : défense nationale (ibidem, nE 374).

La seule allusion à ces recettes se trouve dans le rapport précité (doc. Chambre, 1920-1921, nE 374, page 1013) :

"Il est encore un point sur lequel il importe d'attirer l'attention : l'armée exige des dépenses extraordinaires, mais elle fournit aussi au Trésor des ressources extraordinaires. Certes, l'importance de celles-ci n'est pas à comparer à celles-là; mais il y a là un facteur dont il y a lieu de tenir compte, lorsqu'on cherche à apprécier l'armée au point de vue de son coût afin de voir si la dépense que représente son entretien est en rapport avec la sécurité qu'elle procure".

A défaut de pouvoir cerner avec précision le contenu des mots précités, on ne peut conclure sûrement qu'il s'agisse uniquement des établissements militaires au sens strict; dans la coordination, on a opté pour l'expression "établissements dépendant du ministère de la défense nationale", qui paraît suffisamment large.

Article 19 (non repris dans la coordination).

Cet article a été abrogé par la loi du 18 mai 1963, article 69, 1E. Cependant plusieurs lois ont dérogé à l'article 19 de la loi du 15 mai 1846, sans qu'elles aient été abrogées.

Ce sont :

1Ela loi du 20 décembre 1862 qui autorise le Gouvernement à adjuger, pour un terme de cinq années, la fourniture des impressions et reliures pour le service des départements ministériels;

2Ela loi du 28 juillet 1871 qui apporte une dérogation à l'article 19 de la loi sur la comptabilité de l'Etat;

3Ela loi du 26 février 1881 portant dérogation à l'article 19 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

4El'article 2 de la loi du 23 décembre 1895 approuvant une convention passée entre l'Etat et la ville de Bruxelles pour l'éclairage à l'électricité de divers établissements de l'Etat et déterminant la compétence ministérielle à l'égard des contrats de l'espèce;

5Ela loi du 4 avril 1900 portant dérogation à l'article 19 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

.../...

6Ela loi du 26 avril 1923 autorisant les engagements en ce qui concerne la formation de pilotes militaires, par des écoles civiles d'aviation;

7Ela loi du 18 mars 1927 concernant les acquisitions à faire par le département de la défense nationale en vue de la mobilisation de l'armée.

Afin d'éviter toute équivoque, il conviendrait d'abroger ces sept lois.

Article 48, 2E (article 145, 1E, de la coordination).

L'article 48, 2E de la loi du 15 mai 1846 prévoit que les "chefs des départements ministériels" remettent à la Cour des comptes des expéditions des procès-verbaux d'adjudications de barrières. Les barrières ayant été supprimées par la loi du 18 juillet 1860, elles ne sont plus mentionnées dans la codification.

Article 48, 3E (article 145, 2E, de la coordination).

Le même article 48, 3E, prévoit la même communication "des extraits du montant des rôles des impôts directs, indiquant les quotités par province et par commune". Ce texte se réfère au système fiscal en vigueur en 1846.

.../...

Les impôts directs étaient composés essentiellement de l'impôt foncier, de la contribution personnelle, du droit de patente.

Chacun de ces impôts appelle quelques explications.

1EL'impôt foncier.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 3 frimaire an VII relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière, le législateur établit chaque année une imposition foncière.

La somme globale ainsi fixée - et en 1846, le texte en vigueur était la loi du 7 février 1845 de péréquation générale de la contribution foncière - était répartie entre les neuf provinces du royaume.

Conformément à l'article 8 de la loi du 3 frimaire an VII, à l'article 81 originel de la loi provinciale et à l'article 80 originel de la loi communale, la répartition faite par le pouvoir législatif entre les provinces était à son tour répartie entre les communes puis, par voie d'une troisième répartition, entre les contribuables.

L'article 81 originel de la loi provinciale disposait comme suit :

"(le conseil provincial) répartit entre les communes, conformément aux lois, le contingent des contributions directes assigné à la province; s'il n'a pu procéder à

.../...

cette répartition, il en détermine les bases pour l'exercice suivant.

Il prononce sur les réclamations et demandes en réduction qui lui sont adressées par les communes.

Lorsque le conseil n'est pas assemblé, la députation permanente fait la répartition d'après les bases fixées par le conseil et prononce sur les réclamations, sauf recours au conseil".

L'article 80 originel de la loi communale énonçait :

"Le conseil (communal) nomme les répartiteurs ou répartit lui-même, conformément aux lois, le contingent des contributions directes assigné à la commune".

Cet impôt de répartition (le mot "quotités" employé par l'article 48, 3E, de la loi du 15 mai 1846 pourrait créer l'équivoque) a subsisté jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 5 juillet 1871 qui apporte des modifications aux lois d'impôts, dont l'article 2 disposait : "Le montant de la contribution foncière au profit de l'Etat est fixé à 7 p.c. du revenu cadastral imposable".

Ainsi, était établie une disposition uniforme qui rendait superflue la répartition en cascade de la contribution foncière.

.../...

2E La contribution personnelle.

La loi du 12 juillet 1821 fixant les bases du système des impositions du royaume à partir de l'année 1822 énonçait les principes et la loi du 28 juin 1822 relative à la contribution personnelle fixait les six bases de perception de cet impôt, à savoir la valeur locative, les portes et fenêtres, les foyers, le mobilier, les domestiques et les chevaux.

3E La patente.

En 1846, cet impôt était régi par la loi du 21 mai 1819 contenant une nouvelle ordonnance sur le droit de patente, modifiée par les lois du 6 avril 1823, du 18 juin 1842 et du 19 novembre 1842.

Aux termes de l'article 22 de la loi du 21 mai 1819,

"Les déclarations des patentables étant rentrées, le contenu en sera examiné par les répartiteurs nommés dans chaque commune pour la répartition des contributions directes, qui les consigneront sur un registre à ce destiné, le tout à l'intervention, autant que possible, des contrôleurs des contributions directes, chargés de diriger toutes leurs opérations".

.../...

Le droit de patente a été aboli par l'article 90 de la loi du 29 octobre 1919 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

*

Compte tenu de l'évolution du droit fiscal, dans l'article 48, 3E, de la loi du 15 mai 1846, les mots "indiquant les quotités par province et par commune", sont devenus sans objet à l'égard des trois sortes d'impôts qu'ils pouvaient viser. Ils doivent être omis.

Article 51 (article 147 de la
coordination).

Encore qu'aucune disposition ne prohibe expressément le cumul de fonctions de comptable de l'Etat avec une charge de receveur communal, ces deux charges semblent incompatibles, principalement en raison du fait que les fonctions de receveur communal sont exercées à temps plein soit par un receveur, agent d'une seule commune, soit par un receveur régional, qui exerce ses fonctions auprès de plusieurs communes.

.../...

En conséquence, il ne paraît pas nécessaire de conserver une disposition qui pourrait être comprise comme autorisant expressément le cumul de ces deux fonctions. En revanche, il n'est nullement exclu qu'un comptable de l'Etat exerce également la fonction de comptable d'un établissement public (par exemple un organisme d'intérêt public de catégorie A) dont l'administration est assurée par le personnel d'un département ministériel. Aussi, les mots "des receveurs communaux" sont-ils seuls omis dans la coordination.

Article 55 (non repris dans la coordination).

L'article 55 de la loi du 15 mai 1846 dispose comme suit :

"Par dérogation à l'article 7 de la présente loi, le régime de comptabilité du chemin de fer de l'Etat et des postes continuera provisoirement d'être suivi conformément aux arrêtés et règlements.

L'organisation définitive de la comptabilité du chemin de fer de l'Etat fera l'objet d'une loi spéciale qui sera présentée dans la session de 1846-1847".

.../...

L'alinéa 1er est devenu partiellement sans objet à la suite de la création, par la loi du 23 juillet 1926, de la Société nationale des chemins de fer belges; la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, modifiée par l'arrêté royal nE 437 du 5 août 1986, a établi des règles de comptabilité propres à la Régie.

L'article 55 de la loi du 15 mai 1846 peut donc être omis.

Article 58 (non repris dans la coordination).

L'article 58 permettait au Gouvernement de conserver à la Société générale pour favoriser l'industrie nationale les fonctions de caissier général de l'Etat jusqu'au 31 décembre 1849. Il prévoyait, en son alinéa 3, que "le service du caissier de l'Etat sera organisé par une loi spéciale avant le 1er janvier 1850".

C'est la loi du 10 mai 1850 qui a organisé ce service et l'a confié à la Banque nationale de Belgique.

L'article est devenu sans objet.

.../...

Article 59 (non repris dans la coordination).

L'article 59 dispose comme suit :

"Les dispositions de la présente loi seront appliquées successivement par arrêté royal, à mesure qu'il aura été pourvu à leur exécution.

Elle sera obligatoire dans toutes ses parties au plus tard le 1er janvier 1848".

Toutes les dispositions de la loi du 15 mai 1846 ayant été mises en vigueur, l'article est devenu sans objet et n'est pas repris dans la coordination.

Article 60 (article 148 de la coordination).

L'article 60 de la loi du 15 mai 1846 constitue le fondement légal de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat.

Il convient toutefois d'omettre les mots "lorsque toutes les dispositions de la présente loi seront mises à exécution", qui sont devenus sans objet.

III. OBSERVATIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA LOI DU
28 JUIN 1963.

La loi du 28 juin 1963 (3) modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat a partiellement renouvelé la matière.

(3) La loi du 28 juin 1963 a été modifiée expressément par les lois suivantes :

1E la loi du 31 décembre 1966 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat;

2E l'article 181 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

3E l'article 81 de la loi-programme du 2 juillet 1981;

4E l'arrêté royal nE 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, confirmé par la loi du 15 décembre 1986;

5E l'arrêté royal nE 403 du 18 avril 1986 modifiant l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, confirmé par la loi du 15 décembre 1986;

6E la loi du 17 mars 1987 relative à l'établissement d'un inventaire décennal du patrimoine de l'Etat;

7E la loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, et abrogeant la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires.

Il faut ajouter que les mots "d'avoués" qui se trouvent à l'article 6 de la loi du 28 juin 1963 sont devenus sans objet, puisque les avoués ont été supprimés par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

.../...

Elle a abrogé, entre autres, l'article 1er, alinéas 1er et 2, l'article 2, l'article 16, alinéas 1er et 2, les articles 19, 24, 25, 26, 28 à 33, 42 à 45, 47, l'article 48, 1E, l'article 49, l'article 53, 1E, les articles 54, 56, 57 et 58 de la loi du 15 mai 1846.

Le Roi est habilité, par l'article 81 de la loi du 28 juin 1963, à fixer la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la loi.

Au moment de l'établissement de la coordination, les dispositions suivantes ne sont pas encore entrées en vigueur (4) :

1El'article 1er;

2El'article 65;

3El'article 79 abrogeant notamment l'article 24 de la loi du 15 mai 1846; l'article 13 de la loi du 28 juin 1989 dispose cependant :

"L'article 24 de la même loi (celle du 15 mai 1846) est abrogé dans la mesure où cet article concerne la création de fonds budgétaires",

de sorte que l'article 79, sans avoir été mis en vigueur, a perdu, par l'effet de la loi du 28 juin 1989, une grande partie de son objet;

(4) Il n'est plus fait mention de l'article 3, alinéa 2, étant donné que son abrogation par l'article 1er de la loi du 28 juin 1989 produit ses effets à partir de l'année budgétaire 1991 aux termes de l'article 16 de la même loi.

.../...

4Ed'après les informations communiquées au Conseil d'Etat, les fonds institués sur la base de l'article 24 de la loi de 1846 ne consistent pas qu'en comptes de trésorerie où sont enregistrées des opérations sans incidence sur le budget proprement dit, principalement des comptes de tiers, le service de la dette publique et des comptes transitoires. Les articles par lesquels transitent les recettes affectées à certaines dépenses, qui figuraient anciennement parmi les fonds ouverts en exécution de cette disposition, ont été réintégrés dans le budget.

Aussi, de l'accord du fonctionnaire délégué, les mots "dans les budgets et" peuvent être omis à l'article 24, l'alinéa 1er.

Article 33 (article 108 de la
coordination).

L'article 33 relatif aux entreprises d'Etat dispose comme suit en son paragraphe 2 :

"§ 2. Les dispositions de la présente loi reprises sous le titre Ier, à l'exception des articles 21 à 23 et des articles 25 et 26, celles du titre IV et, en général, les lois sur la comptabilité de l'Etat leur sont applicables, pour autant que le présent titre ou la loi particulière les désignant n'y dérogent pas".

L'intention du législateur de 1963 a été de rendre applicables l'ensemble des dispositions relatives aux services d'administration générale de l'Etat, à l'exception des

.../...

articles 21 à 23, 25 et 26 de la loi du 28 juin 1963 relatifs aux contrôleurs des engagements.

Une présentation plus simple est possible.

Le texte coordonné se borne à citer globalement les dispositions législatives applicables, en groupant les articles exceptés de cette application.

Article 40 (article 115 de la coordination).

En tant que cet article se réfère aux projets de budgets particuliers du ministère auquel les entreprises d'Etat ressortissent, il n'est pas en harmonie avec l'article 9, § 4, de la loi du 28 juin 1963, modifié par la loi du 28 juin 1989 et repris dans la coordination sous le nE 12. En effet, depuis 1989, il n'existe plus de budget établi par ministère, mais seulement un budget général des dépenses dont les crédits sont regroupés au sein de budgets administratifs correspondant approximativement aux dépenses d'un département ministériel.

La présente coordination reprend sous le nE 115 l'article 40 de la loi du 28 juin 1963, inchangé. Il appartiendra au législateur d'apprécier s'il ne conviendrait pas d'adapter cette disposition aux nouvelles règles de droit budgétaire.

Si telle était son intention, l'article 115 de la coordination devrait être modifié.

.../...

La même remarque vaut pour l'article 55 de la loi du 28 juin 1963 (article 130 de la coordination).

Article 45, § 2 (article 120, § 2,
de la coordination).

Cette disposition prévoit que le projet de loi de règlement du budget est soumis aux chambres législatives au plus tard dans le mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte. Elle présente une discordance avec l'article 29, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiée par celle du 28 juin 1989, repris dans la coordination à l'article 77, alinéa 2, aux termes duquel c'est dans le courant du mois d'octobre suivant la fin de l'année budgétaire que le ministre des finances dépose le projet de loi portant règlement définitif du budget.

De même que pour l'article 40 (article 115 de la coordination), la discordance ne peut être aplanie que par une intervention législative.

Il conviendra que le législateur apprécie s'il n'est pas opportun de modifier l'article 120 du texte coordonné en remplaçant les mots "de septembre" par les mots "d'octobre".

Article 46 (article 121 de la
coordination).

Le texte actuel de la loi du 28 juin 1963 a été repris dans la coordination. Il appartiendra aux chambres législatives d'apprécier si la compétence en cause revient au ministre des finances ou au ministre du budget et d'adapter le texte s'il échet en conséquence.

La même observation vaut pour l'article 53, alinéa 4 (article 128, alinéa 4 de la coordination), l'article 56, alinéa 2 (article 131, alinéa 2, de la coordination), l'article 57 (article 132 de la coordination), l'article 59 (article 134 de la coordination) et pour l'article 65, alinéa 1er (article 140, alinéa 1er, de la coordination).

IV. OBSERVATIONS RELATIVES AUX AUTRES TEXTES.

1. L'article 4 de la loi du 23 décembre 1907 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1908 ainsi que des dispositions relatives au tarif des douanes et à la restitution des amendes de condamnation est rédigé de la manière suivante :

"§ II. Amendes de condamnation. - Restitution.

Art. 4. Les amendes prononcées par les tribunaux et les cours en matière de police, en matière correctionnelle ou en matière criminelle sont sujettes à restitution lorsqu'il en est accordé remise après le paiement, pour autant que le condamné ait demandé sa grâce dans les deux mois du jugement ou de l'arrêt s'il est contradictoire, ou de sa signification s'il est par défaut".

Bien qu'il figure dans un budget dont l'application est, en principe, limitée à l'année qu'il concerne, cet article est considéré par l'administration, et conformément à l'intention du législateur de 1907, comme étant applicable de manière permanente. C'est pourquoi, il a été repris dans la loi générale sur les douanes et accises dont il forme l'article 285.

Il n'empêche que cet article, dans la mesure où il subordonne la restitution des amendes à la condition que le condamné ait demandé sa grâce dans un délai de deux mois, paraît difficilement compatible avec l'article 73 de la Constitution qui accorde au Roi le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges sous la seule réserve de ce qui est statué relativement aux ministres (5).

Pour ces deux raisons, il ne paraît pas indiqué d'incorporer cette disposition dans la coordination.

Pour éviter toute équivoque, il convient que cet article soit abrogé expressément, l'exercice du droit de grâce ne pouvant être assorti d'aucune restriction par le législateur.

2. L'article 1er de la loi du 7 mai 1912 concernant le cautionnement des comptables de l'Etat (article 62 de la

(5) L'avis du Conseil d'Etat du 25 janvier 1807 approuvé par l'Empereur le 25 du même mois, cité à l'appui des travaux préparatoires de la loi du 23 décembre 1907, ne peut être invoqué à l'encontre du texte constitutionnel, alors que ce dernier lui est postérieur.

coordination) se présente comme une addition à l'article 8 de la loi du 15 mai 1846.

Cette loi comporte trois articles : le premier est resté sans changement; l'article 2 a été remplacé par l'article unique de la loi du 31 mai 1948; l'article 3 dispose :

"Un arrêté royal règlera les mesures d'exécution de la présente loi et fixera la date de sa mise en vigueur".

L'article 1er emploie les mots "Les préposés de l'Etat", mais il s'applique, par la généralité de ses termes, à tous les agents de l'Etat assujettis à cautionnement, qui seront affiliés à une association réunissant les conditions voulues et assumant les obligations nécessaires (documents parlementaires, Chambre des représentants, session 1911-1912, nE 63).

Il est préférable d'utiliser une terminologie qui concorde avec le statut des agents de l'Etat et d'utiliser l'expression "Les agents de l'Etat".

3. La loi domaniale du 22 décembre 1949 a été complétée par l'article 59 de la loi-programme du 6 juillet 1989 par un article 4 (article 95 de la coordination).

Cet article, qui risque d'être perdu de vue dans la loi domaniale, doit figurer dans le texte coordonné.

V. OBSERVATIONS SUR LA TERMINOLOGIE.

.../...

1. L'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines porte cette dénomination depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 17 mai 1971.

Cette dénomination doit être employée de manière uniforme et se substituer aux autres expressions parfois utilisées pour la désigner : "L'administration des domaines" (article 12 de la loi du 15 mai 1846), "Les préposés des domaines" (article 16 de la loi du 15 mai 1846) et "L'administration de l'enregistrement et des domaines" (article 60 de la loi du 28 juin 1963).

2. "Les ministres et les ministères".

En 1846, à s'en rapporter aux arrêtés royaux du 21 novembre 1846, existaient les ministères de l'intérieur, de la justice, des affaires étrangères, des finances et des travaux publics. Il faut y ajouter le ministère de la guerre.

Néanmoins, dans la loi du 15 mai 1846, l'article 5 utilise l'expression "département des finances", l'article 23 "départements d'administration générale", l'article 48 "les chefs des départements ministériels". Dans la coordination, ces expressions ont été remplacées respectivement par "ministère des finances", "ministères" et "ministres".

3. L'Office des chèques postaux.

Encore que la dénomination officielle soit "le Service des chèques et virements postaux", un usage est établi et consacré par l'article 9 de la loi-programme du 22 décembre

ST.

- -

L. 19.833/2.

1989 qui utilise la dénomination de Chèques postaux. Il a paru préférable de retenir cette dénomination plutôt que l'appellation officielle qui n'est plus utilisée.

*

*

*

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT COORDINATION
DES LOIS SUR LA
COMPTABILITE DE L'ETAT.

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 80 rédigé comme suit :

"Le Roi peut coordonner les dispositions encore en vigueur des lois sur la comptabilité de l'Etat avec les modifications expresses ou implicites que ces lois ont ou auront subies au moment où les coordinations seront réalisées.

A cette fin, Il peut :

- 1Emodifier l'ordre et la numérotation des titres, chapitres, sections et articles des lois à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions;
- 2Emodifier les références contenues dans les lois à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
- 3Eadapter la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer une terminologie uniforme;
- 4Etraduire en néerlandais les dispositions dont il n'a pas été publié de texte officiel en cette langue.

Les coordinations porteront l'intitulé suivant :

Lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le ... (date de l'arrêté de coordination)".

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre ministre du Budget et de notre ministre des Finances;

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er. Sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté, avec les modifications qu'elles ont subies, les dispositions énumérées ci-après :

- 1El'article 1er du décret du 12 août 1807 relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables en tant que cette disposition est relative à la comptabilité de l'Etat;
- 2El la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, modifiée par les lois du 8 avril 1857, du 20 juillet 1921, du 13 juillet 1930, par l'arrêté royal nE 34 du 13 novembre 1934, par les lois du 14 octobre 1946, du 5 mars 1952, du 28 juin 1983, du 28 juin 1989 et du 22 novembre 1989;
- 3El la loi du 7 mai 1912 concernant les cautionnements des comptables de l'Etat, modifiée par la loi du 31 mai 1948;
- 4Eles articles 3, 4 et 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées;
- 5Eles articles 1er, 2 et 5 de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation des immeubles domaniaux, modifiée par les lois du 2 juillet 1969 et du 6 juillet 1989;
- 6Eles articles 3 et 4 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, modifiée par les lois du 5 juillet 1963 et du 6 juillet 1989, en tant que ces dispositions sont relatives à la comptabilité de l'Etat;

.../...

- 7Ela loi du 3 juillet 1956 relative à la suppression des fractions de francs dans la comptabilité publique, en tant que cette loi est relative à la comptabilité de l'Etat;
- 8Ela loi du 3 janvier 1958 relative aux cessions et mises en gage de créances sur l'Etat du chef de travaux et de fournitures;
- 9Ela loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, modifiée par les lois du 31 décembre 1966, du 22 décembre 1977, du 2 juillet 1981, par les arrêtés royaux nE 402 et 403 du 18 avril 1986, par les lois du 17 mars 1987 et du 28 juin 1989;
- 10El'arrêté royal nE 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;
- 11El'article 5 de la loi domaniale du 2 juillet 1969 et dérogeant à la comptabilité de l'Etat;
- 12Ela loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces, modifiée par la loi du 24 décembre 1976, en tant que ces dispositions sont relatives à la comptabilité de l'Etat;
- 13Ela loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, et abrogeant la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires, en tant que ces dispositions sont relatives à la comptabilité de l'Etat.

.../...

Art. 2. Notre ministre du budget et Notre ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi :

Le ministre du Budget,

Le ministre des Finances,

TITRE Ier - DISPOSITION GENERALE.

Article 1er (6). Le budget et le compte général de l'Etat comprennent le budget et les comptes :

- a) des services d'administration générale de l'Etat;
- b) des entreprises d'Etat;
- c) des services de l'Etat à gestion séparée.

TITRE II - DES SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DE L'ETAT.

Chapitre Ier - Du budget.

(6) Article 1er Loi du 28 juin 1963, article 1er; cet article n'a pas été mis en vigueur.

Art. 2 (7). Les recettes et dépenses des services d'administration générale de l'Etat afférentes à chaque année budgétaire sont prévues et autorisées par des lois annuelles.

L'année budgétaire commence le 1er janvier et finit le 31 décembre suivant.

Art. 3 (8). L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses.

Art. 4 (9). Les prévisions de recettes portent sur les sommes qui seront versées au profit de l'Etat au cours de l'année budgétaire.

Art. 5 (10). Les crédits de dépenses portent sur les sommes qui seront dues par l'Etat du chef d'obligations nées à sa charge au cours de l'année budgétaire.

Art. 6 (11). Par dérogation à l'article 5, les crédits de dépenses couvrent les sommes qui seront exigibles de l'Etat au cours de l'année budgétaire, lorsque les obligations résultent :

(7) Article 2 Loi du 28 juin 1963, article 2.

(8) Article 3 Loi du 28 juin 1963, article 3, alinéa 1er.

(9) Article 4 Loi du 28 juin 1963, article 4.

(10) Article 5 Loi du 28 juin 1963, article 5.

(11) Article 6 Loi du 28 juin 1963, article 6; les mots "d'avoués" sont omis.

.../...

1Ede l'exécution, au cours de cette même année, de dispositions légales ou réglementaires;

2Ede l'exécution de contrats de louage de biens ou de services;

3Ede prestations d'avocats ou d'experts, en tant qu'elles donnent ouverture à des paiements d'honoraires, de frais et de débours.

Art. 7 (12). § 1er. Les crédits de dépenses couvrent à la fois les actes d'engagement et les opérations d'ordonnancement.

§ 2. Toutefois, lorsque les crédits concernent des travaux ou des fournitures de biens ou de services, qui nécessitent un délai d'exécution supérieur à douze mois, ils peuvent être dissociés en crédit d'engagement et crédit d'ordonnancement. Dans ce cas :

- le crédit d'engagement prévoit le montant des obligations qui peuvent être contractées pendant l'année budgétaire;
- le crédit d'ordonnancement prévoit le montant qui peut être ordonnancé au cours de l'année budgétaire, en vue d'apurer des obligations contractées tant pendant celle-ci qu'au cours des années antérieures.

Art. 8 (13). Le budget comprend, sous des rubriques distinctes, les recettes et les dépenses patrimoniales.

(12) Article 7 Loi du 28 juin 1963, article 7.

Art. 9 (14). Chaque année, les projets du budget des voies et moyens et du budget général des dépenses, ainsi qu'un exposé général relatif auxdits projets, sont imprimés par les soins du ministre qui a le budget dans ses attributions.

Ces projets de budget ainsi que l'Exposé général sont déposés à la Chambre des représentants ou au Sénat et distribués aux membres des chambres législatives au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Art. 10 (15). L'exposé général du budget contient notamment :

- 1E l'analyse et la synthèse des budgets;
- 2E un rapport économique;
- 3E un rapport financier;
- 4E une estimation pluriannuelle.

Art. 11 (16). Le budget des voies et moyens autorise la perception de l'impôt conformément aux lois, arrêtés et tarifs qui s'y rapportent. Il contient l'évaluation des recettes de

(13) Article 8 Loi du 28 juin 1963, article 8.

(14) Article 9 Loi du 28 juin 1963, article 9, § 1er, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2; les articles 9 à 17 entrent en vigueur à partir de l'année budgétaire 1991, en vertu de l'article 16 de la loi du 28 juin 1989.

(15) Article 10 Loi du 28 juin 1963, article 9, § 2, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2.

(16) Article 11 Loi du 28 juin 1963, article 9, § 3, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2.

.../...

l'Etat et autorise, dans les limites et conditions qu'il précise, la conclusion des emprunts.

Un inventaire de toutes les dépenses fiscales est joint au projet de budget des voies et moyens.

Les dépenses fiscales comprennent tous les abattements, réductions et exceptions au régime général d'imposition dont bénéficient des contribuables ou des activités d'ordre économique, social ou culturel pendant l'année budgétaire.

Le budget des voies et moyens est approuvé par les chambres législatives au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Art. 12 (17). Le budget général des dépenses prévoit et autorise les dépenses, par programme, des services d'administration générale de l'Etat.

Les crédits afférents aux programmes regroupent distinctement les moyens budgétaires qui se rapportent aux frais de fonctionnement des administrations et aux objectifs des programmes d'activités.

Le budget général des dépenses fixe, s'il y a lieu, les conditions relatives aux dépenses. En l'absence d'une loi organique, tout subside doit faire l'objet dans le budget général des dépenses d'une disposition spéciale qui en précise

(17) Article 12Loi du 28 juin 1963, article 9, § 4, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2.

la nature; ces subsides peuvent être octroyés aux conditions fixées par le Roi.

Le budget général des dépenses est approuvé par les chambres législatives au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Art. 13 (18). La justification du budget général des dépenses se compose de notes exposant les lignes générales de la politique des départements et, par division organique, les missions assignées et, par programme, les objectifs poursuivis, ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser. Elle comprend, en outre, une ventilation de l'inventaire visé à l'article 11, alinéa 2, et précise ainsi dans quelle mesure des dépenses fiscales contribuent à la réalisation des objectifs poursuivis par chaque programme.

Art. 14 (19). Les crédits afférents aux programmes sont ventilés en allocations de base conformément à la classification économique. Cette disposition ne s'applique pas aux crédits prévus pour les dotations.

(18) Article 13 Loi du 28 juin 1963, article 9, § 5, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2; la référence au paragraphe 3, deuxième alinéa, est remplacée par une référence à l'article 11, alinéa 2.

(19) Article 14 Loi du 28 juin 1963, article 9, § 6, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2.

Les tableaux des allocations de base, avec indication des dépenses affectées au service financier de dépenses préfinancées, sont appelés budgets administratifs et sont joints au projet de budget général des dépenses ou transmis par les soins du ministre ordonnateur et du ministre qui a le budget dans ses attributions aux chambres législatives et à la Cour des comptes, au plus tard le 15 décembre de l'année qui précède l'année budgétaire. Le cas échéant, la Cour des comptes fait parvenir sans délai ses observations aux chambres législatives.

Les chambres législatives déclarent, par une motion motivée, que les budgets administratifs sont conformes au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses et cela :

- au plus tard sept jours après l'approbation du budget général des dépenses, si les budgets administratifs ont été joints à celui-ci;
- ou au plus tard quinze jours après la transmission des budgets administratifs par les soins du ministre ordonnateur et du ministre qui a le budget dans ses attributions.

Art. 15 (20). Le ministre ordonnateur peut, après accord du ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des allocations de base au cours de l'année budgétaire et dans les limites de chacun des crédits ouverts pour les programmes dans le budget général des dépenses. Les budgets administratifs ainsi modifiés sont également transmis

(20) Article 15Loi du 28 juin 1963, article 9, § 7, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2.

aux chambres législatives et à la Cour des comptes. Le cas échéant, la Cour des comptes fait parvenir sans délai ses observations aux chambres législatives.

Lorsqu'une nouvelle ventilation des allocations de base pour un programme d'activités porte sur un montant de plus de 50 millions de francs ou à la fois sur plus de 15 pour cent de l'allocation de base concernée et sur un montant d'au moins 5 millions de francs, les chambres législatives déclarent, par une motion motivée, dans les quinze jours de la transmission du budget administratif ainsi modifié, que cette nouvelle ventilation est conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses.

Si de nouvelles ventilations successives se rapportent à une même allocation de base, les montants qu'elles autorisent sont additionnés pour l'application de cette disposition.

Art. 16 (21). Dans les cas suivants, les ministres ordonnateurs ne peuvent, mensuellement, faire des actes d'engagement et procéder à des ordonnancements qu'à concurrence d'un douzième dans les limites des allocations de base résultant du dernier budget adopté :

1Etant que le budget administratif n'a pas été transmis aux chambres législatives;

(21) Article 16Loi du 28 juin 1963, article 9, § 8, alinéas 1er à 3, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2; les mots "poser des actes" sont remplacés par les mots "faire des actes".

2Ependant les 15 jours suivant la transmission du budget administratif en l'absence d'une motion motivée des chambres législatives déclarant que le budget administratif est conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses;

3Elorsque l'une des chambres législatives déclare, par une motion motivée, dans les 15 jours qui suivent la transmission du budget administratif, que celui-ci n'est pas conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses;

4Ependant la dissolution d'une ou des deux chambres, lorsque cette dissolution intervient dans les 15 jours suivant la transmission du budget administratif et que ce dernier n'a pas encore été déclaré conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses par une motion motivée des chambres législatives, pour autant que la transmission ait eu lieu après le 15 décembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Dans les quatre cas cités, il ne peut être procédé à des engagements relatifs à des crédits dissociés ou à charge d'autorisations d'engagement prévues dans la loi.

Dans les autres cas, les ministres ordonnateurs peuvent exécuter les budgets administratifs qui ont été transmis.

Art. 17 (22). Lorsque la ventilation des allocations de base est modifiée ainsi qu'il est prévu à l'article 15, alinéas 2 et 3, les ministres ordonnateurs ne peuvent, dans les cas suivants, faire des actes d'engagement et procéder à des ordonnancements que dans les limites des allocations de base déjà valables pour l'année budgétaire concernée :

1Etant que le budget administratif ainsi modifié n'a pas été transmis aux chambres législatives;

2Ependant les 15 jours suivant la transmission du budget administratif ainsi modifié, en l'absence d'une motion motivée des chambres législatives déclarant que le budget administratif ainsi modifié est conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses;

(22) Article 17Loi du 28 juin 1963, article 9, § 8, alinéas 4 et 5, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2; la référence au paragraphe 7, deuxième et troisième alinéas est remplacée par une référence à l'article 15, alinéas 2 et 3; les mots "poser d'actes" sont remplacés par les mots "faire des actes".

3Elorsque l'une des chambres législatives déclare par une motion motivée, dans les 15 jours qui suivent la transmission du budget administratif ainsi modifié, que celui-ci n'est pas conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses;

Dans les autres cas, les ministres ordonnateurs peuvent exécuter les budgets administratifs modifiés qui ont été transmis.

Art. 18 (23). Les contrôleurs des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que celles-ci ne soient pas dépassées.

Art. 19 (24). Il est procédé chaque année, dans le courant du premier trimestre, à un contrôle budgétaire en vue d'ajuster éventuellement le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses. Le cas échéant, des projets

(23) Article 18Loi du 28 juin 1963, article 9, § 9, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 2.

(24) Article 19Loi du 28 juin 1963, article 10, § 1er, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 3; les articles 19 à 23 entreront en vigueur à partir de l'année budgétaire 1991 en vertu de l'article 16 de la loi du 28 juin 1989.

d'ajustement seront déposés à la Chambre des représentants ou au Sénat et distribués aux membres des chambres législatives au plus tard le 30 avril.

Ces ajustements sont approuvés par les chambres législatives avant le 30 juin.

Art. 20 (25). En cas d'ajustement du budget général des dépenses, les budgets administratifs ajustés sont joints au projet d'ajustement du budget général des dépenses ou transmis au plus tard quinze jours après l'approbation du budget général des dépenses ajusté aux chambres législatives et à la Cour des comptes par les soins du ministre ordonnateur et du ministre qui a le Budget dans ses attributions. Le cas échéant, la Cour des comptes fait parvenir sans délai ses observations aux chambres législatives.

Les chambres législatives déclarent, par une motion motivée, que les budgets administratifs ajustés sont conformes au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses ajusté et cela :

-au plus tard sept jours après l'approbation du budget général des dépenses ajusté, si les budgets administratifs ajustés ont été joints à celui-ci;

(25) Article 20Loi du 28 juin 1963, article 10, § 2, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 3.

-au plus tard quinze jours après la transmission des budgets administratifs ajustés par les soins du ministre ordonnateur et du ministre qui a le Budget dans ses attributions.

Art. 21 (26). Dans les quatre cas visés à l'article 16, alinéa 1er, les ministres ordonnateurs ne peuvent faire d'actes d'engagement et procéder à des ordonnancements à charge du budget général des dépenses ajusté que dans les limites des allocations de base déjà valables pour l'année budgétaire.

Art. 22 (27). Les articles 15 et 17 sont applicables aux nouvelles ventilations des budgets administratifs ajustés.

(26) Article 21 Loi du 28 juin 1963, article 10, § 3, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 3; la référence à l'article 9, § 8, alinéa 1er est remplacé par une référence à l'article 16, alinéa 1er.

(27) Article 22 Loi du 28 juin 1963, article 10, § 4, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 3; la référence à l'article 9, § 7 et § 8, alinéas 4 et 5, de la présente loi est remplacée par une référence aux articles 15 et 17.

Art. 23 (28). L'article 18 s'applique également aux allocations de base ajustées.

Art. 24 (29). S'il apparaît que le budget général des dépenses ne pourra être approuvé avant le 1er décembre de l'année qui précède l'année budgétaire, la loi ouvre les crédits provisoires nécessaires au fonctionnement des services et à valoir sur le budget de cette année budgétaire.

Le cas échéant, des projets de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget pour la même année sont déposés à la Chambre des représentants ou au Sénat.

Art. 25 (30). La loi ouvrant des crédits provisoires fixe la période à laquelle ces crédits se rapportent.

La période pour laquelle des crédits non dissociés et des crédits d'ordonnancement sont alloués ne peut excéder quatre mois, sauf si des obligations légales ou contractuelles requièrent qu'ils le soient pour une période d'une autre durée.

(28) Article 23 Loi du 28 juin 1963, article 10, § 5, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 3; la référence à l'article 9, § 9 est remplacée par une référence à l'article 18.

(29) Article 24 Loi du 28 juin 1963, article 10bis, § 1er y inséré par la loi du 28 juin 1989, article 4; les articles 24 à 27 entreront en vigueur à partir de l'année budgétaire 1991, en vertu de l'article 16 de la loi du 28 juin 1989.

(30) Article 25 Loi du 28 juin 1963, article 10bis, § 2, y inséré par la loi du 28 juin 1989, article 4.

Art. 26 (31). Les crédits provisoires sont calculés sur la base des crédits correspondants du dernier budget général des dépenses qui a été approuvé.

Les crédits provisoires ne peuvent être affectés à des dépenses d'une nature nouvelle non autorisées antérieurement par le législateur.

Sauf dispositions particulières des lois ouvrant des crédits provisoires, les dépenses, par programme pour le budget général des dépenses, et par allocation de base pour les budgets administratifs ne pourront dépasser respectivement le montant des crédits du dernier budget qui a été approuvé, et celui des allocations de base des budgets administratifs, et ce proportionnellement à la période à laquelle ces crédits et allocations provisoires se rapportent. Le présent article ne porte pas préjudice à l'application éventuelle de l'article 15.

Art. 27 (32). La publication du budget général des dépenses au Moniteur belge rend caduques les lois ouvrant des crédits provisoires.

(31) Article 26 Loi du 28 juin 1963, article 10bis, y inséré par la loi du 28 juin 1989, article 4; le mot "paragraphe" est remplacé par le mot "article"; la référence à l'article 9, § 7, est remplacé par une référence à l'article 15.

(32) Article 27 Loi du 28 juin 1963, article 10bis, § 4, y inséré par la loi du 28 juin 1989, article 4; les références à l'article 9, §§ 6 et 8 et au § 6, alinéa 2 sont remplacés par les références aux articles 14 et 16 et à l'article 14, alinéa 2.

Le régime prévu aux articles 14 et 16 est d'application, étant entendu que les mots "au plus tard le quinze décembre de l'année qui précède l'année budgétaire" figurant à l'article 14, alinéa 2, doivent se lire "au plus tard 15 jours après l'approbation du budget général des dépenses".

Chapitre II. - De l'exécution du budget.

Section 1ère. - Des recettes et des dépenses budgétaires.

Art. 28 (33). Les ministres ne peuvent faire aucune dépenses au-delà des crédits ouverts à chacun d'eux.

Ils ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits alloués pour les dépenses de leurs services respectifs.

Art. 29 (34). A partir du 1er novembre, les dépenses nécessaires pour assurer le fonctionnement continu des services publics, peuvent être contractées à charge des crédits de l'année budgétaire suivante, dans la limite du tiers des crédits votés pour les dépenses correspondantes de l'année en cours.

Les actes d'engagement stipulent que les fournitures ne peuvent être livrées, ni les services prestés, avant l'ouverture de l'année budgétaire.

(33)Article 28 Loi du 28 juin 1963, article 11.

(34)Article 29 Loi du 28 juin 1963, article 12.

Art. 30 (35). Toute loi susceptible d'entraîner une dépense non prévue au budget doit ouvrir les crédits nécessaires à son exécution pendant l'année en cours, et, s'il y a lieu, pendant l'année suivante.

Trimestriellement, le relevé des crédits ouverts par des lois spéciales est transmis aux chambres législatives par le ministre des finances.

Art. 31 (36). Sont seuls imputés au budget des services d'administration générale de l'Etat d'une année déterminée :

(35)Article 30 Loi du 28 juin 1963, article 13.

(36) Article 31Loi du 28 juin 1963, article 14; les références aux articles 17 et 18 sont remplacées par les références aux articles 34 et 35.

1E en recettes :

les sommes versées au profit de l'Etat pendant ladite année;

2Een dépenses :

- a) les sommes ordonnancées par les ministres pendant l'année budgétaire, soit sur les crédits non dissociés accordés par le budget de ladite année pour faire face aux dépenses visées à l'article 5 ou sur les crédits d'ordonnancement, soit sur les crédits reportés conformément aux dispositions des articles 34 et 35;
- b) le montant des obligations contractées pendant l'année à charge de crédits d'engagement.

Art. 32 (37). Les droits constatés au profit de l'Etat pendant l'année budgétaire, qui, à l'expiration de celle-ci, n'ont pas fait l'objet d'un recouvrement, d'une annulation ou d'une inscription en surséance indéfinie, sont reportés à l'année suivante.

Les droits reportés à l'année suivante sont comptabilisés avec les droits de même nature constatés au cours de celle-ci, sans distinction d'année d'origine.

(37)Article 32 Loi du 28 juin 1963, article 15.

Les droits constatés résultant de contrats de louage de biens ou de services ainsi que d'avances ou de prêts, ne sont portés au compte d'exécution du budget qu'à concurrence des paiements exigibles.

Art. 33 (38). Les ordonnances de dépenses émises pendant l'année budgétaire par les ministres sont enregistrées par le ministre des finances, à charge du budget de ladite année, jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

Art. 34 (39). Les crédits non dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés l'année suivante et peuvent être utilisés dès le commencement de cette année pour ordonnancer toute dépense engagée pendant l'année budgétaire révolue.

Les crédits non dissociés reportés à l'année suivante sont rattachés à l'allocation correspondante du budget de ladite année. La partie de ces crédits non ordonnancée le 31 décembre de ladite année tombe en annulation.

Art. 35 (40). § 1er. Les crédits dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire tombent en annulation.

(38)Article 33 Loi du 28 juin 1963, article 16.

(39) Article 34Loi du 28 juin 1963, article 17, modifié par l'arrêté royal nE 402 du 18 avril 1986, article 1er.

(40) Article 35Loi du 28 juin 1963, article 18, modifié par l'arrêté royal nE 402 du 18 avril 1986,

Toutefois, en cas de nécessité dûment motivée, des crédits déterminés peuvent être reportés à l'année suivante selon des modalités et des conditions à fixer par le Roi. Dans ce cas, les crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire s'ajoutent, en s'y confondant, aux allocations correspondantes du budget de l'année suivante.

§ 2. Les reports de crédits d'une année budgétaire effectués en exécution de l'article 34 et du présent article, font l'objet d'un projet de loi d'approbation déposé par le ministre des Finances avant le 31 août de l'année suivante.

Art. 36 (41). Le ministre des finances est autorisé à prélever au fur et à mesure des besoins, une partie des recettes fiscales pour l'affecter aux dépenses faites en exécution de la loi, à titre de remboursement d'impôts directs ou indirects, d'intérêts de retard et d'amendes,

article 2; la référence à l'article 17 est remplacée par la référence à l'article 34.

(41) Article 36 Loi du 28 juin 1963, article 31, § 1er modifié par la loi du 28 juin 1989, article 14.

.../...

d'attribution de parts de ces recettes revenant aux provinces et aux communes ainsi qu'à toute autre personne publique, en ce compris les organismes internationaux.

Art. 37 (42). Par dérogation aux articles 3 et 45, des fonds de restitution sont ouverts d'office au budget pour les sommes indûment perçues par le ministre des finances. Ils mentionnent l'estimation des sommes qui ne seront pas comptabilisées comme voies et moyens de l'Etat et sur lesquelles les comptables qui ont opéré les recettes peuvent directement disposer sur leur compte afin de pourvoir à la restitution des montants indûment perçus et des intérêts de retard y afférents, conformément aux lois et arrêtés en vigueur.

Art. 38 (43). Par dérogation aux articles 3 et 45, des fonds d'attribution sont ouverts d'office au budget pour les parts du produit d'impôts, perceptions et versements attribués à d'autres autorités publiques. Ils mentionnent les sommes à percevoir qui ne sont pas comptabilisées comme voies et

(42) Article 37Loi du 28 juin 1963, article 31, § 2, modifié par la loi du 28 juin 1989, article 14; la référence à l'article 19 est remplacée par une référence à l'article 45.

(43) Article 38Loi du 28 juin 1963, article 31, § 3, modifié par la loi du 28 juin 1989, article 14; la référence à l'article 19 est remplacée par une référence à l'article 45.

moyens de l'Etat et que le ministre des finances mettra di-rectement à la disposition des autorités concernées conformément aux lois et arrêtés qui en règlent l'attribution.

Art. 39 (44). Les ordonnances enregistrées par le ministre des finances sont payables pendant cinq ans, à partir de l'ouverture de l'année budgétaire à laquelle elles se rattachent.

Art. 40 (45). § 1er. Le ministre des finances n'autorise le paiement d'une ordonnance que lorsqu'elle porte sur un crédit ouvert par la loi ou sur une dépense autorisée par une délibération adoptée par le Conseil des ministres, en vertu de l'article 44.

Aucune sortie de fonds ne peut se faire sans son concours et sans le visa préalable et la liquidation de la Cour des comptes, sauf les exceptions établies par la loi.

§ 2. En cas d'extrême urgence, d'un degré tel que le paiement ne puisse souffrir aucun délai à peine de préjudice grave, le Conseil des ministres peut toutefois, sous sa responsabilité, et par délibération motivée qu'il transmet

(44)Article 39 Loi du 28 juin 1963, article 20.

(45) Article 40Loi du 15 mai 1846, article 17, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 12; la référence à l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 est remplacée par une référence à l'article 44.

simultanément aux chambres législatives et à la Cour des comptes, requérir de cette dernière l'octroi d'un visa provisoire.

Lorsqu'à la suite de circonstances exceptionnelles, le Conseil des ministres ne peut se réunir en temps voulu, la décision est prise conjointement par le ministre des finances et le ministre qui a le budget dans ses attributions.

En pareils cas, la Cour des comptes limite son contrôle préalable à l'examen de l'exactitude de la créance et fait parvenir sans délai ses observations aux chambres législatives.

Le Conseil des ministres dépose dans un délai d'un mois à compter de la délibération, les projets de loi nécessaires à la régularisation de la dépense, et de nature à permettre l'octroi par la Cour des comptes d'un visa définitif.

Art. 41 (46). Les dépenses fixes, telles que traitements, abonnements, pensions, sont ordonnancées par le ministre des finances sur les états collectifs qui lui seront transmis par les ministères. Les ministères feront connaître à la Cour des

(46) Article 41 Loi du 15 mai 1846, article 23, modifié par la loi du 23 février 1953, articles 1er et 2; les mots "par les départements d'administration générale, ces départements" sont remplacés par les mots "par les ministères, ces ministères". Les mots "Les ministres des finances et des communications" sont remplacés par les mots "Le ministre des finances et le ministre qui a dans ses attributions les communications et l'infrastructure".

comptes le montant des imputations à faire sur chaque article du budget par suite de la formation de ces états, et, d'après cette communication, la Cour des comptes fait l'enregistrement de ces dépenses. Les paiements sont justifiés à cette cour avant la clôture de l'exercice.

Le ministre des finances et le ministre qui a dans ses attributions les communications et l'infrastructure sont autorisés à faire payer, par avances sur la caisse des comptables, sous réserve de régularisation ultérieure et de la manière indiquée ci-dessus :

1Eles loyers et les taxes mises à la charge de l'Etat en vertu des baux, ainsi que les secours et indemnités de toute nature qui seront alloués sur leur budget aux agents en activité de service, aux anciens agents et à leurs familles, ainsi qu'aux victimes d'accidents et à leurs ayants droit;

2Eles indemnités aux tiers, victimes d'accidents dont la responsabilité incombe à l'Etat, ainsi que les divers frais de procédure se rapportant à ces accidents;

3Eles sommes qui, ayant été indûment portées en recette budgétaire par les comptables ressortissant à leur ministère doivent être restituées.

Art. 42 (47). Tout versement ou envoi en numéraire et autres valeurs fait dans les caisses de l'Etat pour un service public

(47) Article 42Loi du 15 mai 1846, article 4, modifié par l'arrêté royal nE 34 du 13 novembre 1934, article 1er.

donne lieu à la délivrance d'un récépissé à talon avec imputation de versement.

Ce récépissé est libératoire et forme titre envers le Trésor public.

Art. 43 (48). Toute entrée de fonds dans les caisses publiques, quel que soit le service auquel ils appartiennent, a lieu pour le compte du ministère des finances, qui en centralise le montant dans les livres et la comptabilité de la trésorerie générale.

(48) Article 43Loi du 15 mai 1846, article 5; le mot "département" est remplacé par le mot "ministère".

Section 2. - Des dépenses hors budget.

Art. 44 (49). § 1er. Dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévisibles, le Conseil des ministres peut, par délibération motivée, autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses au-delà de la limite des crédits budgétaires ou, en l'absence de crédits, à concurrence du montant fixé par la délibération.

La délibération du Conseil peut porter sur une autorisation tendant à augmenter le crédit budgétaire d'engagement sans modification du crédit d'ordonnancement, sur une autorisation tendant à augmenter le crédit d'ordonnancement sans modifications du crédit d'engagement, ou sur une autorisation d'engagement donnée dans le dispositif de la loi budgétaire.

Le contrôleur des engagements vise les engagements et les ordonnancements de dépenses autorisés par la délibération.

Le texte des délibérations est immédiatement communiqué aux chambres législatives et à la Cour des comptes.

Cette dernière fait, éventuellement, parvenir sans délai ses observations aux chambres législatives.

En ce qui concerne les dépenses autorisées par la délibération, la Cour des comptes peut refuser son visa lorsque les pièces justificatives de la créance confirment ou font

(49) Article 44 Loi du 28 juin 1963, article 24, modifié par la loi du 22 décembre 1977, article 181, par l'arrêté royal nE 403 du 18 avril 1986, article 1er et par la loi du 28 juin 1989, article 6; la référence à l'article 9, § 9 est remplacée par une référence à l'article 18.

apparaître que les conditions visées à l'alinéa 1er ne sont pas remplies.

§ 2. Les autorisations visées par les délibérations font périodiquement ou spécialement l'objet d'un projet de loi tendant à ouvrir les crédits nécessaires.

La délibération doit faire l'objet d'un projet de loi spécial dans les cas suivants :

1Elorsque la délibération porte sur un montant d'au moins 200 millions de francs;

2Elorsque la délibération autorise une dépense d'au moins 20 millions de francs qui représente au moins 15 pour cent du crédit à charge duquel cette dépense s'impute.

Toute exécution (engagement, ordonnancement ou paiement) de la délibération est suspendue jusqu'au dépôt du projet de loi spécial visé à l'alinéa 2.

Lorsque des délibérations successives concernent le même article, les montants qu'elles autorisent sont additionnés pour l'application de ces dispositions.

§ 3. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux délibérations qui autorisent des dépenses pour lesquelles des crédits sont prévus dans un projet de loi déjà déposé.

Le paragraphe 2, alinéa 2, n'est pas applicable lorsque le Conseil des ministres décide de bloquer certains autres crédits à concurrence du montant autorisé dans la délibération; celle-ci contient l'indication des crédits bloqués.

§ 4. Le Conseil des ministres ventile en allocations de base les montants des autorisations données au-delà ou en dehors des crédits ouverts par la loi.

L'article 18 s'applique également aux allocations de base visées à l'alinéa 1er.

Section 3. - Des fonds budgétaires.

Art. 45 (50). § 1er. Par dérogation à l'article 3, une loi organique peut créer des fonds budgétaires en affectant à des dépenses dont elle définit l'objet, certaines recettes imputées au budget des voies et moyens.

Ces fonds ne peuvent pas être alimentés par des crédits du budget général des dépenses.

(50) Article 45 Loi du 28 juin 1963, article 19, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 5; cet article entrera en vigueur à partir de l'année budgétaire 1991, en vertu de l'article 16 de la loi du 28 juin 1989. Les références aux articles 10, § 1er, et 26 sont remplacés par les références aux articles 19 et 52.

§ 2. Au budget général des dépenses, les crédits afférents aux fonds budgétaires varient en fonction des recettes imputées aux postes correspondants du budget des voies et moyens. Ces crédits sont augmentés du crédit disponible reporté à la fin de l'année budgétaire précédente, qui peut être utilisé dès le début de l'année budgétaire. Cette disposition ne s'applique pas aux excédents des autorisations d'engagement visées au paragraphe 4, alinéa 2.

§ 3. Le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses mentionnent respectivement les estimations des opérations de recettes et des opérations de dépenses des fonds budgétaires. Les opérations de dépenses englobent les crédits visés au paragraphe 2, qui doivent être ventilés séparément selon leur origine dans les documents budgétaires. Ces montants sont ajustés lors du contrôle budgétaire visé à l'article 19.

§ 4. Il ne peut être pris d'engagement ni d'ordonnancement à charge d'un fonds budgétaire au-delà du crédit disponible qu'il présente.

La loi organique visée au paragraphe 1er peut cependant autoriser que des engagements soient pris à charge d'une autorisation d'engagement accordée dans la loi. Le cas échéant, les ordonnancements s'effectuent seulement à concurrence du crédit disponible que présente ce fonds.

§ 5. La date de l'ordonnancement détermine l'année budgétaire à laquelle les dépenses des fonds budgétaires sont rattachées. Les ordonnances de paiement mentionnent également la classification économique des dépenses.

§ 6. Hormis le cas où une autorisation d'engagement est d'application, il est tenu compte, pour déterminer le disponible pour engagement de chaque fonds budgétaire, des engagements des années précédentes dans la mesure où ils n'ont pas été apurés ou annulés.

§ 7. Les dispositions de l'article 52 sont applicables aux autorisations d'engagement.

Chapitre III. - Du contrôle des dépenses.

Section 1ère. - Du contrôle administratif et budgétaire.

Art. 46 (51). Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par le comité ministériel du budget et le ministre qui a le budget dans ses attributions assistés par les inspecteurs des finances, qui assument la fonction de conseiller budgétaire et financier du ministre auprès duquel ils sont accrédités.

Les modalités de ce contrôle, tant au stade de la préparation qu'à celui de l'exécution du budget, sont réglées par le Roi sur proposition du premier ministre et du ministre qui a le budget dans ses attributions et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, peut fixer les cas dans lesquels les actes pris en violation des règles du contrôle administratif et budgétaire sont nuls de plein droit.

Art. 47 (52). Tout acte d'administration portant création d'emplois définitifs ou temporaires ou révision des dispositions organiques relatives aux traitements ou allocations du

(51)Article 46Loi du 28 juin 1963, article 32bis, y inséré par la loi du 2 juillet 1981, article 81.

(52)Article 47Loi du 20 juillet 1921, article 6; les mots "ministre des finances", sont remplacés par les mots "ministre qui a le budget dans ses attributions".

personnel, est signé par le ministre intéressé et contresigné par le ministre qui a le budget dans ses attributions.

Section 2. - Du contrôle des engagements.

Art. 48 (53). Des contrôleurs des engagements veillent à ce que les crédits budgétaires ne soient pas dépassés.

Ces contrôleurs sont désignés par le Roi, sur la proposition du ministre qui a le budget dans ses attributions. Ils sont constitués comptables des engagements contractés à charge des crédits d'engagement visés à l'article 7, § 2.

Art. 49 (54). L'approbation des contrats et marchés pour travaux et fournitures de biens ou de services ainsi que les arrêtés de collation de subventions ne peuvent être notifiés avant que ces contrats, marchés et arrêtés aient été visés par le contrôleur des engagements.

Le Roi peut, sur proposition du ministre qui a le budget dans ses attributions, dispenser du visa préalable du contrôleur des engagements, les contrats et marchés ainsi que

(53)Article 48 Loi du 28 juin 1963, article 21, modifié par la loi du 31 décembre 1966, article 1er; les mots "ministre des finances" sont remplacés par les mots "ministre qui a le budget dans ses attributions".

(54)Article 49Loi du 28 juin 1963, article 22.

les arrêtés de collation de subventions dont l'importance ne dépasse pas les sommes qu'Il détermine.

Art. 50 (55). Les ordonnancements effectués à charge du budget sont visés par le contrôleur des engagements, qui veille à ce qu'ils n'excèdent pas le montant des engagements auxquels ils se rapportent.

Art. 51 (56). Les contrôleurs des engagements peuvent se faire fournir tous documents, renseignements et éclaircissements relatifs aux engagements et aux ordonnancements.

Art. 52 (57). Les contrôleurs des engagements transmettent périodiquement à la Cour des comptes, le relevé des engagements à charge des crédits d'engagement visés à l'article 7, § 2, et à l'article 45, § 7, appuyé des documents justificatifs.

Les relevés récapitulatifs annuels des engagements sont arrêtés par la Cour des comptes, dans les délais fixés par le Roi.

(55)Article 50Loi du 28 juin 1963, article 23.

(56)Article 51Loi du 28 juin 1963, article 25.

(57)Article 52Loi du 28 juin 1963, article 26, modifié par la loi du 31 décembre 1966, article 2; la référence à l'article 45, § 7, a été ajoutée à l'alinéa 1er.

Ces relevés sont intégrés dans le compte d'exécution du budget.

Les sanctions prévues par l'article 8 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes peuvent être appliquées aux contrôleurs des engagements qui n'ont pas transmis à la Cour des comptes, dans les délais prescrits, les relevés prévus à l'alinéa 1er.

Art. 53 (58). Aucune peine disciplinaire ne peut être infligée aux contrôleurs des engagements, sans l'avis préalable de la Cour des comptes.

Il en est de même de toute mesure de nature à leur porter préjudice.

Cet avis est donné dans la huitaine de la communication du dossier à la Cour.

Le texte de l'avis est reproduit dans l'arrêté qui prononce la peine ou applique la mesure; copie de l'arrêté est adressée immédiatement aux chambres législatives et à la Cour des comptes.

(58)Article 53Loi du 20 juillet 1921, article 3; les mots "aux comptables institués par la présente loi" sont remplacés par les mots "aux contrôleurs des engagements".

Art. 54 (59). Le Roi, sur la proposition du ministre qui a le budget dans ses attributions, règle la tenue de la comptabilité des dépenses engagées et fixe la forme des comptes périodiques ainsi que l'époque de leur envoi.

Section 3. - Du contrôle de l'emploi des subventions.

Art. 55 (60). Toute subvention accordée par l'Etat ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'Etat, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Toute allocataire d'une subvention doit justifier de l'utilisation des sommes reçues, à moins que la loi ne l'en dispense.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités des justifications à fournir par l'allocataire.

(59)Article 54Loi du 2 juillet 1921, article 4; les mots "dans les limites fixées par l'article 2" sont omis, l'article 2 ayant été abrogé par l'article 79, 3E, de la loi du 28 juin 1963, remplacé par la loi du 31 décembre 1966, article 7.

(60)Article 55Arrêté royal nE 5 du 18 avril 1967, article 1er.

Art. 56 (61). Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, l'allocataire reconnaît à l'Etat le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Roi.

Art. 57 (62). Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, l'allocataire :

1Equi ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;

2Equi n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;

3Equi met obstacle au contrôle visé à l'article 56.

Lorsque l'allocataire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 55, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

La récupération peut s'effectuer conformément à l'article 94.

(61)Article 56Arrêté royal nE 5 du 18 avril 1967, article 2.

(62)Article 57Arrêté royal nE 5 du 18 avril 1967, article 3; les références aux articles 1er et 2 sont remplacées par des références aux articles 55 et 56; la référence à l'article 3 de la loi du 22 décembre 1949 est remplacée par une référence à l'article 94.

Art. 58 (63). Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour les subventions analogues reçues antérieurement, l'allocataire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 55 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 56.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Chapitre IV. - Des ordonnateurs et des comptables.

Art. 59 (64). La perception des deniers de l'Etat ne peut être effectuée que par un comptable du Trésor, et en vertu d'un titre légalement établi.

Art. 60 (65). Les fonctions d'ordonnateur et d'administrateur sont incompatibles avec celles de comptable.

(63)Article 58Arrêté royal nE 5 du 18 avril 1967, article 4; les références aux articles 1er et 2 sont remplacées par les références aux articles 55 et 56.

(64)Article 59Loi du 15 mai 1846, article 6.

(65)Article 60Loi du 15 mai 1846, article 7.

Sauf les exceptions établies par la loi, tout agent chargé d'un maniement de deniers appartenant au Trésor public est constitué comptable par le seul fait de la remise des dits fonds sur sa quittance ou son récépissé; aucune manutention de ces deniers ne peut être exercée, aucune caisse publique ne peut être gérée que par un agent placé sous les ordres du ministre des finances, nommé par lui ou sur sa présentation, responsable envers lui de sa gestion, et justiciable de la Cour des comptes.

Art. 61 (66). Aucun titulaire d'un emploi de comptable de deniers publics ne peut être installé dans l'exercice de ses fonctions, qu'après avoir justifié de sa prestation de serment et du versement de son cautionnement, dans les formes et devant les autorités à déterminer par les lois et règlements.

Art. 62 (67). Les agents de l'Etat assujettis à l'obligation du cautionnement par l'article 61 sont admis à remplacer le versement du montant en numéraire par la caution solidaire d'une association formée entre eux, uniquement à cette fin sous la forme prévue par l'article 63 et agréée par arrêté royal.

(66)Article 61Loi du 15 mai 1846, article 8.

(67)Article 62Loi du 7 mai 1912, article 1er, les mots "préposés de l'Etat" sont remplacés par les mots "agents de l'Etat"; les références à l'article 8 de la loi du 15 mai 1846 et à l'article 2 de la loi du 7 mai 1912 sont remplacées par les références aux articles 61 et 63.

Art. 63 (68). Les associations ayant en vue l'objet prévu par l'article 62 revêtiront la forme coopérative ou se constitueront en associations sans but lucratif. Elles ne perdront pas leur caractère civil.

Art. 64 (69). Le Trésor public a privilège, conformément à la loi du 5 septembre 1807 sur les biens de tout comptable, caissier, dépositaire ou préposé quelconque chargé d'un maniement de deniers publics.

Art. 65 (70). Tout comptable dans les versements duquel la Cour des comptes aura reconnu des valeurs fausses sera déclaré débiteur de leur montant.

Art. 66 (71). Tout comptable est responsable du recouvrement des capitaux, revenus, droits et impôts dont la perception lui est confiée.

(68)Article 63Loi du 7 mai 1912, article 2, remplacé par la loi du 31 mai 1948, article unique; la référence à l'article 44 est remplacée par une référence à l'article 62.

(69)Article 64Loi du 15 mai 1846, article 9; la date de la loi est rectifiée.

(70)Article 65Décret du 12 août 1807, article 1er; les mots "Trésorerie générale" sont remplacés par les mots "Cour des comptes".

(71)Article 66Loi du 15 mai 1846, article 10; le mot "péages" est omis.

Avant d'obtenir décharge des articles non recouvrés, il doit faire constater que le non-recouvrement ne provient pas de sa négligence, et qu'il a fait en temps opportun toutes les diligences et poursuites nécessaires.

Quand un comptable a été forcé en recette, et qu'il a payé de ses deniers les sommes dues et non renseignées, il est subrogé de plein droit dans les créances et privilèges de l'Etat à la charge des débiteurs.

Art. 67 (72). Tout receveur, caissier, dépositaire ou préposé quelconque chargé des deniers publics, ne pourra obtenir décharge d'un vol ou perte de fonds, s'il n'est justifié qu'il est l'effet d'une force majeure, et que les précautions prescrites par les règlements ont été prises.

En attendant l'arrêt de la Cour des comptes, et sans y préjudicier, le ministre des finances peut ordonner le versement provisoire de la somme enlevée ou contestée.

Art. 68 (73). Annuellement, il est porté une allocation spéciale au budget, pour recevoir l'imputation et la

(72)Article 67Loi du 15 mai 1846, article 11.

(73)Article 68Loi du 15 mai 1846, article 12; les mots "par l'Administration des domaines" sont remplacés par les mots "par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines".

régularisation des pertes résultant de déficits et d'événements extraordinaires.

Les pertes imputées sur l'allocation ci-dessus mentionnée, seront consignées par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines dans ses sommers; elle fera les diligences nécessaires pour en assurer le recouvrement sur les cautionnements et biens des débiteurs.

Art. 69 (74). Si, pendant cinq années consécutives à compter de la date de l'arrêt de la Cour des comptes, une créance ouverte pour cause de déficit ou de tout événement de force majeure n'avait pas été recouvrée, l'impossibilité du recouvrement sera constatée par un procès-verbal, lequel sera reproduit à l'appui du compte général de l'Etat; une expédition du même procès-verbal sera jointe au compte du comptable chargé du recouvrement du déficit.

Art. 70 (75). Les fonctionnaires chargés spécialement et directement de la surveillance des comptables et du contrôle de leur comptabilité, sont responsables de tout déficit irrécouvrable qui pourrait être occasionné par un défaut de vérification de la gestion du comptable en déficit. Un arrêté royal motivé fixe, sur la proposition du ministre des finances,

(74)Article 69Loi du 15 mai 1846, article 13.

(75)Article 70Loi du 15 mai 1846, article 14.

le montant ou la partie du déficit dont le fonctionnaire est, dans ce cas, rendu responsable.

Art. 71 (76). Les ordonnateurs délégués par le ministre pour l'exécution du budget sont justiciables de la Cour des comptes, du chef des engagements de crédits qu'ils ont contractés en violation d'une disposition légale quelconque et qui ont causé un dommage au Trésor.

L'ordonnateur ne sera exonéré de cette responsabilité que s'il peut produire, pour sa justification, un ordre spécial écrit du ministre qui a autorisé la dépense et préalable à l'ordonnancement.

Art. 72 (77). Les agents des administrations générales commis à la garde, à la conservation et à l'emploi du matériel appartenant à l'Etat, sont responsables de ce matériel et ils en rendent compte annuellement à la Cour des comptes.

Les comptes indiquent : les quantités et valeurs en magasin, les entrées, les sorties, la mise en consommation, en vente et au rebut, et les parties anéanties.

(76)Article 71Loi du 15 mai 1846, article 18, remplacé par la loi du 20 juillet 1921, article 8.

(77)Article 72Loi du 15 mai 1846, article 52; dans le texte français, le mot "renseignent" est remplacé par le mot "indiquent".

Des procès-verbaux constatent ces divers mouvements et mutations dans cette partie du service.

Ces agents sont soumis, comme les comptables en deniers, à un cautionnement envers l'Etat.

Art. 73 (78). Toute opération budgétaire ou de trésorerie doit être enregistrée dans un compte de comptable.

Art. 74 (79). Tout comptable rend à la Cour des comptes, à l'intervention du ministre des finances, le compte des opérations qu'il a effectuées au cours de l'année pour laquelle le compte est formé.

Les comptes doivent être remis à la Cour des comptes avant le 1er mars de l'année qui suit celle pour laquelle ils sont formés, sans préjudice des délais fixés pour les comptes à rendre en cas de déficit, de mutation ou de cessation de fonctions comptables.

Chapitre V. - Du compte d'exécution du budget.

(78)Article 73Loi du 28 juin 1963, article 66, modifié par la loi du 31 décembre 1966, article 6.

(79)Article 74Loi du 28 juin 1963, article 67.

Art. 75 (80). Le compte d'exécution du budget est formé de tableaux comportant les mêmes subdivisions que le budget.

Ces tableaux font apparaître :

1E pour les recettes :

- a) les prévisions;
- b) les droits constatés;
- c) les recettes imputées;
- d) la différence entre les droits constatés et les recettes imputées;
- e) les droits reportés;
- f) les droits annulés ou portés en surséance indéfinie;
- g) la différence entre les prévisions et les imputations;

2E pour les dépenses :

- a) les crédits ouverts par la loi;
- b) les crédits reportés de l'année précédente;
- c) les opérations imputées;
- d) la différence entre les crédits et les opérations imputées;
- e) les crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire;
- f) les crédits reportés à l'année suivante;
- g) les crédits à annuler.

(80)Article 75Loi du 28 juin 1963, article 27, modifié par la loi du 31 décembre 1966, article 3.

Art. 76 (81). Pour les dépenses imputées sur crédits reportés ou sur crédits d'ordonnancement, les tableaux du compte d'exécution du budget indiquent, en outre, si elles concernent des prestations effectuées au cours de l'année à laquelle le compte se rapporte ou au cours des années antérieures.

Art. 77 (82). Dans le courant du mois de mai suivant la fin de l'année budgétaire, la Cour des comptes donne connaissance à la Chambre des représentants et au Sénat d'une préfiguration des résultats de l'exécution du budget, laquelle peut donner lieu à l'approbation, par les chambres législatives, d'une motion motivée de règlement provisoire dudit budget.

Dans le courant du mois d'octobre suivant la fin de l'année budgétaire, le ministre des finances dépose à la Chambre des représentants ou au Sénat le projet de loi portant règlement définitif du budget.

Art. 78 (83). Les ordonnances que les comptes indiquent comme restant à payer à l'époque de la clôture d'un exercice et dont le paiement a été autorisé par des crédits régulièrement ouverts, seront acquittées et portées en dépense au compte de

(81) Article 76 Loi du 28 juin 1963, article 28.

(82) Article 77 Loi du 28 juin 1963, article 29, remplacé par la loi du 28 juin 1989, article 7.

(83) Article 78 Loi du 15 mai 1846, article 27; dans le texte français, le mot "renseignent" est remplacé par le mot "indiquent".

la trésorerie, au moment où ces paiements auront lieu jusqu'à l'expiration du terme de déchéance.

Art. 79 (84). Les paiements de dépenses qui n'ont pu être régularisés à l'expiration du mois de février qui suit l'année budgétaire sont constatés séparément dans le compte d'exécution du budget de l'année pendant laquelle ils ont été ordonnancés.

Le projet de loi de règlement définitif dudit budget contient, le cas échéant, une disposition qui renvoie la justification de la dépense au compte d'une année suivante.

(84)Article 79Loi du 28 juin 1963, article 32, remplacé par la loi du 31 décembre 1966, article 4.

Chapitre VI. - Du compte général de l'Etat.

Art. 80 (85). Le ministre des finances établit annuellement le compte général de l'Etat.

Ce compte embrasse toutes les opérations budgétaires, patrimoniales et de trésorerie accomplies du 1er janvier au 31 décembre.

Il comporte le compte synthétique des opérations de l'Etat et les comptes de développement ci-après :

1E le compte d'exécution du budget;

2E le compte des variations du patrimoine;

3E le compte de la trésorerie.

Le compte général de l'Etat est transmis à la Cour des comptes avant le 30 juin de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Art. 81 (86). La situation générale du Trésor public au 31 décembre, accompagnée du compte provisoire de l'exécution du budget, est imprimée par les soins du ministre des finances.

Elle est distribuée aux membres des chambres législatives avant le 30 avril de l'année suivante.

(85)Article 80Loi du 28 juin 1963, article 69.

(86)Article 81Loi du 28 juin 1963, article 70.

Art. 82 (87). Les biens patrimoniaux sont repris dans le compte des variations du patrimoine à leur valeur d'acquisition.

Les amortissements et les autres redressements sont déterminés et enregistrés conformément à des règles établies par le Roi.

Art. 83 (88). Les variations du patrimoine de l'Etat sont enregistrées dans le compte des variations du patrimoine, suivant des règles fixées par le Roi.

La Cour des comptes reconnaît par son visa la légalité et l'exactitude des opérations portées dans cette comptabilité et ayant pour origine, soit des dépenses budgétaires, soit des modifications d'actif ou de passif constatées en dehors de toute imputation budgétaire.

Art. 84 (89). Le compte des variations du patrimoine expose les modifications de l'actif et du passif de l'Etat.

Il est accompagné du bilan de l'Etat, établi au 31 décembre.

(87)Article 82Loi du 28 juin 1963, article 68, modifié par la loi du 31 décembre 1966, article 6.

(88)Article 83Loi du 28 juin 1963, article 30.

(89)Article 84Loi du 28 juin 1963, article 71.

Art. 85 (90). Le ministre des finances dresse au moins tous les dix ans un inventaire des éléments constitutifs du patrimoine de l'Etat.

Les valeurs actives et passives à porter à l'inventaire sont arrêtées après avis d'une commission dont les membres sont nommés par le Roi.

Le bilan de l'Etat est mis en concordance avec lesdites valeurs.

Art. 86 (91). Le mobilier de l'Etat fait l'objet d'un inventaire descriptif.

Art. 87 (92). Le ministre des finances est autorisé à aliéner publiquement, de gré à gré ou par voie d'échange, les immeubles domaniaux de toute nature.

Le ministre des finances est pareillement autorisé à constituer ou aliéner tout droit réel immobilier.

(90)Article 85Loi du 28 juin 1963, article 72, modifié par la loi du 17 mars 1987, article 1er.

(91)Article 86Loi du 28 juin 1963, article 73.

(92)Article 87Loi du 31 mai 1923, article 1er, remplacé par la loi du 2 juillet 1969, article 4 et modifié par la loi du 6 juillet 1989, article 57; les mots "par la présente loi" sont remplacés par les mots "le présent article et les articles 88 et 89".

Sauf en cas de vente publique ou lorsque l'expropriation pour cause d'utilité publique a été légalement décrétée, les aliénations visées par le présent article et par les articles 88 et 89 qui concernent des biens dont la valeur estimative excède 50 millions de francs, sont soumises à l'approbation législative.

Le présent article ne concerne pas les propriétés boisées, à l'exception de celles dont l'expropriation pour cause d'utilité publique a été décidée ou qui font l'objet d'échanges, pour autant que ces dernières opérations ne diminuent pas l'étendue du domaine forestier national.

Art. 88 (93). Les aliénations à réaliser en exécution des articles 87 à 89 seront rendues publiques par les mesures de publicité appropriées.

Les personnes qui, selon la situation cadastrale la plus récente, ont un droit réel principal sur des parcelles contiguës aux propriétés domaniales à aliéner, sont informées de l'opération par lettre recommandée à la poste, au moins un mois avant la séance d'adjudication ou lorsqu'il n'y a pas d'adjudication, avant la passation de l'acte.

Lorsque le bien domanial à aliéner est contigu à un immeuble bâti, propriété de deux ou plusieurs personnes,

(93)Article 88Loi du 31 mai 1923, article 2, remplacé par la loi du 6 juillet 1989, article 58; les mots "de la présente loi" sont remplacés par les mots "des articles 87 à 89".

l'information peut avoir lieu par toute publicité équivalente à celle visée à l'alinéa 2.

La formalité de publicité n'est pas requise lorsque l'opération a lieu pour cause d'utilité publique.

Art. 89 (94). Les conditions d'aliénation ou de transfert des immeubles qui font partie du patrimoine nécessaire aux besoins d'un ministère sont préalablement déterminées, d'un commun accord, par le ministre des finances et le ministre gestionnaire.

Le produit de l'aliénation ou du transfert de ces immeubles est mis à la disposition du ministre qui gère ces immeubles en vue de la reconstitution ou de la rationalisation du patrimoine immobilier confié à sa gestion.

Art. 90 (95). Un rapport sur les aliénations effectuées en vertu des articles 87 à 89 sera communiqué aux chambres

(94)Article 89Loi du 2 juillet 1969, article 5; les mots "par application de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat" sont omis; le mot "département" est remplacé par le mot "ministère".

(95)Article 90Loi du 31 mai 1923, article 5; les mots "ventes et échanges", "en vertu des autorisations visées dans la présente loi" et "projet de loi contenant le budget des voies et moyens" sont remplacés par les mots "aliénations", "en vertu des articles 87 à 89" et "projet de budget des voies et moyens".

législatives chaque année lors du dépôt du projet de budget des voies et moyens.

Art. 91 (96). Le compte de la trésorerie expose les opérations effectuées pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'Etat, ainsi que les mouvements de fonds appartenant à des tiers et les autres opérations financières du Trésor.

Il est accompagné d'un tableau présentant les fluctuations et la situation de la dette publique en relation avec les opérations financières et budgétaires.

Art. 92 (97). Dans le courant du mois d'octobre suivant la fin de l'année budgétaire, la Cour des comptes transmet le compte général de l'Etat aux chambres législatives avec ses observations.

(96)Article 91Loi du 28 juin 1963, article 74.

(97)Article 92Loi du 28 juin 1963, article 75, remplacé par loi du 28 juin 1989, article 8.

Art. 93 (98). - Les comptes des organismes d'intérêt public dont les opérations doivent être justifiées à la Cour des comptes en vertu de la loi, sont annexés au compte général de l'Etat.

Les comptes des organismes visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, et dont les opérations ne doivent pas être justifiées à la Cour des comptes, sont communiqués par le ministre des finances aux chambres législatives dans le courant du mois d'août de l'année qui suit celle pour laquelle ces comptes sont établis.

Chapitre VII. - Du recouvrement des créances.

Art. 94 (99). Toute somme due à l'Etat ou à des organismes d'Etat dont le recouvrement est poursuivi par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines peut être récupérée par voie de contrainte.

La contrainte est décernée par le receveur chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le

(98)Article 93Loi du 28 juin 1963, article 76.

(99)Article 94Loi du 22 décembre 1949, article 3, modifié par la loi du 5 juillet 1963, article 48; les mots "l'administration des domaines" et "le directeur de l'enregistrement et des domaines" sont remplacés par les mots "l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines" et "le directeur de l'administration précitée".

directeur de l'administration précitée et signifiée par exploit d'huissier de justice.

Art. 95 (100). En vue du recouvrement des créances non fiscales par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, le ministre ou son délégué peut, aux conditions qu'il fixe dans chaque cas particulier, accorder des délais pour le paiement du principal, remettre tout ou partie de la dette en intérêts et consentir à ce que les paiements partiels soient imputés d'abord sur le capital.

Dans le cas où la situation du débiteur de bonne foi le justifie, il conclut avec lui des transactions, si le créancier y consent.

Chapitre VIII. -Des cessions et des mises en gage de créances sur l'Etat pour travaux et fournitures.

Art. 96 (101). Les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires des ouvrages faits ou à faire pour le compte de l'Etat ou des fournitures faites ou à faire pour le compte du ministère de la défense nationale, pour le service des forces armées, ne peuvent faire aucune saisie-arrêt ou opposition sur les fonds déposés dans les caisses des comptables de l'Etat pour être délivrés aux dits entrepreneurs ou adjudicataires.

(100)Article 95Loi du 22 décembre 1949, article 4, inséré par la loi du 6 juillet 1989, article 59.

(101)Article 96Loi du 3 janvier 1958, article 1er.

Les créances dérivant de semblables travaux ou fournitures ne peuvent être cédées ni mises en gage.

Art. 97 (102). Ne sont point comprises dans les dispositions de l'article 96, les créances provenant des salaires et appointements des travailleurs employés par lesdits entrepreneurs et les sommes dues pour fourniture de matériaux et autres objets servant à l'exécution des travaux faits ou à faire pour le compte de l'Etat ou des fournitures faites pour le compte de la Défense nationale.

Art. 98 (103). Sont également autorisées les cessions ou mises en gage de la créance de l'entrepreneur faites au profit de bailleurs de fonds et affectées à la garantie d'ouvertures de crédit ou d'avances de sommes en vue de l'exécution de ces travaux ou fournitures.

Ces cessions et mises en gage ne sortiront leurs effets qu'après que les travailleurs et sous-traitants ayant fait opposition auront été payés et les sommes à en provenir ne pourront être imputées par le cessionnaire ou le créancier gagiste à la couverture de créances contre l'entrepreneur nées d'autres chefs, avant ou pendant la durée d'exécution des

(102)Article 97Loi du 3 janvier 1958, article 2; la référence à l'article 1er est remplacée par une référence à l'article 96.

(103)Article 98Loi du 3 janvier 1958, article 3.

travaux et fournitures financés, tant que lesdits travaux et fournitures n'auront pas été réceptionnés.

L'Etat fait connaître aux cessionnaires de créances ou aux bénéficiaires du nantissement de celles-ci, par lettre recommandée à la poste, les saisies-arrêts ou oppositions qui lui sont notifiées à la requête des créanciers privilégiés ou toute présentation de bordereaux tenant lieu d'opposition.

Art. 99 (104). Le ministre compétent ou son délégué remet à l'entrepreneur ou au fournisseur avec lequel il a traité, un certificat d'entreprise ou d'adjudication qui indiquera la nature et les principales clauses et conditions du marché conclu.

Ce certificat, signé par le ministre ou son délégué, portera la mention qu'il forme titre en cas de cession ou de nantissement et qu'il est délivré en unique exemplaire.

Chapitre IX. - De la prescription des créances.

Art. 100 (105). Sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat, sans préjudice des déchéances prononcées par d'autres dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles sur la matière :

(104)Article 99Loi du 3 janvier 1958, article 4.

(105)Article 100Loi du 6 février 1970, article 1er.

1Elles créances qui, devant être produites selon les modalités fixées par la loi ou le règlement, ne l'ont pas été dans le délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'année budgétaire au cours de laquelle elles sont nées;

2Elles créances qui, ayant été produites dans le délai visé au 1E, n'ont pas été ordonnancées par les ministres dans le délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'année pendant laquelle elles ont été produites;

3Et toutes autres créances qui n'ont pas été ordonnancées dans le délai de dix ans à partir du premier janvier de l'année pendant laquelle elles sont nées.

Toutefois, les créances résultant de jugements restent soumises à la prescription trentenaire; elles doivent être payées à l'intervention de la Caisse des dépôts et consignations.

Art. 101 (106). La prescription est interrompue par exploit d'huissier de justice, ainsi que par une reconnaissance de dette faite par l'Etat.

L'intentement d'une action en justice suspend la prescription jusqu'au prononcé d'une décision définitive.

(106)Article 101Loi du 6 février 1970, article 2.

Art. 102 (107). Sans préjudice de l'application d'autres prescription ou déchéances établies par le droit spécial qui les régit, les avoirs détenus par l'Etat pour le compte de tiers lui sont acquis lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans depuis la dernière opération à laquelle ils ont donné lieu avec des tiers ou sans qu'une demande reconnue fondée tendant à leur restitution ou attribution ou au paiement de leurs fruits ait été valablement introduite.

Les sommes que l'Etat détient pour n'avoir pu les liquider entre les mains des bénéficiaires restent soumises au délai de prescription propre aux créances qu'elles sont destinées à apurer.

Art. 103 (108). Les titres de paiements émis en apurement ou en remboursement des créances, sommes et avoirs visés par les articles 100 et 102, deviennent sans valeur si le paiement n'en a pas été réclamé dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur émission.

Leur montant est définitivement acquis à l'Etat sauf saisie-arrêt ou opposition; dans ce cas, ce montant est versé à l'expiration de la cinquième année, à compter de la date d'émission du titre de paiement, à la Caisse des dépôts et

(107)Article 102Loi du 6 février 1970, article 3.

(108)Article 103Loi du 6 février 1970, article 4; la référence aux articles 1er et 3 est remplacée par une référence aux articles 100 et 102.

consignations à la conservation des droits de qui il appartiendra.

Art. 104 (109). Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par l'Etat ou dont le paiement doit être effectué par lui, toutes significations de cession ou transport desdites sommes et toutes autres notifications ayant pour but d'en arrêter le paiement ou de l'attribuer au profit d'un tiers dûment habilité, doivent, sous peine de nullité, être faites entre les mains du ministre que la dépense concerne ou du fonctionnaire délégué à cet effet, ou, en cas d'urgence, en mains soit de l'agent du ministère des finances délégué pour l'exécution des opérations en compte de chèques postaux, soit du directeur de l'Office des chèques postaux.

Art. 105 (110). Les saisies-arrêts ou oppositions dûment signifiées frappant des sommes dues par l'Etat ou dont le paiement doit être effectué par lui, n'ont d'effet que pendant cinq ans à compter de la date de leur signification, quels que soient les conventions, actes de procédure ou jugements intervenus sur les saisies-arrêts ou oppositions en cause.

(109)Article 104Loi du 6 février 1970, article 5; les mots "l'Office des chèques et virements postaux" sont remplacés par les mots "l'Office des chèques postaux"; le mot "Département" est remplacé par le mot "ministère".

(110)Article 105Loi du 6 février 1970, article 6; la référence à l'article 5 est remplacée par une référence à l'article 104.

.../...

Toutefois, si ces conventions, actes de procédure ou jugements ont été notifiés conformément à l'article 104, les saisies-arrêts ou oppositions ont effet pendant trente ans à compter de la notification.

Art. 106 (111). § 1er. Sont définitivement acquises à ceux qui les ont reçues, les sommes payées indûment par l'Etat en matière de traitements, d'avances sur ceux-ci ainsi que d'indemnités ou d'allocations qui sont accessoires ou similaires aux traitements lorsque le remboursement n'en a pas été réclamé dans un délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'année du paiement.

Le délai fixé à l'alinéa 1er est porté à trente ans lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manoeuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes.

§ 2. Pour être valable, la réclamation doit être notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste et contenir :

1Ele montant total de la somme réclamée avec, par année, le relevé des paiements indus;

(111)Article 106Loi du 6 février 1970, article 7, §§ 1er et 2, modifié par la loi du 24 décembre 1976.

2Ela mention des dispositions en violation desquelles les paiements ont été faits.

A dater du dépôt de la lettre recommandée, la répétition de l'indu peut être poursuivie pendant trente ans.

Art. 107 (112) Aucun recours n'est ouvert ni contre l'ordonnateur, ni contre le comptable responsables d'un paiement indu dont le recouvrement est devenu impossible en vertu des dispositions qui précèdent.

TITRE III. - DES ENTREPRISES D'ETAT.

Chapitre 1er. - Dispositions introductives.

Art. 108 (113). § 1er. Les services de l'Etat à caractère commercial, industriel ou financier, désignés par des lois particulières, sont soumis aux dispositions du présent titre. Ils sont appelés "entreprises d'Etat".

(112)Article 107Loi du 6 février 1970, article 7, § 3.

(113)Article 108Loi du 28 juin 1963, article 33; les mots "de la présente loi reprises sous le titre 1er, à l'exception des articles 21 à 23 et les articles 25 et 26, celles du titre IV" sont remplacés par les mots "des présentes lois coordonnées, à l'exception des articles 30 à 34 et de l'article 115".

§ 2. Les dispositions des présentes lois coordonnées, à l'exception des articles 30 à 34 et de l'article 115 et, en général, les lois sur la comptabilité de l'Etat leur sont applicables, pour autant que le présent titre ou la loi particulière les désignant n'y dérogent pas.

Chapitre II. - Du budget.

Art. 109 (114). Pour chaque entreprise d'Etat, il est établi un budget annuel pour toutes les recettes et toutes les dépenses.

L'année budgétaire commence le 1er janvier et finit le 31 décembre suivant.

Art. 110 (115). Le budget est subdivisé en trois sections, comprenant respectivement :

- 1E les opérations courantes;
- 2E les opérations en capital;
- 3E les opérations pour ordre.

Art. 111 (116). Les recettes résultant de la fourniture de biens ou de services sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle la fourniture est effectuée.

(114)Article 109Loi du 28 juin 1963, article 34.

(115)Article 110Loi du 28 juin 1963, article 35.

(116)Article 111Loi du 28 juin 1963, article 36.

Les autres recettes sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle les droits au profit de l'Etat ont été établis.

Art. 112 (117). Les dépenses résultant de la fourniture de biens ou de services sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle la fourniture est effectuée.

Les autres dépenses sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle les obligations à charge de l'Etat ont été établies.

Art. 113 (118). Pour les programmes de travaux et des fournitures dont le délai d'exécution est supérieur à douze mois, le budget prévoit :

1) Le montant des obligations qui peuvent être contractées pendant l'année budgétaire;

2) Le montant qui pourra être liquidé au cours de l'année budgétaire, en vue d'apurer des obligations contractées, tant pendant cette année qu'au cours des années antérieures.

Un état d'évaluation du coût total des programmes et de leur degré d'avancement est fourni, chaque année, par le projet de budget.

(117) Article 112 Loi du 28 juin 1963, article 37.

(118) Article 113 Loi du 28 juin 1963, article 38.

Art. 114 (119). Le budget des opérations courantes peut comporter des crédits non limitatifs; dans ce cas, le libellé du crédit les mentionne.

Art. 115 (120). Le projet de budget des entreprises d'Etat est annexé au projet de budget du ministère auquel elles ressortissent.

Les budgets de ces entreprises sont approuvés par les chambres législatives. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui les concernent dans la loi fixant le budget du ministère auquel elles ressortissent.

Art. 116 (121). Les ministres qui ont autorité sur les entreprises d'Etat peuvent opérer des transferts de crédits relatifs aux opérations courantes.

Chapitre III. -De la comptabilité et la reddition des comptes.

Art. 117 (122). La comptabilité des entreprises d'Etat doit permettre :

1Ede suivre l'exécution du budget et des engagements de dépenses;

(119)Article 114Loi du 28 juin 1963, article 39.

(120)Article 115Loi du 28 juin 1963, article 40.

(121)Article 116Loi du 28 juin 1963, article 41.

(122)Article 117Loi du 28 juin 1963, article 42.

2Ede dégager le prix de revient des services et des produits, ainsi que le résultat d'exploitation par branche d'activité.

Art. 118 (123). Les ministres intéressés établissent périodiquement la situation financière des entreprises d'Etat.

Art. 119 (124). § 1er. Les ministres intéressés établissent annuellement pour les entreprises d'Etat :

1Ele compte d'exécution du budget;

2Eun ou plusieurs comptes d'exploitation et un compte de profits et pertes;

3Eun bilan appuyé de la balance définitive des comptes.

§ 2. Les documents prévus au paragraphe 1er sont appuyés d'un exposé des méthodes et des critères utilisés pour prodécer au relevé et aux estimations des éléments constitutifs du patrimoine et pour déterminer les dotations d'amortissement et de renouvellement.

(123)Article 118Loi du 28 juin 1963, article 43.

(124)Article 119Loi du 28 juin 1963, article 44.

Art. 120 (125). § 1er. Les comptes des entreprises d'Etat sont transmis au ministre des finances au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent. Le ministre des finances les soumet à la Cour des comptes avant le 30 avril de la même année.

§ 2. Le compte d'exécution du budget fait l'objet d'un projet de loi de règlement du budget qui est soumis aux chambres législatives, au plus tard dans le mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

§ 3. Le compte de profits et pertes et le bilan sont annexés au projet de loi de règlement du budget.

Art. 121 (126). Sur proposition des ministres intéressés et du ministre des finances, le Roi fixe, pour les entreprises d'Etat, les règles générales et particulières relatives :

1Eà la présentation des budgets;

2Eà la comptabilité;

3Eaux situations périodiques.

Chapitre IV. - Du contrôle.

(125)Article 120Loi du 28 juin 1963, article 45.

(126)Article 121Loi du 28 juin 1963, article 46.

.../...

Art. 122 (127). Sur proposition des ministres intéressés et du ministre qui a le budget dans ses attributions, le Roi règle les modalités du contrôle exercé par les inspecteurs des finances auprès des entreprises d'Etat, en tenant compte de l'activité commerciale, financière ou industrielle de celles-ci.

(127)Article 122Loi du 28 juin 1963, article 47; les mots "ministre des finances" sont remplacés par les mots "ministre qui a le budget dans ses attributions".

Art. 123 (128). Les ministres intéressés et le ministre qui a le Budget dans ses attributions organisent le contrôle des écritures enregistrant les opérations comptables et les engagements de dépenses des entreprises d'Etat.

Art. 124 (129). Les comptes et le bilan des entreprises d'Etat sont soumis à la Cour des comptes qui peut organiser sur place le contrôle de la comptabilité.

La Cour peut se faire fournir en tout temps, tous états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux re-cettes et aux dépenses des entreprises d'Etat ainsi qu'à leurs avoirs et à leurs dettes.

Art. 125 (130). Les dépenses des entreprises d'Etat sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des comptes.

Chapitre V. - Des règles de gestion.

(128) Article 123Loi du 28 juin 1963, article 48; les mots "ministre des finances" sont remplacés par les mots "ministre qui a le budget dans ses attributions".

(129) Article 124Loi du 28 juin 1963, article 49.

(130) Article 125Loi du 28 juin 1963, article 50.

.../...

Art. 126 (131). Les conditions auxquelles les capitaux de l'Etat qui leur sont nécessaires sont mis à la disposition des entreprises d'Etat, - soit par des apports en nature, soit par des dotations en espèces - sont fixées par la loi.

Il est mis fin à l'affectation des capitaux de l'Etat dont les entreprises d'Etat disposent dès que ces capitaux ne sont plus nécessaires à la réalisation de l'activité statutaire des entreprises.

Art. 127 (132). Les ministres intéressés peuvent, avec l'accord du ministre des finances, contracter des emprunts pour les besoins propres des entreprises d'Etat, pour autant qu'ils y aient été préalablement autorisés par une loi.

Art. 128 (133). Il est constitué dans les entreprises d'Etat un fonds d'amortissement et un fonds de renouvellement.

Le fonds d'amortissement est alimenté par une dotation annuelle calculée sur base de la valeur d'acquisition des biens de capital.

Le fonds de renouvellement est alimenté par une dotation annuelle calculée sur base de la différence entre le coût de

(131) Article 126 Loi du 28 juin 1963, article 51.

(132) Article 127 Loi du 28 juin 1963, article 52.

(133) Article 128 Loi du 28 juin 1963, article 53.

renouvellement et la valeur d'acquisition des mêmes biens de capital.

Les ministres intéressés et le ministre des finances fixent de commun accord les règles de calcul de chacun des deux fonds.

Art. 129 (134). Il ne peut être constitué de fonds de réserves dans les entreprises d'Etat qu'en vertu d'une loi qui détermine l'objet de ces fonds, les modalités suivant lesquelles ils sont alimentés et utilisés, ainsi que leur montant maximum.

Art. 130 (135). Sans préjudice à l'application de l'article 129, le montant du boni ou du mali accusé en fin d'année est, selon le cas, pris en recette au budget des voies et moyens, ou couvert à charge des crédits ouverts à cet effet au budget du ministère auquel l'entreprise d'Etat ressortit.

Art. 131 (136). Les fournitures et les services effectués par une entreprise d'Etat en faveur d'autres services de l'Etat ou d'autres entreprises d'Etat, donnent lieu à paiement; il en est de même des fournitures et des services effectués par d'autres services de l'Etat ou par d'autres entreprises d'Etat à cette entreprise.

(134) Article 129 Loi du 28 juin 1963, article 54.

(135) Article 130 Loi du 28 juin 1963, article 55; la référence à l'article 54 est remplacée par une référence à l'article 129.

(136) Article 131 Loi du 28 juin 1963, article 56.

Le ministre intéressé peut déroger aux dispositions de l'alinéa 1er, dans des cas particuliers, avec l'accord du ministre des finances.

Art. 132 (137). Les charges assumées par l'Etat pour compte des entreprises d'Etat sont remboursées par celles-ci, éventuellement sur une base forfaitaire, à fixer de commun accord par les ministres intéressés et le ministre des finances.

Les entreprises remboursent de même les dépenses d'administration générale résultant du contrôle de leurs opérations.

Art. 133 (138). Une disposition particulière du budget peut autoriser les ministres à conclure, pour les services des entreprises d'Etat, des contrats, marchés ou adjudications qui nécessitent un délai d'exécution supérieur à douze mois.

Art. 134 (139). Les ministres intéressés et le ministre des finances déterminent les conditions générales auxquelles les contrats et marchés pour travaux ou fournitures conclus par

(137) Article 132 Loi du 28 juin 1963, article 57.

(138) Article 133 Loi du 28 juin 1963, article 58.

(139) Article 134 Loi du 28 juin 1963, article 59, modifié par la loi du 31 décembre 1966, article 5; les références aux articles 36 et 37 sont remplacées par des références aux articles 111 et 112.

les entreprises d'Etat peuvent stipuler le paiement d'avances avant un service fait et accepté.

Par dérogation aux dispositions des articles 111 et 112, les avances sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle elles sont payées.

Art. 135 (140). Les entreprises d'Etat peuvent recouvrer leurs créances conformément à l'article 94.

Le Roi désigne les fonctionnaires chargés d'exercer les actions, de décerner les contraintes, de les viser et de les rendre exécutoires.

Les ministres intéressés peuvent aussi faire procéder à ces recouvrements par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Chapitre VI. - De la trésorerie et des comptes courants.

Art. 136 (141). Les entrées et sorties de fonds des entreprises d'Etat s'effectuent à l'intervention de leurs comptables.

(140) Article 135 Loi du 28 juin 1963, article 60, les mots "dans les formes prescrites pour les recouvrements en matière domaniale" sont remplacés par les mots "conformément à l'article 94; les mots "l'administration de l'enregistrement et des domaines" sont remplacés par les mots "l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines".

(141) Article 136 Loi du 28 juin 1963, article 61; les mots

.../...

Les comptables tiennent les fonds en caisse ou en dépôt à l'Office des chèques postaux.

Le règlement de chaque entreprise, approuvé par le ministre des finances, détermine le montant maximum des fonds que les comptables peuvent conserver en espèces ou en dépôt à l'Office des chèques postaux.

Les sommes excédant ce montant sont déposées en compte courant au Trésor.

Les ministres intéressés peuvent déroger aux dispositions des alinéas 1er à 4, dans des cas particuliers, avec l'accord du ministre des finances.

Art. 137 (142). Si les disponibilités des entreprises d'Etat sont temporairement insuffisantes, le ministre des finances peut leur consentir des avances pour un terme ne dépassant pas un an, à charge des ressources générales du Trésor, pour couvrir les dépenses urgentes prévues à leur budget.

Art. 138 (143). Les comptes courants des mouvements de fonds entre le Trésor et les entreprises d'Etat peuvent être productifs d'un intérêt à fixer de commun accord par le ministre des finances et les ministres intéressés.

"l'Office des chèques et virements postaux" sont remplacés par les mots "l'Office des chèques postaux".

(142) Article 137 Loi du 28 juin 1963, article 62.

(143) Article 138 Loi du 28 juin 1963, article 63.

.../...

Chapitre VII. - Dispositions relatives au premier budget.

Art. 139 (144). Lors de l'introduction du premier projet de budget des entreprises d'Etat, les ministres intéressés et le ministre des finances établissent un bilan d'ouverture, sur base d'un inventaire des éléments constitutifs du patrimoine affectés à chacune de ces entreprises.

Les valeurs actives et passives à porter à l'inventaire sont arrêtées après avis d'une commission dont les membres sont nommés par le Roi, sur proposition des ministres intéressés et du ministre des finances.

TITRE IV. - DES SERVICES DE L'ETAT A GESTION SEPARÉE.

Art. 140 (145). Les services de l'Etat dont la gestion est, en vertu d'une loi particulière, séparée de celle des services d'Administration générale de l'Etat, sont soumis à des dispositions à fixer par le Roi, sur proposition des ministres dont ces services relèvent et du ministre des finances. Ils sont appelés "services de l'Etat à gestion séparée".

Ces dispositions doivent prévoir :

(144) Article 139 Loi du 28 juin 1963, article 64.

(145) Article 140 Loi du 28 juin 1963, article 65; cet article n'a pas été mis en vigueur.

.../...

- 1El'établissement et la publication d'un budget et de comptes;
- 2Ele contrôle des comptes par la Cour des comptes, qui pourra l'effectuer sur place;
- 3Ele maintien des dépenses dans les limites des recettes et dans celles des crédits limitatifs votés;
- 4Ela faculté d'utiliser, dès le commencement de l'année, les ressources disponibles à la fin de l'année précédente;
- 5Ele manient et la garde des fonds et valeurs par un comptable justiciable de la Cour des comptes;
- 6Ela tenue d'une comptabilité patrimoniale et l'établissement d'un inventaire du patrimoine;
- 7Ela limitation dans le temps des reports autorisés.

TITRE V. - DE LA SUPPRESSION DES FRACTIONS DE FRANCS.

Art. 141 (146). Selon les modalités et dans les cas à déterminer par le Roi, les fractions de franc peuvent être négligées ou comptées pour un franc dans toute somme à payer ou à recevoir par l'Etat.

TITRE VI. - DISPOSITIONS PARTICULIERES.

Art. 142 (147). En cas de mobilisation, l'imputation des dépenses relatives à la gendarmerie se fait à la charge du budget du ministère de la défense nationale sur les articles dont l'objet correspond à la nature de la dépense envisagée.

Art. 143 (148). § 1er. Lorsque quelques uns des objets mobiliers ou immobiliers à leur disposition peuvent être

(146) Article 141 Loi du 3 juillet 1956, article unique; les mots "les provinces, les communes et les établissements publics" sont omis.

(147) Article 142 Loi du 15 mai 1846, article 1er, alinéa 3, ajouté par la loi du 14 décembre 1946, article 1er; les mots "et à la défense active du territoire contre le péril aérien" sont omis.

(148) Article 143 Loi du 15 mai 1846, article 16, modifié par la loi du 8 avril 1857, article unique et par la loi du 14 décembre 1946, article 3; les alinéas 3 à 5 originels et 7 à 11 originels.

-au paragraphe 1er, le mot "ne" ne se trouve pas dans le texte publié au Moniteur du 19 mai 1846; il se trouve cependant dans le texte authentique de la loi; les mots "des préposés des domaines" sont remplacés par les mots "de

.../...

remployés et sont susceptibles d'être vendus, la vente doit en être faite avec le concours de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines et dans les formes prescrites. Le produit de ces ventes est porté en recette au budget de l'exercice courant. Il est également fait recette sur l'exercice courant de la restitution au Trésor des sommes qui auraient été payées indûment ou par erreur, sur les ordonnances ministérielles, et généralement de tous les fonds qui proviendraient d'une source étrangère aux crédits législatifs, sauf les exceptions déterminées par les règlements sur l'administration de l'armée et relatives aux ventes du fumier dans les corps de troupes à cheval, des objets d'habillement et d'équipement hors de service dans les corps des diverses armes et des approvisionnements sans destination par suite de mouvements inopinés de troupes sur le pied de guerre.

l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines";

- au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "aux fonds versés dans les caisses des régiments de l'armée pour compte des remplaçants ainsi qu'" sont omis;
- à l'alinéa 2, les mots "des fonds des remplaçants et" sont omis;
- au paragraphe 3, les mots "des établissements de la régie militaire" sont remplacés par les mots "des établissements dépendant du ministère de la Défense nationale"; les mots "et Défense active du Territoire contre le péril aérien" et "Défense active du territoire contre le péril aérien" sont omis.

.../...

§ 2. La même exception est applicable à l'administration de la masse des recettes et dépenses extraordinaires et imprévues des corps. En outre, les comptes de la masse des recettes et dépenses extraordinaires et imprévues sont soumis annuellement à la Cour des comptes.

§ 3. Les objets mis hors de service, ainsi que les déchets, issues, sous-produits, etc., provenant du service de l'intendance et des établissements hospitaliers de l'armée, seront vendus par les soins du ministère de la défense nationale, et les sommes perçues de ce chef viendront en déduction du montant des demandes de fonds à formuler pour des achats d'objets, denrées, etc.

Il en est de même des recettes effectuées à divers titres, au profit des différents services des corps de troupe, des établissements dépendant du ministère de la défense nationale, du corps de la gendarmerie; toutefois, celles provenant de la vente du fumier, de la vente des cadavres de chevaux, de la vente des vieux fers (gendarme-rie) et de la quote-part des sommes perçues pour participation des musiques militaires à des fêtes et concerts sont versées au Trésor.

§ 4. L'Ecole royale militaire conserve le bénéfice des recettes effectuées du chef des redevances perçues pour analyse et essais auxquels il est procédé dans ses laboratoires.

Les sommes que percevront les divers établissements et services de l'armée, autres que ceux spécifiés ci-dessus, du chef de fournitures et de travaux effectués pour le compte des

.../...

organismes de l'armée ou de la gendarmerie, d'autres ministères et de tiers, seront versées au Trésor. Toutefois, la valeur des cessions faites entre établissements et services émergeant à un même article du budget n'est pas payée; ces cessions font l'objet de "factures d'ordre" ne donnant pas lieu à liquidation.

Art. 144 (149). Tous paiements ou restitutions à faire en dehors des allocations pour les dépenses générales de l'Etat, ont lieu sur les fonds spéciaux et particuliers institués pour les services qu'ils concernent jusqu'à concurrence des recouvrements effectués à leur profit; les recettes et les dépenses de cette catégorie sont indiquées pour ordre dans les comptes; elles se régularisent dans la comptabilité de la trésorerie, sous le contrôle de la Cour des comptes.

Art. 145 (150). Les ministres remettent à la Cour des comptes :

(149)Article 144Loi du 15 mai 1846, article 24, abrogé en ce qui concerne les fonds budgétaires par la loi du 28 juin 1989, article 13; le mot "renseignées" est remplacé par le mot "indiquées"; les mots "dans les budgets et" sont omis.

(150)Article 145Loi du 15 mai 1846, article 48, modifié par la loi du 28 juin 1963, article 1er. La subdivision en 1E à 4E est remplacée par une subdivision en 1E à 3E;

- les mots "chefs des départements ministériels" sont remplacés par les mots "ministres";

- au 1E (2E original), les mots "de barrière" sont omis;

- au 2E (3E original), les mots "indiquant les quotités par province et par commune" sont omis.

.../...

1Edes expéditions des procès-verbaux d'adjudications des coupes de bois, loyers de propriétés, ventes de récoltes, d'objets mobiliers et d'autres titres analogues;

2Edes extraits du montant des rôles des impôts directs;

3Eet généralement tous les documents de nature à constater un droit acquis à l'Etat.

Art. 146 (151). Les écritures et les livres des comptables des deniers publics sont arrêtés le 31 décembre de chaque année, ou à l'époque de la cessation des fonctions, par les agents désignés à cet effet.

La situation de leurs caisses et de leurs portefeilles est vérifiée aux mêmes époques et constatée par un procès-verbal.

Art. 147 (152). Lorsque les comptables de l'Etat sont en même temps receveurs d'établissements publics, la vérification de leur caisse, par les agents du Gouvernement, s'opère simultanément pour tous les services dont ces comptables sont chargés, et ce, indépendamment de la surveillance et du contrôle des autorités provinciales ou autres.

(151)Article 146Loi du 15 mai 1846, article 50; le mot "administratif" est omis.

(152)Article 147Loi du 15 mai 1846, article 51; les mots "des communes ou établissements publics" sont remplacés par les mots "d'établissements publics".

Art. 148 (153). Un règlement général organique de la comptabilité sera publié par les soins du Gouvernement.

(153)Article 148Loi du 15 mai 1846, article 60; les mots "lorsque toutes les dispositions de la présente loi seront mis à exécution" sont omis.

Annexe 1.TABLE DES MATIERES.

Titre premier : Disposition générale

Titre II : Des services d'Administration générale de l'Etat

Chapitre premier : Du budget

Chapitre II : De l'exécution du budget

Section première : Des recettes et des dépenses budgétaires

Section 2 : Des dépenses hors budget

Section 3 : Des fonds budgétaires

Chapitre III : Du contrôle des dépenses

Section première : Du contrôle administratif et budgétaire

Section 2 : Du contrôle des engagements

Section 3 : Du contrôle de l'emploi des subventions

Chapitre IV : Des ordonnateurs et des comptables

Chapitre V : Du compte d'exécution du budget

Chapitre VI : Du compte général de l'Etat

Chapitre VII : Du recouvrement des créances

Chapitre VIII : Des cessions et des mises en gage de créances sur l'Etat pour travaux et fournitures

Chapitre IX : De la prescription des créances

.../...

Titre III : Des entreprises d'Etat

Chapitre premier : Dispositions introductives

Chapitre II : Du budget

Chapitre III : De la comptabilité et de la reddition
des comptes

Chapitre IV : Du contrôle

Chapitre V : Des règles de gestion

Chapitre VI : De la trésorerie et des comptes courants

Chapitre VII : Dispositions relatives au premier
budget

Titre IV : Des services d'Etat à gestion séparée

Titre V : De la suppression des fractions de francs

Titre VI : Dispositions particulières

Vu pour être annexé à Notre Arrêté du ...

Par le Roi :
Le ministre du Budget,
Le ministre des Finances,

Annexe 2.

TABLE DE CONCORDANCE.

.../...

DECRET DU 12 AOUT 1807COORDINATION

Art. 1er

Art. 65

LOI DU 15 MAI 1846COORDINATION

Art. 1er, alinéa 3

Art. 142

Art. 4

Art. 42

Art. 5

Art. 43

Art. 6

Art. 59

Art. 7

Art. 60

Art. 8

Art. 61

Art. 9

Art. 64

Art. 10

Art. 66

Art. 11

Art. 67

Art. 12

Art. 68

Art. 13

Art. 69

Art. 14

Art. 70

Art. 16

Art. 143

Art. 17

Art. 40

Art. 18

Art. 71

Art. 23

Art. 41

Art. 24

Art. 144

Art. 27

Art. 78

Art. 48

Art. 145

Art. 50

Art. 146

Art. 51

Art. 147

Art. 52

Art. 72

Art. 60

Art. 148

LOI DU 7 MAI 1912

COORDINATION

Art. 1er

Art. 62

Art. 2

Art. 63

LOI DU 20 JUILLET 1921

COORDINATION

Art. 3

Art. 53

Art. 4

Art. 54

Art. 6

Art. 47

LOI DU 31 MAI 1923

COORDINATION

Art. 1er

Art. 87

Art. 2

Art. 88

Art. 5

Art. 90

LOI DU 22 DECEMBRE 1949

COORDINATION

Art. 3

Art. 94

Art. 4

Art. 95

LOI DU 3 JUILLET 1956COORDINATION

Article unique

Art. 141

LOI DU 3 JANVIER 1958COORDINATION

Art. 1er

Art. 96

Art. 2

Art. 97

Art. 3

Art. 98

Art. 4

Art. 99

LOI DU 28 JUIN 1963COORDINATION

Art. 1er

Art. 1er

Art. 2

Art. 2

Art. 3

Art. 3

Art. 4

Art. 4

Art. 5

Art. 5

Art. 6

Art. 6

Art. 7

Art. 7

Art. 8	Art. 8
Art. 9, § 1er	Art. 9
Art. 9, § 2	Art. 10
Art. 9, § 3	Art. 11
Art. 9, § 4	Art. 12
Art. 9, § 5	Art. 13
Art. 9, § 6	Art. 14
Art. 9, § 7	Art. 15
Art. 9, § 8, alinéas 1er à 3	Art. 16
Art. 9, § 8, alinéas 4 et 5	Art. 17
Art. 9, § 9	Art. 18
Art. 10, § 1er	Art. 19
Art. 10, § 2	Art. 20
Art. 10, § 3	Art. 21
Art. 10, § 4	Art. 22
Art. 10, § 5	Art. 23
Art. 10bis, § 1er	Art. 24
Art. 10bis, § 2	Art. 25
Art. 10bis, § 3	Art. 26
Art. 10bis, § 4	Art. 27
Art. 11	Art. 28
Art. 12	Art. 29
Art. 13	Art. 30
Art. 14	Art. 31
Art. 15	Art. 32
Art. 16	Art. 33
Art. 17	Art. 34
Art. 18	Art. 35
Art. 19	Art. 45
Art. 20	Art. 39
Art. 21	Art. 48

Art. 22	Art. 49
Art. 23	Art. 50
Art. 24	Art. 44
Art. 25	Art. 51
Art. 26	Art. 52
Art. 27	Art. 75
Art. 28	Art. 76
Art. 29	Art. 77
Art. 30	Art. 83
Art. 31, § 1er	Art. 36
Art. 31, § 2	Art. 37
Art. 31, § 3	Art. 38
Art. 32	Art. 79
Art. 32bis	Art. 46
Art. 33	Art. 108
Art. 34	Art. 109
Art. 35	Art. 110
Art. 36	Art. 111
Art. 37	Art. 112
Art. 38	Art. 113
Art. 39	Art. 114
Art. 40	Art. 115
Art. 41	Art. 116
Art. 42	Art. 117
Art. 43	Art. 118
Art. 44	Art. 119
Art. 45	Art. 120
Art. 46	Art. 121
Art. 47	Art. 122
Art. 48	Art. 123
Art. 49	Art. 124

Art. 50	Art. 125
Art. 51	Art. 126
Art. 52	Art. 127
Art. 53	Art. 128
Art. 54	Art. 129
Art. 55	Art. 130
Art. 56	Art. 131
Art. 57	Art. 132
Art. 58	Art. 133
Art. 59	Art. 134
Art. 60	Art. 135
Art. 61	Art. 136
Art. 62	Art. 137
Art. 63	Art. 138
Art. 64	Art. 139
Art. 65	Art. 140
Art. 66	Art. 73
Art. 67	Art. 74
Art. 68	Art. 82
Art. 69	Art. 80
Art. 70	Art. 81
Art. 71	Art. 84
Art. 72	Art. 85
Art. 73	Art. 86
Art. 74	Art. 91
Art. 75	Art. 92
Art. 76	Art. 93

ARRETE ROYAL NE 5 DU

COORDINATION

.../...

18 AVRIL 1967

Art. 1er

Art. 55

Art. 2

Art. 56

Art. 3

Art. 57

Art. 4

Art. 58

LOI DU 2 JUILLET 1969COORDINATION

Art. 5

Art. 89

LOI DU 6 FEVRIER 1970COORDINATION

Art. 1er

Art. 100

Art. 2

Art. 101

Art. 3

Art. 102

Art. 4

Art. 103

Art. 5

Art. 104

Art. 6

Art. 105

Art. 7, §§ 1er et 2

Art. 106

Art. 7, § 3

Art. 107

LOI DU 28 JUIN 1989COORDINATION

Art. 1er	Art. 3
Art. 2	Art. 9 à 18
Art. 3	Art. 19 à 23
Art. 4	Art. 24 à 27
Art. 5	Art. 45
Art. 6	Art. 44
Art. 7	Art. 77
Art. 8	Art. 92
Art. 12	Art. 40
Art. 13	Art. 144
Art. 14	Art. 36 à 38

Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...

Par le Roi :
Le ministre du Budget,
Le ministre des Finances,

.../...

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

Artikel 80 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit bepaalt als volgt :

"De Koning mag de nog vigerende bepalingen van de wetten op de Rijkscomptabiliteit samenordenen met de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen die deze wetten hebben of zullen ondergaan op het ogenblik dat deze samenordering zal verwezenlijkt worden.

Te dien einde mag Hij :

1Ede rangorde en de nummering van de titels, hoofdstukken, secties en artikelen van de samen te ordenen wetten wijzigen en ze anders indelen;

2Ede referenties in de samen te ordenen wetten wijzigen ten einde ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3Ede tekst van de samen te ordenen bepalingen aanpassen om de gelijkvormigheid van de terminologie te verzekeren;

4Ede bepalingen vertalen die nog niet officieel in het Nederlands gepubliceerd werden".

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp is opgemaakt op basis van die wettelijke machtiging.

*

.../...

De teksten betreffende de Rijkscomptabiliteit zijn talrijk, verspreid, verouderd en zonder harmonie en logische inrichting.

Naast voorschriften die ontegenzeggelijk algemeen van aard zijn, is er in sommige bepalingen van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit sprake van zulke beperkte onderwerpen als de verkoop van mest bij de bereden troepen, van oude hoefijzers en van afval, slachtafval en bijprodukten afkomstig van de intendancedienst en van de hospitalen van het leger.

Zoals het opschrift aangeeft, heeft de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit niet de hele materie overgenomen, hoewel ze veel bepalingen van de wet van 15 mei 1846 heeft opgeheven.

De wet van 6 februari 1970 heeft de bepalingen van hoofdstuk IV van de wet van 15 mei 1846, betreffende de verjaring van schuldvorderingen op of van de Staat, "vervangen" (lees : opgeheven).

Op het ogenblik waarop de onderhavige coördinatie wordt gemaakt, zijn niet alle bepalingen van de wet van 28 juni 1963 in werking gesteld. Bovendien dateren verscheidene teksten die in de coördinatie zijn opgenomen, van vo, 'o, 'r de wet van 18 april 1898 betreffende het gebruik der Vlaamse taal in de officiële bekendmakingen en zijn er slechts officiële Franse teksten van vastgesteld. In het

.../...

bijzonder is bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1929 tot vaststelling van de Vlaamse tekst van de bepalingen betreffende de vrijheid van de drukpers, van het woord en van het onderwijs, alsmede betreffende de naturalisatie, de studiebeurzen, de comptabiliteit van de Staat en de inrichting van het Rekenhof, de enige bekendgemaakte Nederlandse tekst van de wet van 15 mei 1846 vastgesteld. Het is slechts een "Vlaamse vertaling" (het genoemde koninklijk besluit, artikel 1) en "om de moeilijkheden op te lossen die omtrent de betekenis van een bepaling mochten oprijzen, geldt alleen, behalve voor de sinds 18 april 1898 herziene artikelen, de Franse tekst van die wetten, dat decreet en die besluiten".

Minutieus onderzoek van de wetgeving toont bovendien aan dat er nog oude teksten bestaan die nooit uitdrukkelijk zijn opgeheven, hoewel het geen twijfel lijdt dat ze niet meer worden toegepast. De juridische structuur eist dat ze uitdrukkelijk worden opgeheven. Dat geldt in het bijzonder voor de volgende teksten :

- 1.artikel 3 van het decreet van 15-20 september 1792 "relatif aux phares, amers, tonnes et balises";
- 2.het decreet (van de Nationale Conventie) van 23-27 augustus 1793 "qui établit un mode de comptabilité";
- 3.het decreet van 28 pluviôse jaar III "sur la comptabilité";

.../...

- 4.de wet van 17 floréal jaar VII "qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système des poids et mesures", die vooral uit overgangsbepalingen bestaat;
- 5.artikel 2 van het decreet van 12 augustus 1807 "relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables";
- 6.de wet van 9 februari 1818 "réglant les moyens de pourvoir aux besoins financiers du royaume", gewijzigd bij de wet van 30 november 1819.

In die omstandigheden zal aan de onderhavige coördinatie kracht van wet moeten worden gegeven door ze ter bekrachtiging aan de wetgever voor te leggen.

*

.../...

II. BIJZONDERE OPMERKINGEN BETREFFENDE DE WET VAN 15 MEI 1846
(154).

Artikel 1, derde lid (artikel 142 van de
coördinatie).

Het koninklijk besluit nr. 1 van 20 mei 1939 houdende
algemene inrichting van de actieve verdediging van

(154) Deze wet is uitdrukkelijk gewijzigd door de volgende
wetten :

1. de wet van 8 april 1857 die artikel 16 van de wet op de
Rijkscomptabiliteit wijzigt;
2. artikel 8 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de
boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten;
3. de wet van 13 juli 1930 tot wijziging van de organieke wet
der Rijkscomptabiliteit van 15 mei 1846, zomede van de
organieke wet van het Rekenhof van 29 oktober 1846 en
van die van 20 juli 1921 tot instelling van de
boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten;
4. het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 betreffende
zekere wettelijke uitgaven;
5. het koninklijk besluit nr. 34 van 13 november 1934 tot
veralgemening van de betaling der Staats- en provinciale
uitgaven door bemiddeling van de Postcheck- en
Girodienst en tot wijziging van de wet op de
Rijkscomptabiliteit, van de provinciale wet en van de
wet op de Deposito- en Consignatiekas;
6. de wet van 14 december 1946 tot wijziging van de wet van 15 mei
1846 houdende inrichting van de Rijkscomptabiliteit;
7. de wet van 5 maart 1952 houdende wijziging van de wet van
15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit;
8. de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de
wetten op de Rijkscomptabiliteit.

.../...

het grondgebied tegen luchtaanvallen en oprichting van de territoriale wacht voor luchtafweer, vastgesteld op basis van de wet van 1 mei 1939, regelde deze aangelegenheid.

Dat koninklijk besluit, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, is opgeheven bij artikel 54, 1E, van de wet van 5 juli 1957 tot wijziging van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

Het gevolg van die opheffing is dat de woorden "en voor de actieve verdediging van het grondgebied tegen luchtgevaar" doelloos zijn geworden en moeten vervallen.

Artikel 10 (artikel 66 van de coördinatie).

In de oorspronkelijke tekst, die tot op heden onveranderd is gebleven, bepaalt artikel 10 : "Rekenplichtigen zijn verantwoordelijk voor de invordering van de geldsommen, inkomsten, tolgeden, rechten en belastingen, waarvan de inning hun is opgedragen".

De wet van 18 juli 1860 heeft de gemeentelijke belastingen afgeschaft.

De wet van 10 mei 1862 "relative aux concessions de péages" is nog altijd van kracht maar de Staat heft geen tol meer. In zoverre de bepaling melding maakt van de tolgeden, is ze doelloos geworden. De vermelding van de tolgeden is bijgevolg vervallen in de tekst die hierna wordt voorgesteld.

.../...

coördinatie). Artikel 15 (niet opgenomen in de

Dit artikel is nooit uitdrukkelijk opgeheven, maar :

- de strekking van het eerste lid is in een lichtjes andere vorm overgenomen in artikel 2 van de wet van 28 juni 1963, ingevoegd in de coördinatie onder het nr. 2;
- het tweede lid is niet verenigbaar met de bepalingen die zijn vastgesteld door artikel 13 van de wet van 28 juni 1963 en die in de coördinatie zijn opgenomen onder het nr. 30 en evenmin met artikel 24 van dezelfde wet, dat in de coördinatie is opgenomen onder het nr. 44.

Daaruit volgt dat het artikel moet worden geacht stilzwijgend te zijn opgeheven.

Om in dat verband alle twijfel te vermijden, zou het goed zijn het artikel uitdrukkelijk op te heffen.

.../...

Artikel 16, het op twee na laatste lid
(artikel 143 van de coördinatie).

1. Artikel 16 is aangevuld bij de wet van 8 april 1857, die er drie leden aan heeft toegevoegd die het vijfde, het zesde en het zevende lid van artikel 16 vormden voordat het eerste en het tweede lid bij de wet van 28 juni 1963 werden opgeheven.

De bij de wet van 8 april 1857 toegevoegde leden zijn geredigeerd als volgt :

"Zijn ook uitgezonderd (155) de voor rekening van de plaatsvervangers in de regimentskassen van het leger gestorte gelden alsook het beheer van het fonds van de buitengewone en onvoorziene ontvangsten en uitgaven van de korpsen.

Evenwel wordt het gedeelte van de voor de plaatsvervangers gestorte gelden, dat in gewone tijden voor de geregelde gang van de korpsdiensten niet onmisbaar is, in kassen van de Staat gedeponneerd, tot ten hoogste de helft van de gestorte gelden.

Bovendien worden de rekeningen van de voor de plaatsvervangers gestorte gelden en van het fonds van de buitengewone en onvoorziene ontvangsten en uitgaven jaarlijks aan het Rekenhof voorgelegd" (156).

(155) In het vorige lid staat : "behoudens de uitzonderingen bepaald bij de verordeningen op het beheer van het leger en betreffende ...".

(156) Tekst voorgesteld door de Centrale Commissie voor de Nederlandse rechtstaal en bestuurstaal in België, maar niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Deze tekst heeft betrekking op de "personen die door loting zijn aangewezen" voor de militie.

De plaatsvervangende van de dienstplichtigen is afgeschaft op 15 december 1909, de dag na de bekendmaking van de wet van 14 december 1909 tot wijziging van de wet op de militie.

Artikel 3 van de wet van 14 december 1909 voorziet zonder ze nauwkeurig te vermelden in de opheffing van "de bepalingen van de wet op de militie, welke strijdig zijn met deze wet, met name ... hoofdstuk VIII ...". Precies dat hoofdstuk handelde in de wet op de militie, gecoördineerd op 12 augustus 1902, over de plaatsvervangende.

Bijgevolg zijn doelloos geworden :

1Ein het huidige derde lid van artikel 16 van de wet van 15 mei 1846, de woorden "de voor rekening van de plaatsvervangers in de regimentskassen van het leger gestorte gelden alsook ...";

2Ehet huidige vierde lid;

3Ein het huidige vijfde lid van het genoemde artikel, de woorden "van de voor de plaatsvervangers gestorte gelden en".

2. Bij de uitdrukking "de inrichtingen der militaire regie" zijn de volgende opmerkingen te maken.

.../...

Met artikel 3 van de wet van 14 december 1946 betreffende de Rijkscomptabiliteit is artikel 16 van de wet van 15 maart 1846 aangevuld om allerlei onderwerpen te regelen die vooral betrekking hebben op het Ministerie van Landsverdediging. Luidens de memorie van toelichting "zijn (die wijzigingen) geen nieuwe bepalingen. In de loop van de jongste jaren, kwamen (die teksten) onder de vorm van wetsartikelen vooraan in verscheidene begrotingen voor. Sedert meer dan twintig jaar werden zelfs zekere van deze aanvullingen telken jare door het Parlement onderzocht en goedgekeurd" (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1939-1940, nr. 144).

Men vindt de inhoud van artikel 3 van de wet van 14 december 1946 inderdaad terug in artikel 2 van verscheidene wetten houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging.

Er is voor het eerst sprake van de "inrichtingen der militaire regie" in artikel 3 van de wet van 20 augustus 1921 houdende de algemene begroting van de ontvangsten en uitgaven over het dienstjaar 1921, alsmede verscheidene bepalingen.

Het tweede lid van dat artikel bepaalt als volgt :

"Hetzelfde geldt voor de ontvangsten wegens onderscheidene redenen ten voordele der verschillende diensten der troepenkorpsen en van de inrichtingen der militaire regie".

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 14 december 1946 wordt geen enkele opheldering verschaft over

.../...

de betekenis van die woorden en evenmin in de algemene toelichting bij het ontwerp van wet houdende de algemene begroting der ontvangsten en der uitgaven voor het dienstjaar 1921, alsmede verschillende bepalingen (Gedrukte Stukken, Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1920-1921, nr. 101) of in het verslag dat is gewijd aan de algemene begroting der ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1921; tabel XXII : Landsverdediging (ibidem, nr. 374).

De enige allusie die op die ontvangsten wordt gemaakt, staat in het genoemde verslag (Gedr. St. Kamer, 1920-1921, nr. 374, bladzijde 1013) :

"Er is nog een punt waarop de aandacht dient gevestigd : het leger vergt buitengewone uitgaven maar het brengt ook voor de Schatkist buitengewone inkomsten op. Gewis, het belang dezer laatsten is niet te vergelijken met de eersten; maar er is daar een factor waarmede rekening moet gehouden worden, wanneer men de kosten van het leger wil schatten om te weten of de uitgave die zijn onderhoud vergt in verhouding is tot de veiligheid die het geeft".

Omdat de inhoud van de bovenvermelde woorden niet nauwkeurig kan worden omlijnd, kan niet met zekerheid worden geconcludeerd dat het uitsluitend gaat om militaire instellingen in de strikte betekenis van het woord; in de coördinatie is geopteerd voor de uitdrukking "instellingen die ressorteren onder het Ministerie van Landsverdediging", die voldoende ruim lijkt.

.../...

coördinatie). Artikel 19 (niet opgenomen in de

Dit artikel is opgeheven bij de wet van 18 mei 1963, artikel 69, 1E, maar verscheidene wetten zijn van artikel 19 van de wet van 15 mei 1846 afgeweken zonder dat ze zijn opgeheven.

Het zijn :

1Ede wet van 20 december 1862 "qui autorise le Gouvernement à adjudger, pour un terme de cinq années, la fourniture des impressions et reliures pour le service des départements ministériels";

2Ede wet van 28 juli 1871 "qui apporte une dérogation à l'article 19 de la loi sur la comptabilité de l'Etat";

3Ede wet van 26 februari 1881 "portant dérogation à l'article 19 de la loi du 15 mai 1946 sur la comptabilité de l'Etat";

4Eartikel 2 van de wet van 23 december 1895 "approuvant une convention passée entre l'Etat et la ville de Bruxelles pour l'éclairage à l'électricité de divers établissements de l'Etat et déterminant la compétence ministérielle à l'égard des contrats de l'espèce";

5Ede wet van 4 april 1900 waarbij artikel 19 der wet van 15 mei 1846 op de Staatsrekenplichtigheid (sic) gewijzigd wordt;

.../...

6Ede wet van 26 april 1923 houdende machtiging tot het sluiten van overeenkomsten betreffende de opleiding van militaire loodsen, door burgerlijke vliegscholen;

7Ede wet van 18 maart 1927 op de aankopen door het Departement van Landsverdediging te doen, met het oog op de mobilisatie van het leger.

Om alle twijfel weg te nemen, is het aangewezen die zeven wetten op te heffen.

van Artikel 48, 2E (artikel 145, 1E,
de coördinatie).

Artikel 48, 2E, van de wet van 15 mei 1846 bepaalt dat de "hoofden van de ministeries" aan het Rekenhof afschriften van de processen-verbaal van aanbesteding van tolrechten doen toekomen. Aangezien de tolrechten zijn afgeschaft door de wet van 18 juli 1860, worden ze niet meer vermeld in de codificatie.

van Artikel 48, 3E (artikel 145, 2E,
de coördinatie).

Hetzelfde artikel 48, 3E, schrijft voor dat "uittreksels uit de kohieren der directe belastingen, met vermelding van de bedragen per provincie en per gemeente" ook worden overgelegd. Die tekst verwijst naar het in 1846 vigerende belastingstelsel.

.../...

De directe belastingen bestonden hoofdzakelijk uit de grondbelasting, de persoonlijke belasting en het patentrecht.

Bij elk van die belastingen is een woordje uitleg nodig.

1E De grondbelasting.

Sinds de inwerkingtreding van de wet van 3 frimaire jaar VII "relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière" stelde de wetgever elk jaar een grondbelasting vast.

Het aldus vastgestelde totaalbedrag - in 1846 was de vigerende tekst de wet van 7 februari 1845 "de péréquation générale de la contribution foncière" - werd over de negen provincies van het Rijk verdeeld.

Overeenkomstig artikel 8 van de wet van 3 frimaire jaar VII, het oorspronkelijke artikel 81 van de provinciewet en het oorspronkelijke artikel 80 van de gemeentewet, werd de door de wetgevende macht vastgestelde verdeling over de provincies op haar beurt verdeeld over de gemeenten en dan een derde keer over de belastingplichtigen.

Het oorspronkelijke artikel 81 van de provinciewet bepaalde als volgt :

"(le conseil provincial) répartit entre les communes, conformément aux lois, le contingent des contributions

.../...

directes assigné à la province; s'il n'a pu procéder à cette répartition, il en détermine les bases pour l'exercice suivant.

Il prononce sur les réclamations et demandes en réduction qui lui sont adressées par les communes.

Lorsque le conseil n'est pas assemblé, la députation permanente fait la répartition d'après les bases fixées par le conseil et prononce sur les réclamations, sauf recours au conseil".

Het oorspronkelijke artikel 80 van de gemeentewet bepaalde :

"Le conseil (communal) nomme les répartiteurs ou répartit lui-même, conformément aux lois, le contingent des contributions directes assigné à la commune".

Die omslagbelasting (het woord "quotités" dat wordt gebruikt in de Franse tekst van artikel 48, 3E, van de wet van 15 mei 1846 zou verwarring kunnen stichten) is blijven bestaan tot de inwerkingtreding van de wet van 5 juli 1871 "qui apporte des modifications aux lois d'impôts", waarvan artikel 2 bepaalde : "Le montant de la contribution foncière au profit de l'Etat est fixé à 7 p.c. du revenu cadastral imposable".

Zo was een eenvormige bepaling vastgesteld die de trapsgewijze verdeling van de grondbelasting overbodig maakte.

.../...

2E De persoonlijke belasting.

De wet van 12 juli 1821 "fixant les bases du système des impositions du royaume à partir de l'année 1822" formuleerde de beginselen en de wet van 28 juni 1822 "relative à la contribution personnelle" stelde de zes heffingsgrondslagen van die belasting vast, namelijk de huurwaarde, de deuren en vensters, de haarden, de meubelen, het huispersoneel en de paarden.

3E Het patent.

In 1846 werd die belasting geregeld door de wet van 21 mei 1819 "contenant une nouvelle ordonnance sur le droit de patente", gewijzigd bij de wetten van 6 april 1823, 18 juni 1842 en 19 november 1842.

Artikel 22 van de wet van 21 mei 1819 luidt aldus :

"Les déclarations des patentables étant rentrées, le contenu en sera examiné par les répartiteurs nommés dans chaque commune pour la répartition des contributions directes, qui les consigneront sur un registre à ce destiné, le tout à l'intervention, autant que possible, des contrôleurs des contributions directes, chargés de diriger toutes leurs opérations".

.../...

Het patentrecht is afgeschaft bij artikel 90 van de wet van 29 oktober 1919 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van een bijkomende belasting op het globaal inkomen.

*

Gelet op de ontwikkeling van het belastingrecht zijn de waarden "met vermelding van de bedragen per provincie en per gemeente" in artikel 48, 3E, van de wet van 15 mei 1846 doelloos geworden wat de drie soorten van belastingen betreft waarnaar zij konden verwijzen. Zij moeten worden weggelaten.

Artikel 51 (artikel 147 van de
coördinatie).

Ofschoon geen enkele bepaling cumulatie van het ambt van rekenplichtige van de Staat met dat van gemeenteontvanger uitdrukkelijk verbiedt, lijken die twee ambten onverenigbaar, vooral omdat het ambt van gemeenteontvanger voltijds wordt uitgeoefend, ofwel door een ontvanger, die ambtenaar is van één gemeente, ofwel door een gewestelijke ontvanger, die zijn ambt uitoefent bij verscheidene gemeenten.

Het lijkt bijgevolg niet nodig een bepaling te handhaven die zou kunnen worden begrepen als een uitdrukkelijke machtiging tot het cumuleren van die twee ambten. Het is daarentegen geenszins uitgesloten dat een rekenplichtige van de Staat ook het ambt van rekenplichtige uitoefent bij een openbare instelling (bijvoorbeeld een instelling van openbaar

.../...

nut van categorie A), waarvan het bestuur wordt waargenomen door het personeel van een ministerieel departement. Daarom worden in de coördinatie alleen de woorden "ontvanger van een gemeente" weggelaten.

Artikel 55 (niet opgenomen in de coördinatie).

Artikel 55 van de wet van 15 mei 1846 bepaalt het volgende :

"In afwijking van artikel 7 van deze wet, blijft de wijze van boekhouding van de Staatsspoorwegen en de Posterijen voorlopig in gebruik overeenkomstig de besluiten en verordeningen.

De definitieve inrichting van de boekhouding van de Staatsspoorwegen zal geregeld worden door een afzonderlijke wet, die tijdens de zitting van 1846-1847 zal ingediend worden" (157).

Het eerste lid is gedeeltelijk doelloos geworden ten gevolge van de oprichting, bij de wet van 23 juli 1926, van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen; de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 437 van 5 augustus 1986, heeft comptabiliteitsregels vastgesteld die eigen zijn aan de Regie.

(157) Tekst voorgesteld door de Centrale Commissie voor de Nederlandse rechtstaal en bestuurstaal in België, maar niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 55 van de wet van 15 mei 1846 mag dus vervallen.

Artikel 58 (niet opgenomen in de coördinatie).

Artikel 58 machtigde de Regering om bij de Algemene Maatschappij ter begunstiging van de volksvlucht het ambt van algemeen kassier van de Staat tot 31 december 1849 te handhaven.

Het derde lid ervan bepaalde dat "de dienst van algemeen kassier van de Staat (...) vo, 'o, 'r de 1ste januari 1850, door een afzonderlijke wet (zal) ingericht worden".

De wet van 10 mei 1850 heeft in die dienst voorzien en heeft deze toevertrouwd aan de Nationale Bank van België.

Het artikel is doelloos geworden.

Artikel 59 (niet opgenomen in de coördinatie).

Artikel 59 bepaalt het volgende :

"De bepalingen van deze wet zullen achtereenvolgens worden toegepast naarmate bij koninklijk besluit in hun uitvoering zal zijn voorzien.

De wet zal uiterlijk op 1 januari 1948 in al haar delen verbindend zijn" (158).

(158) Tekst voorgesteld door de Centrale Commissie voor de Nederlandse rechtstaal en bestuurstaal in België, maar niet

Aangezien alle bepalingen van de wet van 15 mei 1846 in werking zijn gesteld, is het artikel doelloos geworden en wordt het niet opgenomen in de coördinatie.

Artikel 60 (artikel 148 van de coördinatie).

Artikel 60 van de wet van 15 mei 1846 levert de rechtsgrond op voor het koninklijk besluit van 10 december 1868 "portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat".

De woorden "wanneer alle bepalingen van deze wet in werking zullen zijn gesteld", dienen evenwel te worden weggelaten omdat zij doelloos zijn geworden.

bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

.../...

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN BETREFFENDE DE WET VAN 28 JUNI 1963.

De wet van 28 juni 1963 (159) tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit heeft de materie gedeeltelijk vernieuwd.

Zij heeft onder meer artikel 1, eerste en tweede lid, artikel 2, artikel 16, eerste en tweede lid, de artikelen 19,

(159) De wet van 28 juni 1963 is uitdrukkelijk gewijzigd bij de volgende wetten :

1Ede wet van 31 december 1966 houdende wijziging van de wet van 28 juni 1963, tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

2Eartikel 181 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

3Eartikel 81 van de programmawet van 2 juli 1981;

4Ehet koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 tot wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, bekrachtigd bij de wet van 15 december 1986;

5Ehet koninklijk besluit nr. 403 van 18 april 1986 tot wijziging van artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, bekrachtigd bij de wet van 15 december 1986;

6Ede wet van 17 maart 1987 strekkende tot het opmaken van een tienjaarlijkse inventaris van het vermogen van de Staat;

7Ede wet van 28 juni 1989 houdende wijzigingen van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat, en tot opheffing van de wet van 31 december 1986 tot regeling van de voorlopige kredieten. Hieraan dient te worden toegevoegd dat het woord "pleitbezorgers" in artikel 6 van de wet van 28 juni 1963 doelloos is geworden, aangezien de pleitbezorgers afgeschaft zijn bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

24, 25, 26, 28 tot 33, 42 tot 45, 47, artikel 48, 1E, artikel 49, artikel 53, 1E, de artikelen 54, 56, 57 en 58 van de wet van 15 mei 1846 opheffen.

De Koning wordt bij artikel 81 van de wet van 28 juni 1963 gemachtigd om de datum van inwerkingtreding van elk van de bepalingen van de wet te bepalen.

Op het tijdstip van het opstellen van de coördinatie zijn de volgende bepalingen nog niet in werking getreden (160) :

1Eartikel 1;

2Eartikel 65;

3Eartikel 79, dat onder meer artikel 24 van de wet van 15 mei 1846 opheft; artikel 13 van de wet van 28 juni 1989 bepaalt evenwel;

"Artikel 24 van dezelfde wet (de wet van 15 mei 1846) wordt opgeheven in zoverre dat dit artikel betrekking heeft op het instellen van begrotingsfondsen",

zodat artikel 79, zonder dat het in werking is getreden, uit kracht van de wet van 28 juni 1989 grotendeels doelloos is geworden;

4Evolgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, bestaan de op grond van artikel 24 van de wet van 1846

(160)Artikel 3, tweede lid, wordt niet meer vermeld, aangezien de opheffing ervan bij artikel 1 van de wet van 28 juni 1989 luidens artikel 16 van dezelfde wet uitwerking heeft met ingang van het begrotingsjaar 1991.

ingestelde fondsen niet alleen uit thesaurierekeningen waarop verrichtingen worden geregistreerd die geen weerslag hebben op de eigenlijke begroting, hoofdzakelijk rekeningen van derden, de dienst van de openbare schuld en tijdelijke rekeningen. De artikelen via welke de ontvangsten lopen die voor bepaalde uitgaven zijn bestemd en die vroeger vermeld werden in de ter uitvoering van die bepaling geopende fondsen, zijn opnieuw in de begroting opgenomen.

De gemachtigde ambtenaar is het er bijgevolg mee eens dat de woorden "in de begroting en" in artikel 24, eerste lid, weggelaten kunnen worden.

Artikel 33 (artikel 108 van de coördinatie).

Paragraaf 2 van artikel 33 betreffende de staats-bedrijven bepaalt het volgende :

"§ 2. De bepalingen van onderhavige wet opgenomen onder titel I, behalve de artikelen 21 tot 23 en de artikelen 25 en 26, en onder titel IV, evenals de wetten op de Rijkscomptabiliteit over het algemeen, zijn op deze bedrijven toepasselijk, voor zover de onderhavige titel of de afzonderlijke wet die ze aanduidt er niet van afwijken".

Het is in 1963 de bedoeling van de wetgever geweest de gezamenlijke bepalingen betreffende de diensten van algemeen bestuur van de Staat toepasselijk te maken, met uitzondering van de artikelen 21 tot 23, 25 en 26 van de wet van 28 juni 1963, die betrekking hebben op de controleurs van de vastleggingen.

De tekst kan eenvoudiger worden gesteld.

De gecoördineerde tekst bepaalt zich ertoe de toepasselijke wetsbepalingen in hun geheel aan te halen en groepeert de artikelen die van die toepassing zijn uitgesloten.

Artikel 40 (artikel 115 van de coördinatie).

In zoverre dat artikel verwijst naar de ontwerpen van bijzondere begrotingen van het ministerie waartoe de staatsbedrijven behoren, harmonieert het niet met artikel 9, § 4, van de wet van 28 juni 1963, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989 en in de coördinatie opgenomen onder nr. 12. Sedert 1989 bestaat er namelijk geen door het ministerie vastgestelde begroting meer, maar alleen een algemene uitgavenbegroting, waarvan de kredieten worden gegroepeerd in administratieve begrotingen die ongeveer overeenstemmen met de uitgaven van een ministerieel departement.

De onderhavige coördinatie neemt onder nr. 115 artikel 40 van de wet van 28 juni 1963 onveranderd over. De wetgever zal hebben uit te maken of die bepaling niet zou hoeven te worden aangepast aan de nieuwe regels van het begrotingsrecht.

Indien dat zijn bedoeling is, zou artikel 115 van de coördinatie gewijzigd moeten worden.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 55 van de wet van 28 juni 1963 (artikel 130 van de coördinatie).

Artikel 45, § 2 (artikel 120, § 2,
van
de coördinatie).

Die bepaling schrijft voor dat het ontwerp van wet tot eindregeling van de begroting bij de Wetgevende Kamers wordt ingediend uiterlijk in de maand september van het jaar na dat waarop het betrekking heeft. Er bestaat een discrepantie tussen die bepaling en artikel 29, tweede lid, van de wet van 28 juni 1963, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989, in de coördinatie opgenomen onder artikel 77, tweede lid, luidens hetwelk de minister van Financiën het wetsontwerp houdende eindregeling van de begroting indient in de loop van de maand oktober volgend op het einde van het begrotingsjaar.

Zoals voor artikel 40 (artikel 115 van de coördinatie) kan de discrepantie slechts worden verholpen door een ingrijpen van de wetgever.

De wetgever zal hebben uit te maken of het niet aangewezen is artikel 120 van de gecoördineerde tekst te wijzigen door het woord "september" te vervangen door het woord "oktober".

Artikel 46 (artikel 121 van de
coördinatie).

De huidige tekst van de wet van 28 juni 1963 is in de coördinatie overgenomen. De Wetgevende Kamers zullen hebben uit te maken of de bevoegdheid in kwestie aan de minister van Financiën of aan de minister van Begroting behoort en zullen de tekst, indien daartoe aanleiding bestaat, dienovereenkomstig moeten aanpassen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 53, vierde lid, (artikel 128, vierde lid, van de coördinatie), voor artikel 56, tweede lid, (artikel 131, tweede lid, van de coördinatie), voor artikel 57 (artikel 132 van de coördinatie), voor artikel 59 (artikel 134 van de coördinatie) en voor artikel 65, eerste lid, (artikel 140, eerste lid, van de coördinatie).

IV. OPMERKINGEN IN VERBAND MET DE OVERIGE TEKSTEN.

1. Artikel 4 van de wet van 23 december 1907 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1908 alsmede bepalingen betreffende het toltarief en de teruggave der boeten ten gevolge van veroordelingen luidt als volgt :

"§ II. Boeten en veroordelingen. - Teruggave.

Art. 4. De door de rechtbanken en hoven uitgesproken boeten in politie-, boet- en lijfstraffelijke zaken zijn aan teruggave onderworpen wanneer ervan ontheffing wordt verleend na betaling, voor zover de veroordeelde zijn genade vrage binnen de twee maanden van het vonnis of het arrest, als het tegensprakelijk is, of zijner betekenis, als het bij verstek is uitgesproken".

.../...

Ofschoon dit artikel is opgenomen in een begroting waarvan de toepassing in beginsel beperkt is tot het jaar waarop de begroting betrekking heeft, wordt dat artikel door het overheidsbestuur, overeenkomstig de bedoeling die de wetgever in 1907 had, geacht blijvend van toepassing te zijn. Daarom is het opgenomen in de algemene wet op de douane en accijnzen, waarvan het artikel 285 vormt.

Dat neemt niet weg dat dit artikel, in zoverre het de teruggave van de boeten afhankelijk stelt van de voorwaarde dat de veroordeelde binnen een termijn van twee maanden genade heeft gevraagd, moeilijk bestaanbaar lijkt te zijn met artikel 73 van de Grondwet, dat aan de Koning het recht verleent de door de rechters uitgesproken straffen kwijt te schelden of te verminderen, alleen onder voorbehoud van hetgeen ten aanzien van de ministers is bepaald (161).

Om die twee redenen lijkt het niet aangewezen die bepaling in de coördinatie op te nemen.

Om elk misverstand te vermijden dient dat artikel uitdrukkelijk te worden opgeheven, omdat de uitoefening van het genaderecht niet gepaard mag gaan met enige beperking van de zijde van de wetgever.

(161) Het advies van de Raad van State van 25 januari 1807, goedgekeurd door de Keizer de 25e van dezelfde maand, dat is aangehaald tot staving van de parlementaire voorbereiding van de wet van 23 december 1907, kan niet worden aangevoerd tegen de grondwettelijke tekst aangezien deze recenter is.

2. Artikel 1 van de wet van 7 mei 1912 betreffende de borgstellingen der Staatsrekenplichtigen (artikel 62 van de coördinatie) dient zich aan als een toevoeging aan artikel 8 van de wet van 15 mei 1846.

Die wet bevat drie artikelen : het eerste is onveranderd gebleven; artikel 2 is vervangen bij het enige artikel van de wet van 31 mei 1948; artikel 3 bepaalt :

"Een koninklijk besluit regelt de voorzieningen tot uitvoering dezer wet en bepaalt den dag harer inwerkingtreding".

In artikel 1 worden de woorden "De staatsbedienden" gebruikt, maar het artikel is, door de algemene bewoordingen ervan, van toepassing op alle Rijksambtenaren voor wie de verplichting tot borgstelling geldt en die lid zijn van een vereniging die aan de vereiste voorwaarden voldoet en die de noodzakelijke verplichtingen vervult (Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1911-1912, nr. 63).

Het is verkieslijk een terminologie te gebruiken die overeenstemt met die van het statuut van het rijkspersoneel en de uitdrukking "De Rijksambtenaren" te gebruiken.

3. De domaniale wet van 22 december 1949 is bij artikel 59 van de programmawet van 6 juli 1989 aangevuld met een artikel 4 (artikel 95 van de coördinatie).

.../...

Dat artikel, dat in de domaniale wet uit het oog zou kunnen worden verloren, moet in de gecoördineerde tekst staan.

V. OPMERKINGEN OVER DE TERMINOLOGIE.

1. De Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen draagt die benaming sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 17 mei 1971.

Die benaming moet op uniforme wijze worden ge-bruikt en moet in de plaats worden gesteld van andere uitdrukkingen die soms worden gebruikt om die Administratie aan te duiden : "het bestuur der domeinen" (artikel 12 van de wet van 15 mei 1846), "ambtenaren der domeinen" (artikel 16 van de wet van 15 mei 1846), "het bestuur der registratie en domeinen" (artikel 60 van de wet van 28 juni 1963).

2. "De ministers en de ministeries".

Als men zich verlaat op de koninklijke besluiten van 21 november 1846 bestonden in 1846 de ministeries van Binnenlandse Zaken, Justitie, Buitenlandse Zaken, Financiën en Openbare Werken. Daaraan moet het ministerie van Oorlog worden toegevoegd.

In de "Vlaamse tekst" van de wet van 15 mei 1846, zoals hij is vastgesteld bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1929 (B.S. 19/12/'29), wordt in artikel 5 niettemin de uitdrukking "departement van financiën" gebruikt, in

.../...

artikel 23 "departementen van algemeen bestuur", in artikel 48 "de hoofden van de ministeriële departementen". In de coördinatie zijn die uitdrukkingen respectievelijk vervangen door "ministerie van Financiën", "ministeries" en "ministers".

3. Bestuur der Postchecks.

Ofschoon de officiële benaming "de Postcheck- en Girodienst" is, is de in artikel 9 van de programmawet van 22 december 1989 gebruikte benaming "Postchecks" gebruikelijk geworden. Het is verkieslijk gebleken die benaming te kiezen, veeleer dan de officiële benaming die niet meer gebruikt wordt.

*

*

*

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE COORDINATIE
VAN DE WETTEN OP DE RIJKSCOMPTABILITEIT .

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 80, hetwelk bepaalt :

"De Koning mag de nog vigerende bepalingen van de wetten op de Rijkscomptabiliteit samenordenen met de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen die deze wetten hebben of zullen ondergaan op het ogenblik dat deze samenordering zal verwezenlijkt worden.

Te dien einde mag Hij :

- 1Ede rangorde en de nummering van de titels, hoofdstukken, secties en artikelen van de samen te ordenen wetten wijzigen en ze anders indelen;
- 2Ede referenties in de samen te ordenen wetten wijzigen ten einde ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;
- 3Ede tekst van de samen te ordenen bepalingen aanpassen om de gelijkvormigheid van de terminologie te verzekeren;
- 4Ede bepalingen vertalen die nog niet officieel in het Nederlands gepubliceerd werden.

De samenordering zal volgende titel dragen :

Wetten op de Rijkscomptabiliteit, samengeordend de ...
(datum van besluit tot samenordering)".

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze minister van Begroting en van Onze minister van Financiën;

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1. De hierna genoemde bepalingen, met inachtneming van de wijzigingen die ze hebben ondergaan, worden gecoördineerd volgens de bij dit besluit gevoegde tekst :

1Eartikel 1 van het decreet van 12 augustus 1807 "relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables", in zoverre het van toepassing is op de Rijkscomptabiliteit;

2Ede wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1857, 20 juli 1921, 13 juli 1930, bij het koninklijk besluit nr. 34 van 13 november 1934, bij de wetten van 14 oktober 1946, 5 maart 1952, 28 juni 1983, 28 juni 1989 en 22 november 1989;

3Ede wet van 7 mei 1912 betreffende de borgstelling der staatsrekenplichtigen, gewijzigd bij de wet van 31 mei 1948;

4Ede artikelen 3, 4 en 6 van de wet van 20 juli 1921 ter oprichting van de boekhouding van de opgenomen uitgaven;

5Ede artikelen 1, 2 en 5 van de wet van 31 mei 1923 betreffende de aliënering van de domaniale gebouwen, gewijzigd bij de wetten van 2 juli 1969 en 6 juli 1989;

.../...

6Ede artikelen 3 en 4 van de domaniale wet van 22 december 1949, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1963 en 6 juli 1989, in zoverre deze bepalingen van toepassing zijn op de Rijkscomptabiliteit;

7Ede wet van 3 juli 1956 betreffende de afschaffing van de frankgedeelten in de openbare comptabiliteit, in zoverre deze wet van toepassing is op de Rijkscomptabiliteit;

8Ede wet van 3 januari 1958 betreffende de cessies en inpandgevingen van schuldvorderingen op de Belgische Staat uit hoofde van werken en leveringen;

9Ede wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gewijzigd bij de wetten van 31 december 1966, 22 december 1977, 2 juli 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 402 en 403 van 18 april 1986, bij de wet van 17 maart 1987 en bij de wet van 28 juni 1989;

10Ehet koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

11Eartikel 5 van de domaniale wet van 2 juli 1969 ter afwijking van de Rijkscomptabiliteit;

12Ede wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van de schuldvorderingen ten laste of ten bate van de Staat en van de Provinciën, gewijzigd bij de wet van 24 december 1976, in zoverre deze bepalingen van toepassing zijn op de Rijkscomptabiliteit;

13Ede wet van 28 juni 1989 houdende wijzigingen van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wet-ten op de Rijkscomptabiliteit, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat, en tot opheffing van de wet van 31 december 1986 tot regeling van de voorlopige kredieten, in zoverre deze bepalingen van toepassing zijn op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 2. Onze minister van Begroting en Onze minister van Financiën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege :

De minister van Begroting,

De minister van Financiën,

.../...

TITEL I - ALGEMENE BEPALING.

Artikel 1 (162). De begroting en de algemene rekening van de Staat bestaan uit de begroting en de rekeningen :

- a) van de diensten van algemeen bestuur van de Staat;
- b) van de staatsbedrijven;
- c) van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer.

TITEL II - DIENSTEN VAN ALGEMEEN BESTUUR
VAN DE STAAT.Hoofdstuk I - De begroting.

Art. 2 (163). De ontvangsten en uitgaven van de diensten van algemeen bestuur van de Staat voor elk begrotingsjaar worden vastgesteld en toegestaan bij jaarlijkse wetten.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 3 (164). De gezamenlijke ontvangsten zijn bestemd voor de gezamenlijke uitgaven.

Art. 4 (165). De ramingen van ontvangsten betreffen de geldsommen die gedurende het begrotingsjaar aan de Staat zullen worden afgedragen.

(162)Artikel 1Wet van 28 juni 1963, artikel 1, dit artikel is nog niet in werking gesteld.

(163)Artikel 2Wet van 28 juni 1963, artikel 2.

(164)Artikel 3Wet van 28 juni 1963, artikel 3, eerste lid.

(165)Artikel 4Wet van 28 juni 1963, artikel 4.

Art. 5 (166). De kredieten voor uitgaven betreffen de geldsommen die door de Staat verschuldigd zullen zijn wegens verbintenissen te zijnen laste ontstaan tijdens het begrotingsjaar.

Art. 6 (167). In afwijking van artikel 5, dekken de kredieten voor uitgaven de bedragen die tijdens het begrotingsjaar van de Staat opeisbaar zullen worden, wanneer de verbintenissen het gevolg zijn van :

1Ede uitvoering van wets- of verordeningsbepalingen, tijdens hetzelfde jaar;

2Ede uitvoering van contracten van huur van goederen of diensten;

3Eprestaties van advocaten of deskundigen, voor zover daarvoor honoraria, kosten en uitschotten moeten worden betaald.

Art. 7 (168). § 1. De kredieten voor uitgaven dekken zowel de vastleggingsakten als de ordonnanceringsverrichtingen.

(166)Artikel 5Wet van 28 juni 1963, artikel 5.

(167)Artikel 6Wet van 28 juni 1963, artikel 6; het woord "pleitbezorgers" wordt weggelaten.

(168)Artikel 7Wet van 28 juni 1963, artikel 7.

.../...

§ 2. Wanneer de kredieten evenwel betrekking hebben op werken of op leveringen van goederen of diensten waarvoor een uitvoeringstermijn van meer dan twaalf maanden nodig is, kunnen zij gesplitst worden in een vastleggingskrediet en in een ordonnanceringskrediet. In dat geval :

- bepaalt het vastleggingskrediet het bedrag van de verbintenissen die tijdens het begrotingsjaar aangegaan mogen worden;

- bepaalt het ordonnanceringskrediet het bedrag dat geordnanceerd mag worden tijdens het begrotingsjaar, tot nakoming van de, zowel tijdens dit jaar als in de loop van de vorige jaren aangegane verbintenissen.

Art. 8 (169). De begroting bevat, onder afzonderlijke rubrieken, de vermogensontvangsten en -uitgaven.

Art. 9 (170). Elk jaar worden de ontwerpen van de rijksmidelenbegroting en van de algemene uitgavenbegroting, samen met

(169)Artikel 8 Wet van 28 juni 1963, artikel 8.

(170)Artikel 9 Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 1, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2; de artikelen 9 tot 17 treden in werking vanaf

.../...

een algemene toelichting bij de genoemde ontwerpen, gedrukt door toedoen van de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

Deze ontwerpen van begroting worden, met de algemene toelichting, ingediend bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de Senaat en, uiterlijk 30 september van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat, uitgedeeld aan de leden van de Wetgevende Kamers.

Art. 10 (171). De algemene toelichting op de begroting bevat inzonderheid :

- 1Ede ontleding en de synthese van de begrotingen;
- 2Een economisch verslag;
- 3Een financieel verslag;
- 4Een meerjarenraming.

Art. 11 (172). De rijksmiddelenbegroting verleent machtiging voor de invordering van de belasting, overeenkomstig de wetten, besluiten en tarieven die er betrekking op hebben. Ze bevat de raming van de ontvangsten van de Staat en verleent machtiging,

het begrotingsjaar 1991, ter uitvoering van artikel 16 van de wet van 28 juni 1989.

(171)Artikel 10Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 2, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2.

(172)Artikel 11Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 3, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2.

.../...

binnen de grenzen en onder de voorwaarden die ze bepaalt, tot het aangaan van leningen.

Bij het ontwerp van rijksmiddelenbegroting wordt een inventaris van alle fiscale uitgaven gevoegd.

De fiscale uitgaven omvatten alle aftrekken, verminderingen en uitzonderingen op het algemeen stelsel van belastingheffing, die gedurende het begrotingsjaar gelden ten voordele van belastingplichten of van economische, sociale of culturele activiteiten.

De rijksmiddelenbegroting wordt door de Wetgevende Kamers goedgekeurd uiterlijk 30 november van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat.

Art. 12 (173). De algemene uitgavenbegroting voorziet in en verleent machtiging voor de uitgaven, per programma, van de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

De kredieten voor de programma's groeperen onderscheidenlijk de begrotingsmiddelen die betrekking hebben op de werkingskosten van de overheidsdiensten en op de doelstellingen van de activiteitenprogramma's.

De algemene uitgavenbegroting bepaalt, zo nodig, de aan de uitgaven verbonden voorwaarden. Bij ontstentenis van

(173)Artikel 12Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 4, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2.

een organieke wet, moet er voor elke toelage in de algemene uitgavenbegroting een speciale bepaling zijn die de aard van de toelage preciseert; die toelagen kunnen worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning.

De algemene uitgavenbegroting wordt door de Wetgevende Kamers goedgekeurd uiterlijk 30 november van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat.

Art. 13 (174). De verantwoording van de algemene uitgavenbegroting is samengesteld uit nota's waarin de algemene beleidslijnen van de departementen worden uiteengezet, en, per organisatieafdeling, de toegewezen opdrachten en, per programma, de nagestreefde doelstellingen, alsook de aan te wenden middelen om deze te bereiken. Ze bevat daarenboven een uitsplitsing van de in artikel 11, tweede lid, bedoelde inventaris en preciseert aldus in welke mate fiscale uitgaven bijdragen tot het bereiken van de doelstellingen van elk programma.

Art. 14 (175). De kredieten voor de programma's worden volgens de economische classificatie opgesplitst in basisallo-

(174)Artikel 13Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 5, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2; de verwijzing naar paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 11, tweede lid.

(175)Artikel 14Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 6, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2.

.../...

caties. Deze bepaling geldt niet voor de kredieten ingeschreven voor de dotaties.

De tabellen van de basisallocaties, met opgave van de uitgaven bestemd voor de financiële diensten van geprefinancierde uitgaven, worden administratieve begrotingen genoemd en worden gevoegd bij het ontwerp van de algemene uitgavenbegroting of uiterlijk 15 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat aan de Wetgevende Kamers en aan het Rekenhof overgezonden, door toedoen van de ordonnancerende minister en van de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft. In voorkomend geval doet het Rekenhof onverwijld zijn opmerkingen aan de Wetgevende Kamers toekomen.

De Wetgevende Kamers verklaren, in een met redenen omklede motie, dat de administratieve begrotingen in overeenstemming zijn met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting en dit :

- uiterlijk zeven dagen na de goedkeuring van de algemene uitgavenbegroting indien de administratieve begrotingen bij eerstgenoemde begroting zijn gevoegd;
- of uiterlijk vijftien dagen na de verzending van de administratieve begrotingen door toedoen van de ordonnancerende minister en van de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

.../...

Art. 15 (176). De ordonnancerende minister kan, met instemming van de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft, tijdens het begrotingsjaar en binnen de perken van elk van de kredieten voor de programma's geopend in de algemene uitgavenbegroting, de basisallocaties herverdelen. De aldus gewijzigde administratieve begrotingen worden eveneens overgezonden aan de Wetgevende Kamers en het Rekenhof. In voorkomend geval doet het Rekenhof onverwijld zijn opmerkingen aan de Wetgevende Kamers toekomen.

Wanneer een herverdeling van de basisallocaties voor een activiteitenprogramma betrekking heeft op een bedrag van meer dan 50 miljoen frank of gelijktijdig op meer dan 15 procent van de betrokken basisallocatie en op een bedrag van ten minste 5 miljoen frank, verklaren de Wetgevende Kamers, binnen vijftien dagen na de verzending van de

(176)Artikel 15Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 7, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2.

aldus gewijzigde administratieve begroting, in een met redenen omklede motie dat de herverdeling in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting.

Wanneer achtereenvolgende herverdelingen betrekking hebben op een zelfde basisallocatie, worden de bedragen waartoe zij machtiging verlenen samengeteld voor de toepassing van deze bepaling.

Art. 16 (177). In de hiernavolgende gevallen mogen de ordonnancerende ministers maandelijks slechts vastleggingsakten opmaken en ordonnanceringen verrichten naar rato van één twaalfde binnen de perken van de basisallocaties voortvloeiend uit de laatste goedgekeurde begroting :

1Ezolang de administratieve begroting niet is overgezonden aan de Wetgevende Kamers;

2Egedurende 15 dagen volgend op de verzending van de administratieve begroting, bij ontstentenis van een met redenen omklede motie van de Wetgevende Kamers waarbij de administratieve begroting in overeenstemming is verklaard met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting;

(177)Artikel 16Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 8, eerste tot derde lid, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2; in de Franse tekst, moeten de woorden "poser des actes" vervangen worden door de woorden "faire des actes".

3Eindien een Wetgevende Kamer, binnen 15 dagen volgend op de verzending van de administratieve begroting, bij een met redenen omklede motie verklaart dat de administratieve begroting niet in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting;

4Etijdens de ontbinding van een of van beide Kamers, wanneer deze ontbinding is geschied binnen 15 dagen volgend op de verzending van de administratieve begroting en deze laatste op dat ogenblik door de Wetgevende Kamers nog niet bij een met redenen omklede motie in overeenstemming is verklaard met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting, indien de verzending geschied is na 15 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat.

In de vier genoemde gevallen mogen geen vastleggingen worden aangegaan op gesplitste kredieten of ten bezware van in de wet toegestane vastleggingsmachtigingen.

In de andere gevallen mogen de ordonnancerende ministers de overgezonden administratieve begrotingen uitvoeren.

Art. 17 (178). Bij de herverdeling van de basisallocaties bedoeld in artikel 15, tweede en derde lid, mogen de ordonnan-

(178)Artikel 17 Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 8, vierde en vijfde lid, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2; de verwijzing naar paragraaf 7, tweede en derde lid, wordt vervangen door een verwijzing naar

.../...

cerende ministers in de hiernavolgende gevallen slechts vastleggingsakten opmaken en ordonnanceringen verrichten die binnen de perken van de reeds geldende basisallocaties voor het betrokken begrotingsjaar vallen :

1Ezolang de aldus gewijzigde administratieve begroting niet is overgezonden aan de Wetgevende Kamers;

2Egedurende 15 dagen volgend op de verzending van de aldus gewijzigde administratieve begroting, bij ontstentenis van een met redenen omklede motie van de Wetgevende Kamers waarbij de aldus gewijzigde administratieve begroting in overeenstemming wordt verklaard met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting;

3Eindien een Wetgevende Kamer, binnen 15 dagen volgend op de verzending, bij een met redenen omklede motie verklaart dat de aldus gewijzigde administratieve begroting niet in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting.

In de andere gevallen mogen de ordonnancerende ministers de overgezonden gewijzigde administratieve begrotingen uitvoeren.

artikel 15, tweede en derde lid; in de Franse tekst worden de woorden "poser des actes" vervangen door de woorden "faire des actes".

.../...

Art. 18 (179). De controleurs van de vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven juist worden aangerekend op de basisallocaties en dat deze laatste niet worden overschreden.

Art. 19 (180). Ieder jaar wordt in de loop van het eerste trimester een begrotingscontrole uitgevoerd met het oog op de eventuele aanpassing van de rijksmiddelenbegroting en de algemene uitgavenbegroting. In voorkomend geval worden ontwerpen tot aanpassing ingediend bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de Senaat en uiterlijk 30 april uitgedeeld aan de leden van de Wetgevende Kamers.

Deze aanpassingen worden v o, ' o, ' r 30 juni goedgekeurd door de Wetgevende Kamers.

Art. 20 (181). Wanneer de algemene uitgavenbegroting aangepast wordt, worden de aangepaste administratieve begrotingen toegevoegd aan het ontwerp van aanpassing van de algemene uitgavenbegroting of uiterlijk 15 dagen na de goedkeuring van

(179)Artikel 18 Wet van 28 juni 1963, artikel 9, § 9, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 2.

(180)Artikel 19 Wet van 28 juni 1963, artikel 10, § 1, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 3; de artikelen 19 tot 23 treden in werking vanaf het begrotingsjaar 1991, krachtens artikel 16 van de wet van 28 juni 1989.

(181)Artikel 20 Wet van 28 juni 1963, artikel 10, § 2, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 3.

.../...

de aangepaste algemene uitgavenbegroting aan de Wetgevende Kamers en aan het Rekenhof overgezonden door toedoen van de ordonnancerende minister en van de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft. In voorkomend geval doet het Rekenhof onverwijld zijn opmerkingen aan de Wetgevende Kamers worden.

De Wetgevende Kamers verklaren, in een met redenen omklede motie, dat de aangepaste administratieve begrotingen in overeenstemming zijn met de inhoud en de doelstellingen van de aangepaste algemene uitgavenbegroting en dit :

- uiterlijk zeven dagen na de goedkeuring van de aangepaste algemene uitgavenbegroting, indien de aangepaste administratieve begrotingen bij de eerstgenoemde begroting zijn gevoegd;
- of uiterlijk vijftien dagen na de verzending van de aangepaste administratieve begrotingen, door toedoen van de ordonnancerende minister en van de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 21 (182). In de vier gevallen bedoeld in artikel 16, eerste lid, mogen de ordonnancerende ministers ten laste van de aangepaste algemene uitgavenbegroting slechts vastleg-

(182)Artikel 21Wet van 28 juni 1963, artikel 10, § 3, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 3; de verwijzing naar artikel 9, § 8, eerste lid, wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 16, eerste lid.

gingsakten opmaken en ordonnanceringsen verrichten binnen de perken van de voor het begrotingsjaar reeds geldende basisallocaties.

Art. 22 (183). De artikelen 15 en 17 zijn van toepassing op de herverdelingen van de aangepaste administratieve begrotingen.

Art. 23 (184). Artikel 18 is eveneens van toepassing op de aangepaste basisallocaties.

Art. 24 (185). Indien blijkt dat de algemene uitgavenbegroting niet vo, ' o, ' r 1 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat goedgekeurd kan worden, opent de wet voorlopige kredieten die voor de werking van de diensten noodzakelijk zijn en in mindering komen van de begroting van dat begrotingsjaar.

(183)Artikel 22 Wet van 28 juni 1963, artikel 10, § 4, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 3; de verwijzing naar artikel 9, § 7 en § 8, vierde en vijfde lid, van deze wet wordt vervangen door een verwijzing naar de artikelen 15 en 17.

(184)Artikel 23 Wet van 28 juni 1963, artikel 10, § 5, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 3; de verwijzing naar artikel 9, § 9, wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 18.

(185)Artikel 24 Wet van 28 juni 1963, artikel 10bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 28 juni 1989, artikel 4; de artikelen 24 tot 27 treden in werking vanaf het begrotingsjaar 1991, krachtens artikel 16 van de wet van 28 juni 1989.

.../...

In voorkomend geval worden wetsontwerpen waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend, welke in mindering komen van de begroting voor hetzelfde begrotingsjaar, ingediend bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de Senaat.

Art. 25 (186). De wet waarbij voorlopige kredieten worden geopend, stelt de termijn vast waarop de kredieten betrekking hebben.

De termijn waarvoor niet-gesplitste en ordonnanceringskredieten worden toegekend, mag niet meer dan vier maanden bedragen, behalve wanneer wettelijke of contractuele verplichtingen een andere termijn opleggen.

Art. 26 (187). De voorlopige kredieten worden berekend op grond van de overeenkomstige kredieten in de laatste goedgekeurde algemene uitgavenbegroting.

(186)Artikel 25 Wet van 28 juni 1963, artikel 10bis, § 2, ingevoegd bij de wet van 28 juni 1989, artikel 4.

(187)Artikel 26 Wet van 28 juni 1963, artikel 10bis, ingevoegd bij de wet van 28 juni 1989, artikel 4; het woord "paragraaf" wordt vervangen door het woord "artikel"; de verwijzing naar artikel 9, § 7, wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 15.

.../...

De voorlopige kredieten mogen niet worden aangewend voor uitgaven van een nieuwe aard waartoe de wetgever voordien geen machtiging heeft verleend.

Behoudens bijzondere bepalingen van de wetten waarbij voorlopige kredieten worden geopend, mogen de uitgaven, voor de algemene uitgavenbegroting per programma, en voor de administratieve begrotingen per basisallocatie, niet hoger liggen dan de bedragen van de kredieten van de laatste goedgekeurde begroting, respectievelijk basisallocaties van de administratieve begrotingen, en dit in verhouding tot de termijn waarop de voorlopige kredieten en allocaties betrekking hebben. Dit artikel doet geen afbreuk aan de eventuele toepassing van artikel 15.

Art. 27 (188). De bekendmaking van de algemene uitgavenbegroting in het Belgisch Staatsblad doet de wetten waarbij voorlopige kredieten worden geopend, vervallen.

De in de artikelen 14 en 16 bepaalde regeling is van overeenkomstige toepassing, met dien verstande dat in artikel 14, tweede lid, de woorden "uiterlijk op 15 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat" gelezen

(188) Artikel 27 Wet van 28 juni 1963, artikel 10bis, § 4, ingevoegd bij de wet van 28 juni 1989, artikel 4; de verwijzingen naar artikel 9, §§ 6 en 8 en naar § 6, tweede lid, worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 14 en 16 en naar artikel 14, tweede lid.

.../...

dienen te worden als "uiterlijk 15 dagen na de goedkeuring van de algemene uitgavenbegroting".

Hoofdstuk II - De uitvoering van de begroting.

Afdeling 1 - Inkomsten en uitgaven van de begroting.

Art. 28 (189). De ministers mogen geen enkele uitgave doen boven de voor ieder van hen geopende kredieten.

Ze mogen het bedrag van de kredieten, bestemd voor de uitgaven van hun onderscheiden diensten, niet verhogen door bijzondere inkomsten.

Art. 29 (190). Met ingang van 1 november mogen de uitgaven, nodig om de ononderbroken werking van de openbare diensten te verzekeren, aangegaan worden ten laste van de kredieten van het volgende begrotingsjaar. Deze uitgaven mogen een derde van de goedgekeurde kredieten voor gelijkaardige uitgaven op het lopende jaar niet overschrijden. De vastleggingsakten bepalen dat de leveringen niet mogen geschieden en de diensten niet gepresteerd mogen worden vo, 'o, 'r de opening van het begrotingsjaar.

(189)Artikel 28 Wet van 28 juni 1963, artikel 11.

(190)Artikel 29Wet van 28 juni 1963, artikel 12.

Art. 30 (191). Elke wet waardoor een niet op de begroting uitgetrokken uitgave kan ontstaan moet de nodige uitvoeringskredieten openen voor het lopende jaar, en, indien het nodig blijkt, voor het volgende jaar.

Om de drie maanden zendt de minister van Financiën de lijst van de bij bijzondere wetten geopende kredieten aan de Wetgevende Kamers.

Art. 31 (192). Op de begroting van de diensten van algemeen bestuur van de Staat worden voor een bepaald jaar slechts aangerekend :

1Eals ontvangsten :

de sommen aan de Staat afgedragen gedurende het bedoelde jaar;

2Eals uitgaven :

a)de sommen geordonnanceerd door de ministers gedurende het begrotingsjaar, zowel op de niet-gesplitste kredieten, verleend door de begroting van dat jaar om de in artikel 5 bedoelde uitgaven te bestrijden, of op de

(191)Artikel 30 Wet van 28 juni 1963, artikel 13.

(192)Artikel 31Wet van 28 juni 1963, artikel 14; de verwijzingen naar de artikelen 17 en 18 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 34 en 35.

ordonnanceringskredieten, als op de overgedragen kredieten, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35;

b) het bedrag van de verbintenissen aangegaan tijdens het jaar ten laste van vastleggingskredieten.

Art. 32 (193). De rechten die tijdens het begrotingsjaar ten bate van de Staat zijn vastgesteld en bij het verstrijken ervan niet zijn ingevorderd, noch geannuleerd, noch geboekt als voor onbepaalde tijd uitgesteld, worden naar het volgende jaar overgedragen.

De naar het volgende jaar overgedragen rechten worden geboekt met de gelijkaardige, tijdens dat jaar vastgestelde rechten, ongeacht het jaar van oorsprong.

De vastgestelde rechten voortvloeiend uit huur van goederen of diensten, alsmede uit voorschotten of leningen, worden slechts op de rekening van uitvoering van de begroting geboekt ten belope van de opeisbare betalingen.

Art. 33 (194). De ordonnanties van uitgaven die tijdens het begrotingsjaar door de ministers zijn gegeven, worden door de minister van Financiën geboekt ten laste van de begroting van dat jaar, tot 31 januari van het volgende jaar.

(193) Artikel 32 Wet van 28 juni 1963, artikel 15.

(194) Artikel 33 Wet van 28 juni 1963, artikel 16.

Art. 34 (195). De niet-gesplitste kredieten beschikbaar aan het einde van het begrotingsjaar worden naar het volgende jaar overgedragen en mogen aangewend worden vanaf het begin van dat jaar om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd werd tijdens het voorbije begrotingsjaar.

De niet-gesplitste kredieten die naar het volgende jaar zijn overgedragen, worden gevoegd bij de overeenkomstige toelage van genoemd jaar. Het gedeelte van deze kredieten dat niet geordonnanceerd is op 31 december van het betrokken jaar, wordt geannuleerd.

(195)Artikel 34Wet van 28 juni 1963, artikel 17, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986, artikel 1.

Art. 35 (196). § 1. De gesplitste kredieten die beschikbaar zijn aan het einde van het begrotingsjaar worden geannuleerd.

In geval van behoorlijk gemotiveerde noodzakelijkheid kunnen bepaalde kredieten echter worden overgedragen naar het volgende jaar volgens regels en voorwaarden vast te stellen door de Koning. In dat geval komen de aan het einde

(196)Artikel 35 Wet van 28 juni 1963, artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986, artikel 2; de verwijzing naar artikel 17 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 34.

van het begrotingsjaar beschikbare kredieten bij de overeenkomstige toelage van het volgende jaar en gaan zij daar in op.

§ 2. Ter goedkeuring van de kredietoverdrachten van een begrotingsjaar, gedaan ter uitvoering van artikel 34 en van dit artikel, wordt een wetsontwerp ingediend door de minister van Financiën vo,'o,'r 31 augustus van het volgende jaar.

Art. 36 (197). De minister van Financiën wordt gemachtigd om, naar gelang van de behoeften, een gedeelte van de fiscale ontvangsten aan te wenden voor de ter uitvoering van de wet gedane uitgaven uit hoofde van terugbetaling van directe of indirecte belastingen, nalatigheidsintresten en boeten, uitkering van het aandeel in deze ontvangsten dat toekomt aan de provinciën en de gemeenten, alsook aan elke andere publiekrechtelijke persoon, de internationale instellingen inbegrepen.

(197)Artikel 36 Wet van 28 juni 1963, artikel 31, § 1, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989, artikel 14.

Art. 37 (198). In afwijking van de artikelen 3 en 45 worden voor de door de minister van Financiën ten onrechte geïnde

(198) Artikel 37 Wet van 28 juni 1963, artikel 31, § 2, gewijzigd bij artikel 14 van de wet van 28 juni 1989; de verwijzing naar artikel 19 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 45.

sommen op de begroting ambtshalve terugbetalingsfondsen geopend. Zij bevatten ramingen van de sommen die niet als rijksmiddelen zullen worden geboekt en waarover door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, rechtstreeks op hun rekening wordt beschikt om overeenkomstig de geldende wetten en besluiten te voorzien in de terugbetaling van de ten onrechte geïnde sommen en de eraan verbonden nalatigheidsintresten.

Art. 38 (199). In afwijking van de artikelen 3 en 45 worden voor de gedeelten van de opbrengst van belastingen, heffingen en stortingen die zijn toegewezen aan andere openbare overheden, op de begroting ambtshalve toewijzingsfondsen geopend. Ze vermelden de te innen sommen die niet als rijksmiddelen worden geboekt en die door de minister van Financiën rechtstreeks ter beschikking worden gesteld van de betrokken overheden, overeenkomstig de wetten en besluiten die er de toewijzing van regelen.

Art. 39 (200). De door de minister van Financiën geboekte ordonnances zijn betaalbaar gedurende vijf jaar, met ingang van de opening van het begrotingsjaar waartoe zij behoren.

(199)Artikel 38 Wet van 28 juni 1963, artikel 31, § 3, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989, artikel 14; de verwijzing naar artikel 19 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 45.

(200)Artikel 39 Wet van 28 juni 1963, artikel 20.

Art. 40 (201). § 1. De minister van Financiën staat de betaling van een ordonnantie niet toe dan wanneer daartegenover een door de wet geopend krediet staat of wanneer zij betrekking heeft op een betaling waarvoor machtiging is verleend bij een besluit door de Ministerraad aangenomen krachtens artikel 44.

Geen uitgave kan gedaan worden buiten zijn tussenkomst en zonder een voorafgaand visum en de vereffening van het Rekenhof, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

§ 2. In spoedeisende gevallen, wanneer de betaling niet kan uitblijven zonder dat er een ernstig nadeel uit voortvloeit, kan de Ministerraad evenwel, op zijn eigen verantwoordelijkheid en met een met redenen omklede beslissing die hij tegelijkertijd aan de Wetgevende Kamers en het Rekenhof verzendt, van dit Hof een voorlopig visum vorderen.

Wanneer door uitzonderlijke omstandigheden de Ministerraad niet tijdig kan bijeenkomen, wordt deze beslissing gezamenlijk genomen door de minister van Financiën en de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

(201)Artikel 40Wet van 15 mei 1846, artikel 17, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 12; de verwijzing naar artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 44.

In zodanige gevallen beperkt het Rekenhof zijn voorafgaande controle tot het onderzoek van de juistheid van de schuldvordering en zendt het zijn opmerkingen onverwijld over aan de Wetgevende Kamers.

De Ministerraad dient binnen een maand na de beslissing, de voor de regularisatie van de uitgave vereiste wetsontwerpen in, zodat het Rekenhof een definitief visum kan verlenen.

Art. 41 (202). Van de vaste uitgaven, zoals jaarwedden, abonnementen, pensioenen, wordt het bevel tot betaling gegeven door de minister van Financiën op verzamelstaten die hem door de ministeries overgezonden worden. De ministeries doen aan het Rekenhof het bedrag kennen van de aanrekeningen die op elk artikel van de begroting ten gevolge van het opmaken van die staten gedaan moeten worden, en overeenkomstig die mededeling boekt het Rekenhof die uitgaven. De betalingen worden bij het Hof verantwoord vo, 'o, 'r het sluiten van het dienstjaar.

(202)Artikel 41Wet van 15 mei 1846, artikel 23, gewijzigd bij de wet van 23 februari 1953, artikelen 1 en 2; de woorden "door de departementen van algemeen beheer; deze departementen" worden vervangen door de woorden "door de ministeries, deze ministeries". De woorden "De ministers van Financiën en Verkeerswezen" worden vervangen door de woorden "De minister van Financiën en de minister tot wiens bevoegdheid het Verkeer en de Infrastructuur behoren".

.../...

De minister van Financiën en de minister tot wiens bevoegdheid het Verkeer en de Infrastructuur behoren, worden gemachtigd om door middel van voorschotten te doen uitbetalen op de kas van de rekenplichtigen, onder voorbehoud van latere regeling en op de wijze als hierboven aangegeven :

1Ede huishuren en krachtens huurovereenkomsten ten laste van de Staat gebrachte belastingen, steungelden en vergoedingen van alle aard welke, ter aanrekening op hun begroting verleend zullen worden aan personeelsleden in actieve dienst, aan gewezen personeelsleden en aan hun gezinnen alsook aan getroffen en van ongevallen en hun rechtverkrijgenden;

2Ede vergoedingen aan derden, getroffen door ongevallen waarvoor de Staat aansprakelijk wordt gesteld, alsook de verschillende kosten van de rechtspleging welke op deze ongevallen betrekking hebben;

3Ede sommen die, door de onder hun ministerie ressorterende rekenplichtigen ten onrechte als begrotingsontvangsten geboekt, teruggestort moeten worden.

Art. 42 (203). Elke storting of zending in munt en andere waarden, gedaan in de kassen van de Staat voor een openbare dienst, geeft aanleiding tot de afgifte van een ontvangstbewijs met strook, waarop de bestemming van de storting vermeld wordt.

(203)Artikel 42Wet van 15 mei 1846, artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 34 van 13 november 1934, artikel 1.

.../...

Dit ontvangbewijs is bevrijdend en geldt als rechtstitel tegenover de Staatskas.

Art. 43 (204). Elke ontvangst van gelden in de openbare kassen, tot welke dienst die gelden ook behoren, geschiedt voor rekening van het ministerie van Financiën, dat er het bedrag van centraliseert in de boeken en de comptabiliteit van de Algemene Thesaurie.

Afdeling 2. - Uitgaven buiten de begroting.

Art. 44 (205). § 1. In dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden, kan de Ministerraad, bij gemotiveerde beslissing, machtiging verlenen tot het vastleggen, het ordonnanceren en het betalen van uitgaven boven de limiet van de begrotingskredieten of, bij

(204) Artikel 43 Wet van 15 mei 1846, artikel 5; het woord "departement" wordt vervangen door het woord "ministerie".

(205) Artikel 44 Wet van 28 juni 1963, artikel 24, gewijzigd bij de wet van 22 december 1977, artikel 181, bij het koninklijk besluit nr. 403 van 18 april 1986, artikel 1, en bij de wet van 28 juni 1989, artikel 6; de verwijzing naar artikel 9, § 9, wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 18.

ontstentenis van kredieten, ten belope van het bij de beslissing vastgestelde bedrag. De beslissing van de Ministerraad kan betrekking hebben op een machtiging die ertoe strekt het budgettaire vastleggingskrediet te verhogen zonder wijziging van het ordonnanceringskrediet, op een machtiging strekkende tot verhoging van het ordonnanceringskrediet zonder wijziging van het vastleggingskrediet of op een vastleggingsmachtiging verleend in de bepalingen van de begrotingswet. De controleur der vastleggingen viseert de uitgavenvastleggingen en -ordonnanceringen die de beslissing toestaat.

De tekst van de beslissingen wordt onmiddellijk aan de Wetgevende Kamers en aan het Rekenhof medegedeeld. Eventueel doet dit laatste onverwijld zijn opmerkingen aan de Wetgevende Kamers toekomen.

Met betrekking tot de uitgaven waarvoor bij de beslissing machtiging is verleend, kan het Rekenhof zijn visum weigeren indien de stukken tot staving van de schuldvordering bevestigen of doen blijken dat de voorwaarden bedoeld in het eerste lid niet vervuld zijn.

§ 2. De bij de beslissingen bedoelde machtigingen worden op gezette tijden of speciaal opgenomen in een wetsontwerp waarbij de nodige kredieten worden geopend.

Ten aanzien van de beslissing moet in de volgende gevallen een speciaal wetsontwerp worden ingediend :

1Ewanneer de beslissing betrekking heeft op een bedrag van ten minste 200 miljoen frank;

.../...

2Ewanneer de beslissing machtiging verleent voor een uitgave van ten minste 20 miljoen frank, die ten minste 15 procent vertegenwoordigt van het krediet ten laste waarvan die uitgave wordt aangerekend.

Iedere uitvoering (vastlegging, ordonnancering of betaling) van de beslissing wordt opgeschort tot het in het tweede lid bedoelde speciale wetsontwerp is ingediend.

Wanneer beslissingen achtereenvolgens betrekking hebben op hetzelfde artikel, worden de bedragen waarvoor zij machtiging verlenen, samengeteld voor de toepassing van deze bepalingen.

§ 3. Paragraaf 2 is niet van toepassing op de beslissingen die machtiging verlenen voor uitgaven waarvoor kredieten zijn uitgetrokken in een reeds ingediend wetsontwerp.

Paragraaf 2, tweede lid, is niet van toepassing wanneer de Ministerraad beslist bepaalde andere kredieten te blokkeren tot het beloop van het in de beslissing vastgestelde bedrag; in de beslissing worden de geblokkeerde kredieten aangegeven.

§ 4. De Ministerraad verdeelt, in basisallocaties, de bedragen van de machtigingen die boven of naast de door de wet geopende kredieten worden verleend.

Artikel 18 is eveneens van toepassing op de in het eerste lid bedoelde basisallocaties.

Afdeling 3. - Begrotingsfondsen.

Art. 45 (206). § 1. In afwijking van artikel 3 kan een organieke wet begrotingsfondsen oprichten door voor uitgaven, waarvan zij het onderwerp vaststelt, sommige op de rijksmiddelenbegroting aangerekende ontvangsten te bestemmen.

Deze fondsen kunnen niet worden gestijfd met kredieten van de algemene uitgavenbegroting.

§ 2. In de algemene uitgavenbegroting veranderen de kredieten voor de begrotingsfondsen naargelang van de op de overeenkomstige posten van de rijksmiddelenbegroting aangerekende ontvangsten. Deze kredieten worden vermeerderd met het aan het einde van het voorgaande begrotingsjaar overgedragen beschikbare krediet dat vanaf de aanvang van het begrotingsjaar aangewend mag worden. Deze bepaling geldt niet voor de overschotten van de in paragraaf 4, tweede lid, bedoelde vastleggingsmachtigingen.

§ 3. De rijksmiddelenbegroting en de algemene uitgavenbegroting vermelden respectievelijk de ramingen van de ontvangsten- en uitgavenverrichtingen van de begrotingsfondsen. De uitgavenverrichtingen omvatten de in paragraaf 2 bedoelde kredieten die afzonderlijk volgens hun herkomst in de begrotingsdocumenten moeten worden uitgesplitst. Deze

(206)Artikel 45Wet van 28 juni 1963, artikel 19, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 5; dit artikel treedt in werking vanaf het begrotingsjaar 1991, krachtens artikel 16 van de wet van 28 juni 1989. De verwijzingen naar de artikelen 10, § 1, en 26 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 19 en 52.

bedragen worden aangepast naar aanleiding van de begrotingscontrole bedoeld in artikel 19.

§ 4. Er mag geen vastlegging, noch ordonnancering worden gedaan ten bezware van een begrotingsfonds boven het op dit fonds beschikbare krediet.

De in paragraaf 1 bedoelde organieke wet kan echter toestaan dat vastleggingen worden aangegaan ten bezware van een in de wet toegestane vastleggingsmachtiging. In voorkomend geval geschieden de ordonnanceringen slechts tot het beloop van het op dit fonds beschikbare krediet.

§ 5. De datum van de ordonnancering is bepalend voor het begrotingsjaar waarop de uitgaven van de begrotingsfondsen betrekking hebben. De ordonnanties van betaling vermelden tevens de economische classificatie van de uitgaven.

§ 6. Behoudens het geval waarin een vastleggingsmachtiging van toepassing is, wordt om het voor vastlegging beschikbare gedeelte van ieder begrotingsfonds te bepalen, rekening gehouden met de vastleggingen van de voorgaande jaren in zoverre die niet aangezuiverd of vernietigd zijn.

§ 7. De bepalingen van artikel 52 zijn van toepassing op de vastleggingsmachtigingen.

Hoofdstuk III. - Controle op de uitgaven.

Afdeling 1. - Administratieve en begrotingscontrole.

.../...

Art. 46 (207). De administratieve en begrotingscontrole wordt uitgeoefend door het ministerieel comité voor begroting en de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft, bijgestaan door de inspecteurs van financiën, die de functie vervullen van budgettaire en financiële raadgever van de minister bij wie zij geaccrediteerd zijn.

De nadere regels omtrent deze controle, zowel in het stadium van de voorbereiding als in dat van de uitvoering van de begroting, worden bepaald door de Koning, op voorstel van de Eerste Minister en van de minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft en op advies van de in Raad vergaderde ministers.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de gevallen vaststellen waarin de handelingen die in strijd zijn met de regels van de administratieve en begrotingscontrole van rechtswege nietig zijn.

Art. 47 (208). Elke bestuurshandeling tot oprichting van definitieve of tijdelijke ambten, of tot herziening der reglementsbepalingen betreffende de jaarwedden of uitkeringen voor het personeel, wordt door de betrokken minister ondertekend en door de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort medeondertekend.

(207)Artikel 46Wet van 28 juni 1963, artikel 32bis, ingevoegd bij de wet van 2 juli 1981, artikel 81.

(208)Artikel 47Wet van 20 juli 1921, artikel 6; de woorden "minister van Financiën" worden vervangen door de woorden "minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort".

Afdeling 2. - Controle van de vastleggingen.

Art. 48 (209). Controleurs van de vastleggingen letten er op dat de begrotingskredieten niet overschreden worden.

Deze controleurs worden, op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, door de Koning aangesteld. Zij worden rekenplichtig gesteld voor de vastleggingen aangegaan ten laste van de vastleggingskredieten bedoeld in artikel 7, § 2.

Art. 49 (210). Van de goedkeuring van de contracten en overeenkomsten voor werken en leveringen van goederen of diensten, alsook van de besluiten tot toekenning van toelagen mag geen kennis worden gegeven vooraleer deze contracten, overeenkomsten en besluiten door de controleur van de vastleggingen geviseerd zijn.

De Koning kan, op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, de contracten en overeenkomsten alsook de besluiten tot toekenning van toelagen, waarvan het bedrag de door Hem bepaalde sommen niet

(209)Artikel 48Wet van 28 juni 1963, artikel 21, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966, artikel 1; de woorden "minister van Financiën" worden vervangen door de woorden "minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort".

(210)Artikel 49Wet van 28 juni 1963, artikel 22.

overschrijdt, vrijstellen van het voorafgaande visum van de controleur van de vastleggingen.

Art. 50 (211). De ten laste van de begroting uitgevoerde ordonnanceringen worden door de controleur van de vastleggingen gevisieerd, die er op let dat zij het bedrag van de vastleggingen waarop ze betrekking hebben niet overschrijden.

Art. 51 (212). De controleurs van de vastleggingen mogen zich alle stukken, inlichtingen en ophelderingen doen verstrekken betreffende de vastleggingen en ordonnanceringen.

Art. 52 (213). De controleurs van de vastleggingen doen op gezette tijden aan het Rekenhof een met de verantwoordingsstukken gestaafde lijst toekomen van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten waarop artikel 7, § 2, en 45, § 7, betrekking hebben.

De jaarlijkse verzamelstaten van de vastleggingen worden door het Rekenhof afgesloten binnen de door de Koning bepaalde termijn.

(211)Artikel 50Wet van 28 juni 1963, artikel 23.

(212)Artikel 51Wet van 28 juni 1963, artikel 25.

(213)Artikel 52Wet van 28 juni 1963, artikel 26, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966, artikel 2; de verwijzing naar artikel 45, § 7, is aan het eerste lid toegevoegd.

.../...

Deze staten worden opgenomen in de rekening van uitvoering van de begroting.

De sancties bepaald bij artikel 8 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, kunnen toegepast worden op de controleurs van de vastleggingen die de staten, bedoeld in het eerste lid, niet binnen de vastgestelde termijn aan het Rekenhof doen toekomen.

Art. 53 (214). Geen tuchtstraf kan aan de controleurs van de vastleggingen opgelegd worden zonder voorafgaand advies van het Rekenhof.

Dit geldt eveneens voor elke maatregel, waarbij hun enig nadeel berokkend zou kunnen worden.

Dit advies moet gegeven worden binnen acht dagen na het verzenden van het dossier aan het Hof.

De tekst van het advies wordt overgenomen in het besluit dat de straf oplegt of de maatregel toepast; een afschrift van het besluit wordt zonder verwijl toegezonden aan de Wetgevende Kamers en aan het Rekenhof.

(214)Artikel 53Wet van 20 juli 1921, artikel 3; de woorden "aan de bij deze wet aangestelde rekenkundigen" worden vervangen door de woorden "aan de controleurs van de vastleggingen".

Art. 54 (215). De Koning regelt op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort de wijze van boekhouding der betaalbaar te stellen uitgaven en bepaalt de vorm der periodieke rekeningen, alsmede het tijdstip van dezer toezending.

Afdeling 3. - Controle op de aanwending van de toelagen.

Art. 55 (216). Iedere toelage verleend door het Rijk of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door het Rijk gesubsidieerd wordt, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend terugvorderbaar voorschot, moet aangewend worden voor de doeleinden, waarvoor zij verleend werd.

Iedere toelagetrekker is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij de wet hem daarvan vrijstelling verleent.

Behalve wanneer een wets- of verordeningsbepaling daarin voorziet, worden in iedere beslissing houdende toekenning van een toelage nauwkeurig de aard en de omvang van

(215)Artikel 54Wet van 20 juli 1921, artikel 4 : de woorden "binnen de grenzen bepaald door het artikel 2" worden weggelaten, artikel 2 is opgeheven bij artikel 79, 3E, van de wet van 28 juni 1963, vervangen bij de wet van 31 december 1966, artikel 7.

(216)Artikel 55Koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, artikel 1.

en de nadere regels omtrent de door de toelagetrekker te verstrekken verantwoording vermeld.

Art. 56 (217). Door het aanvaarden van de toelage, verleent de toelagetrekker meteen aan het Rijk het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Koning zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle.

Art. 57 (218). Tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage is gehouden de toelagetrekker :

1Edie de voorwaarden niet naleeft, waarop de toelage verleend werd;

2Edie de toelage niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij verleend werd;

(217)Artikel 56Koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, artikel 2.

(218)Artikel 57Koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, artikel 3; de verwijzingen naar de artikelen 1 en 2 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 55 en 56; de verwijzing naar artikel 3 van de wet van 22 december 1949 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 94.

.../...

3Edie de in artikel 56 bedoelde controle verhindert.

Blijft de toelagetrekker in gebreke de in artikel 55 bedoelde verantwoording te verstrekken, dan is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het deel dat niet werd verantwoord.

De terugvordering kan overeenkomstig artikel 94 geschieden.

Art. 58 (219). De uitkering van de toelagen kan worden opgeschort zolang de toelagetrekker voor soortgelijke toelagen, die hij voordien ontvangen heeft, verzuimt de in artikel 55 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 56 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een toelage per tranches uitgekeerd, dan wordt iedere tranche voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke toelage beschouwd.

(219) Artikel 58 Koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, artikel 4; de verwijzingen naar de artikelen 1 en 2 worden vervangen door de verwijzingen naar de artikelen 55 en 56.

Hoofdstuk IV. - De ordonnateurs en de rekenplichtigen.

Art. 59 (220). De inning van rijks gelden kan alleen geschieden door een rekenplichtige van de Staatskas en krachtens een wettelijk gevestigde titel.

Art. 60 (221). De ambten van ordonnateur en van beheerder zijn onverenigbaar met dat van rekenplichtige.

Behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen verkrijgt iedere ambtenaar aan wie enige verrichting met rijks gelden is opgedragen, de hoedanigheid van rekenplichtige, door het feit alleen dat de betrokken gelden tegen zijn kwitantie of zijn ontvangbewijs gestort zijn; geen verrichting met rijks gelden mag geschieden, geen openbare kas mag beheerd worden dan door een ambtenaar staande onder de bevelen van de minister van Financiën, door hem of op zijn voordracht benoemd, verantwoordelijk tegenover hem voor zijn beheer en aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen.

Art. 61 (222). Geen titularis van een ambt van rekenplichtige der rijks gelden kan tot het uitoefenen van zijn ambt aangesteld worden, dan na te hebben doen blijken dat hij zijn eed afgelegd en zijn borgtocht gestort heeft, in de vormen en voor de overheden bij de wetten en verordeningen te bepalen.

(220) Artikel 59 Wet van 15 mei 1846, artikel 6.

(221) Artikel 60 Wet van 15 mei 1846, artikel 7.

(222) Artikel 61 Wet van 15 mei 1846, artikel 8.

.../...

Art. 62 (223). Het is de rijksambtenaren die op grond van artikel 61 aan de verplichting tot borgstelling zijn onderworpen, toegestaan de storting van het bedrag in geld te vervangen door een hoofdelijke waarborg te verlenen door een vereniging die enkel met dit doel door hen is tot stand gebracht in de vorm bepaald bij artikel 63 en goedgekeurd bij koninklijk besluit.

(223) Artikel 62 Wet van 7 mei 1912, artikel 1; het woord "staatsbedienden" wordt vervangen door het woord "rijksambtenaren"; de verwijzingen naar artikel 8 van de wet van 15 mei 1846 en naar artikel 2 van de wet van 7 mei 1912 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 61 en 63.

Art. 63 (224). De verenigingen opgericht met het oog op het onderwerp bepaald bij artikel 62 moeten de vorm aannemen van een coöperatieve vennootschap of van een vereniging zonder winstoogmerk. Zij verliezen echter niet hun burgerlijk karakter.

Art. 64 (225). De Staatskas heeft, overeenkomstig de wet van 15 september 1807, een voorrecht op de goederen van ieder rekenplichtige, kashouder, bewaarder of welke aangestelde ook, aan wie verrichtingen met rijksgelden zijn opgedragen.

Art. 65 (226). Elke rekenplichtige, in wiens storting het Rekenhof valse waarden heeft vastgesteld, wordt schuldenaar verklaard voor het bedrag ervan.

Art. 66 (227). Elke rekenplichtige is aansprakelijk voor de invordering van de kapitalen, inkomsten, rechten en belastingen, waarvan de inning hem is toevertrouwd.

(224)Artikel 63Wet van 7 mei 1912, artikel 2, vervangen bij de wet van 31 mei 1948, enig artikel, de verwijzing naar artikel 44 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 62.

(225)Artikel 64Wet van 15 mei 1846, artikel 9; de datum van de wet wordt verbeterd.

(226)Artikel 65Decreet van 12 augustus 1807, artikel 1; de woorden "algemene Thesaurie" worden vervangen door het woord "Rekenhof".

(227)Artikel 66Wet van 15 mei 1846, artikel 10; het woord "tolgelden" is weggelaten.

.../...

Alvorens decharge te verkrijgen voor de niet-ingevorderde posten, moet hij doen vaststellen dat de niet-invordering geenszins aan zijn nalatigheid te wijten is en dat hij te bekwamer tijd alle nodige maatregelen getroffen en de nodige vervolgingen ingesteld heeft.

Wanneer een rekenplichtige in ontvangst bezwaard is, en de verschuldigde doch niet-ingeschreven sommen uit eigen middelen bijgepast heeft, treedt hij van rechtswege in de vorderingen en voorrechten van de Staat ten laste van de schuldenaars.

Art. 67 (228). Geen ontvanger, kashouder, bewaarder of welke aangestelde ook, met het beheer van rijksgelden belast, kan decharge wegens diefstal of verlies van gelden krijgen, tenzij bewezen wordt dat zulks wegens overmacht geschied is, en dat de door de verordeningen opgelegde voorzorgen genomen zijn.

In afwachting van het arrest van het Rekenhof, en zonder daaraan afbreuk te doen, kan de minister van Financiën de voorlopige storting van de weggenomen of betwiste som gelasten.

Art. 68 (229). Jaarlijks wordt op de begroting een afzonderlijke post uitgetrokken, waarop de aanrekening en

(228)Artikel 67Wet van 15 mei 1846, artikel 11.

(229)Artikel 68Wet van 15 mei 1846, artikel 12; de woorden "door het Bestuur van de Domeinen" worden

.../...

regeling geschiedt van de verliezen voortkomende uit tekorten en buitengewone voorvallen.

De op de hierboven vermelde post aangerekende verliezen worden door de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen in zijn registers opgetekend; die administratie neemt de vereiste maatregelen tot invordering ervan op de borgtochten en goederen van de schuldenaars.

Art. 69 (230). Indien, gedurende vijf achtereenvolgende jaren te rekenen vanaf de datum van het arrest van het Rekenhof, een wegens tekort of wegens enig geval van overmacht een openstaande schuldvordering niet geïnd werd, wordt de onmogelijkheid van de inning door een proces-verbaal vastgesteld, dat tot staving van de algemene rijksrekening overgelegd zal worden; een uitgifte van dat proces-verbaal wordt bij de rekening van de rekenplichtige gevoegd, die met de invordering van het tekort is belast.

vervangen door de woorden "door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen".

(230)Artikel 69Wet van 15 mei 1846, artikel 13.

.../...

Art. 70 (231). De ambtenaren, in het bijzonder en rechtstreeks belast met het toezicht op de rekenplichtigen en met het nazien van hun boekhouding, zijn aansprakelijk voor alle niet-invorderbare tekorten, die mochten veroorzaakt zijn door verzuim bij het onderzoek van het beheer van de rekenplichtige, bij wie het tekort werd vastgesteld. Een met redenen omkleed koninklijk besluit bepaalt, op de voordracht van de minister van Financiën, het bedrag of het deel van het tekort waarvoor in dat geval de ambtenaar aansprakelijk gesteld wordt.

Art. 71 (232). De ordonnateurs, door de minister gemachtigd voor het uitvoeren van de begroting, moeten rekening en verantwoording geven aan het Rekenhof over de betaalbaarstellingen van kredieten, waartoe zij zich verbonden hebben in strijd met enige wetsbepaling en waardoor de Staatskas benadeeld is.

De ordonnateur is alleen dan niet meer aansprakelijk wanneer hij, tot zijn rechtvaardiging, een bijzonder schriftelijk bevel van de minister kan overleggen, dat machtiging verleende tot de uitgaven en aan het betalingsbevel voorafging.

(231)Artikel 70Wet van 15 mei 1846, artikel 14.

(232)Artikel 71Wet van 15 mei 1846, artikel 18, vervangen door de wet van 20 juli 1921, artikel 8.

Art. 72 (233). De ambtenaren van de algemene besturen belast met het bewaken, bewaren en gebruiken van het aan de Staat toebehorende materieel zijn verantwoordelijk voor het materieel en zij doen er jaarlijks rekening van aan het Rekenhof.

De rekeningen vermelden : de hoeveelheden en waarden in magazijn, wat is ingekomen, uitgegaan, afgeleverd om verbruikt, verkocht en als onbruikbaar afgewezen te worden, en de vernietigde hoeveelheden.

Van die verschillende omzettingen en veranderingen in dat deel van de dienst moet blijken uit processen-verbaal.

Die ambtenaren zijn, evenals de rekenplichtigen der gelden verplicht tot het stellen van zekerheid ten voordele van de Staat.

Art. 73 (234). Elke begrotings- of thesaurieverrichting wordt geboekt op de rekening van een rekenplichtige.

(233)Artikel 72Wet van 15 mei 1846, artikel 52; in de Franse tekst, wordt het woord "renseignement" vervangen door het woord "indiquant".

(234)Artikel 73Wet van 28 juni 1963, artikel 66, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966, artikel 6.

Art. 74 (235). Elke rekenplichtige legt, door toedoen van de minister van Financiën, rekening af aan het Rekenhof van de verrichtingen die hij gedaan heeft in de loop van het jaar waarover de rekening opgemaakt wordt.

De rekeningen worden aan het Rekenhof overgelegd vóór 1 maart van het jaar na dat waarvoor ze opgemaakt worden, onverminderd de termijnen vastgelegd voor de bij tekort, bij mutatie of bij het neerleggen van de rekenplichtige functies af te leggen rekeningen.

Hoofdstuk V. - De rekening van uitvoering van de begroting.

Art. 75 (236). De rekening van uitvoering van de begroting bestaat uit tabellen met dezelfde onderverdelingen als de begroting.

Deze tabellen geven afzonderlijk op :

1Evoor de ontvangsten :

- a)de ramingen;
- b)de vastgestelde rechten;
- c)de aangerekende ontvangsten;

(235)Artikel 74Wet van 28 juni 1963, artikel 67.

(236)Artikel 75Wet van 28 juni 1963, artikel 27, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966, artikel 3.

.../...

- d)het verschil tussen de vastgestelde rechten en de aangerekende ontvangsten;
- e)de overgedragen rechten;
- f)de geannuleerde rechten of de rechten geboekt als voor onbepaalde tijd uitgesteld;
- g)het verschil tussen de ramingen en de aanrekeningen;

2Evoor de uitgaven :

- a)de bij de wet geopende kredieten;
- b)de kredieten overgedragen van het vorige jaar;
- c)de aangerekende verrichtingen;
- d)het verschil tussen de kredieten en de aangerekende verrichtingen;
- e)de kredieten beschikbaar aan het einde van het begrotingsjaar;
- f)de naar het volgende jaar overgedragen kredieten;
- g)de te annuleren kredieten.

Art. 76 (237). Voor de uitgaven aangerekend op overgedragen kredieten of op ordonnanceringskredieten, vermelden de tabellen van de rekening van uitvoering van de begroting bovendien of die uitgaven betrekking hebben op prestaties verricht in de loop van het jaar waarvoor de rekening wordt opgemaakt, dan wel in de loop van de vorige jaren.

(237)Artikel 76Wet van 28 juni 1963, artikel 28.

Art. 77 (238). In de loop van de maand mei volgend op het einde van het begrotingsjaar geeft het Rekenhof aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat kennis van een voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting, die aanleiding kan geven tot goedkeuring van een met redenen omklede motie tot voorlopige regeling van de betrokken begroting door de Wetgevende Kamers.

In de loop van de maand oktober volgend op het einde van het begrotingsjaar dient de minister van Financiën bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de Senaat het wetsontwerp in houdende eindregeling van de begroting.

Art. 78 (239). De ordonnantiën, die in de rekeningen vermeld worden als nog te betalen bij het sluiten van een dienstjaar, en waarvan de betaling door regelmatig geopende kredieten toegestaan is, worden voldaan en als uitgave op de rekening van de Thesaurie geboekt, op het ogenblik waarop die betalingen plaats hebben, totdat de termijn van verval verstreken is.

Art. 79 (240). De betalingen van uitgaven die niet geregulariseerd zijn kunnen worden vo,'o,'r het einde van de maand februari volgend op het begrotingsjaar, worden afzonderlijk opgenomen rekening van uitvoering van de begroting

(238)Artikel 77 Wet van 28 juni 1963, artikel 29, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 7.

(239)Artikel 78Wet van 15 mei 1846, artikel 27; in de Franse tekst wordt het woord "renseignement" vervangen door het woord "indiquant".

(240)Artikel 79Wet van 28 juni 1963, artikel 32, vervangen bij de wet van 31 december 1966, artikel 4.

.../...

van het jaar waarin ze zijn geordonnanceerd. Het ontwerp van wet houdende eindregeling van deze begroting bevat in voorkomend geval een bepaling die de verantwoording van de uitgave naar de rekening van een volgend jaar verwijst.

Hoofdstuk VI. - De algemene rekening van de Staat.

Art. 80 (241). De minister van Financiën maakt jaarlijks de algemene rekening van de Staat op.

Deze rekening omvat alle begrotings-, vermogens- en thesaurieverrichtingen, tot stand gekomen van 1 januari tot 31 december.

Ze bevat de samenvattende rekening van de verrichtingen van de Staat en de volgende toelichtende rekeningen :

1E de rekening van uitvoering van de begroting;

2E de rekening van de vermogenswijzigingen;

3E de rekening van de Thesaurie.

De algemene rekening van de Staat wordt aan het Rekenhof toegezonden vo, 'o, 'r 30 juni van het jaar na dat waarop ze betrekking heeft.

(241)Artikel 80Wet van 28 juni 1963, artikel 69.

.../...

Art. 81 (242). De algemene toestand van de Staatskas op 31 december, samen met de voorlopige rekening van uitvoering van de begroting, wordt door toedoen van de minister van Financiën gedrukt. Hij wordt aan de leden van de Wetgevende Kamers uitgedeeld vo, 'o, 'r 30 april van het volgende jaar.

Art. 82 (243). De vermogensgoederen worden in de rekening der vermogenswijzigingen opgenomen voor de aanschaffingswaarde ervan.

De afschrijvingen en andere aanpassingen worden verricht en geboekt overeenkomstig door de Koning vastgestelde regels.

Art. 83 (244). De wijzigingen van het vermogen van de Staat worden geboekt op de rekening van de vermogenswijzigingen, volgens door de Koning vastgestelde regels.

Het Rekenhof erkent door zijn visum de wettigheid en de juistheid van de verrichtingen die in deze comptabiliteit opgenomen worden en voortspruiten uit de begrotingsuitgaven

(242)Artikel 81Wet van 28 juni 1963, artikel 70.

(243)Artikel 82Wet van 28 juni 1963, artikel 68, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966, artikel 6.

(244)Artikel 83Wet van 28 juni 1963, artikel 30.

.../...

of uit de buiten elke aanrekening op de begroting geconstateerde wijzigingen van het actief of van het passief.

Art. 84 (245). De rekening van de vermogenswijzigingen geeft de wijzigingen op in het actief en het passief van de Staat.

Ze gaat vergezeld van de balans van de Staat, vastgesteld per 31 december.

Art. 85 (246). De minister van Financiën maakt ten minste om de tien jaar een inventaris op van de bestanddelen van het vermogen van de Staat.

De te inventariseren activa- en passivawaarden worden vastgelegd na advies van een commissie waarvan de leden door de Koning benoemd worden.

De balans van de Staat wordt met de bedoelde waarden in overeenstemming gebracht.

Art. 86 (247). Van het meubilair van de Staat wordt een beschrijvende inventaris opgemaakt.

(245)Artikel 84Wet van 28 juni 1963, artikel 71.

(246)Artikel 85Wet van 28 juni 1963, artikel 72, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1987, artikel 1.

(247)Artikel 86Wet van 28 juni 1963, artikel 73.

Art. 87 (248). De minister van Financiën wordt gemachtigd de onroerende domeingoederen van alle aard hetzij openbaar, hetzij uit de hand of bij wijze van ruiling te vervreemden.

De minister van Financiën wordt gedeeltelijk gemachtigd om elk zakelijk onroerend recht te vestigen of te vervreemden.

Behoudens in geval van openbare verkoping of wanneer onteigening ten algemenen nutte wettelijk is uitgevaardigd, moeten de vervreemdingen bedoeld in dit artikel en in de artikelen 88 en 89, die betrekking hebben op goederen waarvan de geschatte waarde 50 miljoen frank te boven gaat, door de wetgever worden goedgekeurd.

Dit artikel geldt niet voor de beboste eigendommen, met uitzondering van die ten aanzien waarvan de onteigening om reden van openbaar nut is besloten of die worden

(248)Artikel 87Wet van 31 mei 1923, artikel 1, vervangen bij de wet van 2 juli 1969, artikel 4 en gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989, artikel 57; de woorden "door deze wet" worden vervangen door de woorden "door dit artikel en de artikelen 88 en 89".

geruild, voor zover de laatstgenoemde verrichtingen de uitgestrektheid van het nationale bosdomein niet verminderen.

Art. 88 (249). De ter uitvoering van de artikelen 87 tot 89 te verrichten vervreemdingen worden openbaar gemaakt door passende publiciteitsmaatregelen.

De personen die volgens de laatste kadastrale toestand een principaal zakelijk recht bezitten op aan te vervreemden domeingoederen grenzende percelen, worden van de verrichting op de hoogte gebracht bij een ter post aangetekende brief, ten minste één maand vo, 'o, 'r de zitdag van toewijzing of wanneer er geen toewijzing is, voor het verlijden van de akte.

Wanneer het te vervreemden domeingoed grenst aan een gebouw dat eigendom is van twee of meer personen, kan de kennisgeving geschieden door middel van elke publiciteit die vergelijkbaar is met die welke bedoeld is in het tweede lid.

De formaliteit van bekendmaking vervalt wanneer de verrichting geschiedt in het algemeen belang.

(249)Artikel 88Wet van 31 mei 1923, artikel 2, vervangen bij de wet van 6 juli 1989, artikel 58; de woorden "van deze wet" worden vervangen door de woorden "van de artikelen 87 tot 89".

Art. 89 (250). De voorwaarden van vervreemding of overdracht van de onroerende goederen die deel uitmaken van het patrimonium dat voor de behoeften van een ministerie noodzakelijk is, worden vooraf bepaald, in gemeen overleg tussen de minister van Financiën en de beherende minister.

De opbrengst van de vervreemding of van de overdracht van die onroerende goederen wordt ter beschikking gesteld van de minister die deze onroerende goederen beheert, met het oog op het herstel of de rationalisatie van het aan zijn beheer toevertrouwde onroerend patrimonium.

Art. 90 (251). Een verslag betreffende de vervreemdingen verricht krachtens de artikelen 87 tot 89 wordt elk jaar aan de Wetgevende Kamers meegedeeld bij het neerleggen van het ontwerp van rijksmiddelenbegroting.

Art. 91 (252). De rekening van de Thesaurie geeft de verrichtingen op, uitgevoerd om het evenwicht te behouden tussen de

(250)Artikel 89Wet van 2 juli 1969, artikel 5; de woorden "door toepassing van artikel 3, tweede lid, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit" worden weggelaten; het woord "departement" wordt vervangen door het woord "ministerie".

(251)Artikel 90Wet van 31 mei 1923, artikel 5; de woorden "verkoop en ruil", "met het oog op de toelatingen beoogd in deze wet" en "wetsontwerp bevattende de rijksmiddelenbegroting" worden vervangen door de woorden "vervreemdingen verricht krachtens de artikel 87 tot 89" en "ontwerp van rijksmiddelenbegroting".

(252)Artikel 91Wet van 28 juni 1963, artikel 74.

inkomsten en de behoeften van de Staat, alsook de omzet van aan derden toebehorende gelden en de andere financiële verrichtingen van de Staatskas.

Bij deze rekening gaat een tabel met de schommelingen en de stand van de staatsschuld in verband met de financiële en budgettaire verrichtingen.

Art. 92 (253). In de loop van de maand oktober volgend op het einde van het begrotingsjaar, doet het Rekenhof de algemene rekening van de Staat aan de Wetgevende Kamers toekomen met zijn opmerkingen.

Art. 93 (254). De rekeningen van de instellingen van openbaar nut waarvan de verrichtingen aan het Rekenhof moeten worden verantwoord krachtens de wet, worden bij de algemene rekening van de Staat gevoegd.

De rekeningen van de instellingen bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, en waarvan de verrichtingen niet aan het Rekenhof behoeven te worden verantwoord, worden

(253)Artikel 92Wet van 28 juni 1989, artikel 75, vervangen bij de wet van 28 juni 1989, artikel 8.

(254)Artikel 93Wet van 28 juni 1963, artikel 76.

door de minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers medegedeeld in de loop van de maand augustus van het jaar na dat waarvoor die rekeningen worden opgemaakt.

Hoofdstuk VII. - Invordering van de schuldvorderingen.

Art. 94 (255). Elke aan de Staat of aan de Staatsinstellingen verschuldigde som waarvan de inning gevorderd wordt door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen kan worden teruggevorderd bij dwangbevel.

Het bevel wordt uitgevaardigd door de ontvanger belast met de heffing; het wordt gevisieerd en uitvoerbaar verklaard door de directeur van het voornoemde bestuur en betekend bij exploit van een gerechtsdeurwaarder.

Art. 95 (256). Met het oog op de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen door de Administratie van de belastingen over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, kan de

(255)Artikel 94Wet van 22 december 1949, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963, artikel 48; de woorden "bestuur van domeinen" en "de directeur van de registratie en de domeinen" worden vervangen door de woorden "de Administratie van de belastingen over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen" en "de directeur van het voornoemde bestuur".

(256)Artikel 95Wet van 22 december 1949, artikel 4, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1989, artikel 59.

minister of diens gemachtigde, onder de door hem in elk specifiek geval te bepalen voorwaarden, uitstel van betaling toestaan voor de hoofdsom, gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van de schuld in interesten verlenen en ermee instemmen dat de gedeeltelijke betalingen eerst op het kapitaal worden toegerekend.

In het geval waarin de toestand van de schuldenaar die te goeder trouw is dat wettigt, gaat hij met hem dadingen aan indien de schuldeiser daarin toestemt.

Hoofdstuk VIII. -Cessie en inpandgeving van schuldvorderingen op de Belgische Staat uit hoofde van werken en leveringen.

Art. 96 (257). De particuliere schuldeisers van de aannemers van voor rekening van de Staat uitgevoerde of uit te voeren werken of van de leveranciers van het ministerie van Landsverdediging wat betreft reeds verrichte of nog te verrichten leveringen voor de dienst van de strijdkrachten, mogen geen derdenbeslag leggen of verzet doen op de fondsen welke in de kassen van de rijksrekenplichtigen zijn gedeponneerd om aan genoemde aannemers te worden uitgekeerd. De schuldvorderingen voortvloeiend uit zodanige werken of leveringen kunnen noch afgestaan, noch in pand gegeven worden.

(257)Artikel 96Wet van 3 januari 1958, artikel 1.

Art. 97 (258). Onder de bepalingen van artikel 96 vallen niet de schuldvorderingen voortkomende uit de lonen en bezoldigingen van de door gezegde aannemers tewerkgestelde werknemers en de bedragen verschuldigd voor de leveringen van materialen en andere voorwerpen, welke dienen voor de uitvoering van de voor rekening van de Staat verrichte of te verrichten werken of van de leveringen voor rekening van het ministerie van Landsverdediging.

Art. 98 (259). Eveneens toegestaan is afstand of inpandgeving van de schuldvordering van de aannemers, ten voordele van geldschieters en tot waarborg van kredietopeningen of voorschotten verleend met het oog op de uitvoering van die werken of leveringen.

Bedoelde afstand en inpandgeving hebben pas uitwerking, nadat de werknemers en onderaannemers die verzet hebben aangetekend, uitbetaald zijn, en de sommen die eruit kunnen voortkomen kunnen door de overnemer of de pandhoudende schuldeiser niet aangewend worden tot dekking van de schuldvorderingen uit anderen hoofde ontstaan tegen de aannemer, vo, 'o, 'r of tijdens de duur van de uitvoering der gefinancierde werken en leveringen, zolang bedoelde werken en leveringen niet zijn opgeleverd.

(258)Artikel 97Wet van 3 januari 1958, artikel 2; de verwijzing naar artikel 1 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 96.

(259)Artikel 98Wet van 3 januari 1958, artikel 3.

De Staat geeft de overnemers en pandhouders van schuldvorderingen kennis, bij ter post aangetekend schrijven, van het derdenbeslag of verzet dat hem op verzoek van de bevoorrechte schuldeisers is betekend, of van iedere als verzet geldende overlegging van borderellen.

Art. 99 (260). De bevoegde minister of zijn gemachtigde overhandigt aan de aannemer of aan de leverancier met wie hij gehandeld heeft, een bewijs van aanneming of van toewijzing waaruit de aard en de hoofdbedingen en -voorwaarden van de afgesloten overeenkomst blijken.

Dit bewijs, ondertekend door de minister of zijn gemachtigde, wordt voorzien van de melding dat het als titel geldt in geval van cessie of van inpandgeving en dat het in één enkel exemplaar wordt afgegeven.

Hoofdstuk IX. - Verjaring van de schuldvorderingen.

Art. 100 (261). Verjaard en voorgoed ten voordele van de Staat vervallen zijn, onverminderd de vervallenverklaringen ten gevolge van andere wettelijke, reglementaire of ter zake overeengekomen bepalingen :

1Ede schuldvorderingen, waarvan de op wettelijke of reglementaire wijze bepaalde overlegging niet geschied is bin

(260)Artikel 99Wet van 3 januari 1958, artikel 4.

(261)Artikel 100Wet van 6 februari 1970, artikel 1.

.../...

nen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het begrotingsjaar in de loop waarvan zij zijn ontstaan;

2Ede schuldvorderingen die, hoewel ze zijn overgelegd binnen de onder 1E bedoelde termijn, door de ministers niet zijn geordonnanceerd binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar gedurende hetwelk ze zijn overgelegd;

3Ealle andere schuldvorderingen, die niet zijn geordonnanceerd binnen een termijn van tien jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar van hun ontstaan.

Voor de schuldvorderingen die voortkomen uit vonnissen blijft evenwel de dertigjarige verjaring gelden; zij dienen te worden uitbetaald door de zorg van de Deposito- en Consignatiekas.

Art. 101 (262). De verjaring wordt gestuit door een gerechtshoofdwaaardersexploot, alsook door een schulderkenning van de Staat.

Het instellen van een rechtsvordering schorst de verjaring totdat een definitieve beslissing is gewezen.

Art. 102 (263). Onverminderd de toepassing van andere verjaringen of vervallenverklaringen, vastgesteld door het bijzondere ervoor geldende recht, vervalt aan de Staat het tegoed,

(262)Artikel 101Wet van 6 februari 1970, artikel 2.

(263)Artikel 102Wet van 6 februari 1970, artikel 3.

dat hij voor rekening van derden onder zich houdt en waarvoor dertig jaar zijn verlopen nadat de laatste verrichting met derden zich voordeed of zonder dat een gegronnen bevonden aanvraag tot teruggave of toewijzing ervan of tot de betaling van de vruchten, geldig werd ingediend.

De sommen die de Staat onder zich houdt, doordat hij ze niet heeft kunnen uitkeren aan de gerechtigden, blijven onderworpen aan de verjaringstermijn die geldt voor de schuldvorderingen welke door middel van die sommen moeten worden aangezuiverd.

Art. 103 (264). De betaalstukken uitgegeven ter aanzuivering of terugbetaling van schuldvorderingen, sommen en tegoed genoemd in de artikelen 100 en 102, worden waardeloos als de betaling ervan niet gevorderd wordt binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de uitgifte ervan.

Het bedrag ervan vervalt voorgoed aan de Staat behoudens derdenbeslag of verzet; in dat geval wordt het, na het verstrijken van het vijfde jaar, te rekenen vanaf de datum van uitgifte van het betaalstuk, in de Deposito- en Consignatiekas gestort, tot behoud van de rechten van degene aan wie het toekomt.

(264)Artikel 103Wet van 6 februari 1970, artikel 4, de verwijzing naar de artikelen 1 en 3 wordt vervangen door de verwijzing naar de artikelen 100 en 102.

Art. 104 (265). Derdenbeslag of verzet op sommen die door de Staat verschuldigd zijn of waarvan de betaling door hem uitgevoerd dient te worden, betekening van afstand of overdracht van genoemde sommen en alle andere kennisgevingen ertoe strekkende de betaling ervan stop te zetten of toe te wijzen ten gunste van een hiertoe behoorlijk gerechtigde derde, moeten, op straffe van nietigheid, gedaan worden in handen van de minister die de uitgave aanbelangt, of van de daartoe gedelegeerde ambtenaar, of in spoedeisende gevallen, in handen, hetzij van de ambtenaar van het ministerie van Financiën, gedelegeerd voor de uitvoering van de postrekeningverrichtingen, hetzij van de directeur van het Bestuur der Postchecks.

(265)Artikel 104Wet van 6 februari 1970, artikel 5; de woorden "de Postcheck- en Girodienst" worden vervangen door de woorden "het Bestuur der Postchecks"; het woord "departement" wordt vervangen door het woord "Ministerie".

Art. 105 (266). Een behoorlijk betekend derdenbeslag of verzet, dat betrekking heeft op sommen, die door de Staat verschuldigd zijn of waarvan de betaling door hem dient te worden uitgevoerd, blijft slechts geldig gedurende vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de betekening ervan, ongeacht de overeenkomsten, proceshandelingen of vonnissen betreffende dat derdenbeslag of verzet.

Als nochtans van deze overeenkomsten, proceshandelingen of vonnissen kennis wordt gegeven overeenkomstig artikel 104, blijven het derdenbeslag en het verzet geldig gedurende dertig jaar te rekenen vanaf de kennisgeving ervan.

Art. 106 (267). § 1. Inzake wedden, voorschotten daarop en vergoedingen of uitkeringen, die een toebehoren van de wedden vormen of ermede gelijkstaan, zijn de door de Staat ten onrechte uitbetaalde sommen voorgoed vervallen aan hen die ze hebben ontvangen, als de terugbetaling daarvan niet gevraagd is binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar van de betaling.

De in het eerste lid vastgestelde termijn wordt tot dertig jaar opgevoerd, wanneer de onverschuldigde sommen zijn

(266)Artikel 105Wet van 6 februari 1970, artikel 6; de verwijzing naar artikel 5 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 104.

(267)Artikel 106Wet van 6 februari 1970, artikel 7, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wet van 24 december 1976.

verkregen door bedrieglijke handelingen dan wel door valse of bewust onvolledige verklaringen.

§ 2. Om geldig te zijn moet deze vraag tot terugbetaling ter kennis van de schuldenaar gebracht worden bij een ter post aangetekend schrijven met vermelding van :

1Ehet totale bedrag van de teruggevraagde som met, per jaar, de opgave van de ten onrechte uitgevoerde betalingen;

2Ede bepalingen in strijd waarmede de betalingen zijn gedaan.

Te rekenen vanaf de afgifte van de aangetekende brief kan het onverschuldigde bedrag gedurende dertig jaar worden teruggevorderd.

Art. 107 (268). Geen verhaal kan worden genomen op de ordonnateur of op de rekenplichtige, die verantwoordelijk zijn voor een ten onrechte uitgevoerde betaling, waarvan de terugvordering onmogelijk is geworden krachtens de voorgaande bepalingen.

TITEL III. - STAATSBEDRIJVEN.

Hoofdstuk I. - Inleidende bepalingen.

(268)Artikel 107Wet van 6 februari 1970, artikel 7, § 3.

.../...

Art. 108 (269). § 1. De staatsdiensten met een commercieel, industrieel of financieel karakter die door bijzondere wetten zijn aangewezen, worden onderworpen aan de bepalingen van deze titel. Ze worden "staatsbedrijven" genoemd.

§ 2. De bepalingen van deze gecoördineerde wetten, met uitzondering van de artikelen 30 tot 34 en van artikel 115, en, in het algemeen, de wetten op de rijkscomptabiliteit, zijn op deze bedrijven toepasselijk, voor zover deze titel of de afzonderlijke wet die ze aanwijst er niet van afwijken.

Hoofdstuk II. - Begroting.

Art. 109 (270). Voor elk staatsbedrijf wordt een jaarlijkse begroting opgemaakt voor alle ontvangsten en alle uitgaven.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

(269)Artikel 108Wet van 28 juni 1963, artikel 33; de woorden "van de huidige wet opgenomen onder de eerste titel, met uitzondering van de artikelen 21 tot 23 en de artikelen 25 en 26, deze van de titel IV" worden vervangen door de woorden "deze gecoördineerde wetten, met uitzondering van de artikelen 30 tot 34 en artikel 115".

(270)Artikel 109Wet van 28 juni 1963, artikel 34.

.../...

Art. 110 (271). De begroting wordt onderverdeeld in drie afdelingen die respectievelijk omvatten :

- 1E de gewone verrichtingen;
- 2E de vermogensverrichtingen;
- 3E de verrichtingen voor orde.

Art. 111 (272). De ontvangsten wegens levering van goederen of diensten worden aangerekend op de begroting van het jaar waarin de levering geschiedt.

De andere ontvangsten worden aangerekend op de begroting van het jaar waarin de rechten ten gunste van de Staat zijn vastgesteld.

Art. 112 (273). De uitgaven wegens levering van goederen of diensten worden aangerekend op de begroting van het jaar waarin de levering geschiedt.

De andere uitgaven worden aangerekend op de begroting van het jaar waarin de verbintenissen ten laste van de Staat zijn vastgesteld.

(271)Artikel 110Wet van 28 juni 1963, artikel 35.

(272)Artikel 111Wet van 28 juni 1963, artikel 36.

(273)Artikel 112Wet van 28 juni 1963, artikel 37.

Art. 113 (274). Voor de programma's van werken en van leveringen waarvan de uitvoeringstermijn meer dan twaalf maanden belooft, bepaalt de begroting :

1Het bedrag van de verbintenissen die tijdens het begrotingsjaar mogen worden aangegaan;

2Het bedrag dat in de loop van het begrotingsjaar mag worden vereffend, ter aanzuivering van de zowel tijdens dat jaar als in de loop van de vorige jaren aangegane verbintenissen.

Jaarlijks worden in het begrotingsontwerp de raming van de totale prijs en de stand van de uitvoering van de programma's opgegeven.

Art. 114 (275). De begroting van de gewone verrichtingen mag niet-limitatieve kredieten bevatten; deze worden als zodanig in de tekst van het krediet vermeld.

Art. 115 (276). Het ontwerp van begroting van de staatsbedrijven wordt toegevoegd aan het ontwerp van begroting van het ministerie waartoe ze behoren.

(274)Artikel 113Wet van 28 juni 1963, artikel 38.

(275)Artikel 114Wet van 28 juni 1963, artikel 39.

(276)Artikel 115Wet van 28 juni 1963, artikel 40.

De begrotingen van deze bedrijven worden door de Wetgevende Kamers goedgekeurd. De goedkeuring wordt verkregen door de aanneming van de desbetreffende bepalingen in de wet houdende de begroting van het ministerie waartoe het bedrijf behoort.

Art. 116 (277). De ministers onder wier gezag de staatsbedrijven staan, mogen met betrekking tot de gewone verrichtingen overschrijvingen van kredieten doen.

Hoofdstuk III. -Comptabiliteit en aflegging van de rekeningen.

Art. 117 (278). De comptabiliteit van de staatsbedrijven moet het mogelijk maken :

1Ede uitvoering van de begroting en van de vastleggingen van de uitgaven te volgen;

2Ede kostprijs van de diensten en van de produkten alsmede het bedrijfsresultaat per bedrijfstak te berekenen.

Art. 118 (279). De betrokken ministers stellen periodiek de financiële toestand vast van de staatsbedrijven.

(277)Artikel 116Wet van 28 juni 1963, artikel 41.

(278)Artikel 117Wet van 28 juni 1963, artikel 42.

.../...

Art. 119 (280). § 1. Jaarlijks worden door de betrokken ministers voor de staatsbedrijven opgemaakt :

1Ede rekening van uitvoering van de begroting;

2Eén of meer bedrijfsrekeningen en een winst- en verliesrekening;

3Een balans gestaafd door de eindafsluiting der rekeningen.

§ 2. Bij de in paragraaf 1 bedoelde bescheiden wordt een uiteenzetting gevoegd van de aangewende methodes en criteria om de lijst van de bestanddelen van het patrimonium aan te leggen en om deze te ramen en om tevens de afschrijvings- en vernieuwingsdotaties vast te stellen.

Art. 120 (281). § 1. De rekeningen van de staatsbedrijven worden uiterlijk 31 maart van het jaar na dat waarop ze betrekking hebben, aan de minister van Financiën toegezonden. De minister van Financiën legt ze vo, 'o, 'r 10 april van hetzelfde jaar aan het Rekenhof over.

(279)Artikel 118Wet van 28 juni 1963, artikel 43.

(280)Artikel 119Wet van 28 juni 1963, artikel 44.

(281)Artikel 120Wet van 28 juni 1963, artikel 45.

§ 2. De rekening van uitvoering van de begroting wordt in de vorm van een ontwerp van wet tot eindregeling van de begroting bij de Wetgevende Kamers ingediend uiterlijk in de maand september van het jaar na dat waarop ze betrekking heeft.

§ 3. De winst- en verliesrekening en de balans worden aan het ontwerp van wet tot eindregeling van de begroting toegevoegd.

Art. 121 (282). Op voordracht van de betrokken ministers en van de minister van Financiën stelt de Koning voor de staatsbedrijven de algemene en bijzondere regels vast betreffende :

- 1E de voorstelling van de begrotingen;
- 2E de comptabiliteit;
- 3E de periodieke toestandsopgaven.

Hoofdstuk IV. - Controle.

Art. 122 (283). Op voordracht van de betrokken ministers en van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort,

(282)Artikel 121Wet van 28 juni 1963, artikel 46.

(283)Artikel 122 Wet van 28 juni 1963, artikel 47; de woorden "minister van Financiën" worden vervangen door de woorden "minister tot wiens

.../...

bepaalt de Koning nadere regels voor de controle uitgeoefend door de inspecteurs van Financiën bij de staatsbedrijven, met inachtneming van de commerciële, financiële en industriële bedrijvigheid ervan.

Art. 123 (284). De betrokken ministers en de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort organiseren de controle op de schrifturen van de boekhoudingsverrichtingen en van de vastleggingen van de uitgaven van de staatsbedrijven.

Art. 124 (285). De rekeningen en de balans van de staatsbedrijven worden voorgelegd aan het Rekenhof, dat de comptabiliteitscontrole ter plaats kan organiseren.

Het Hof kan zich te allen tijde alle staten, inlichtingen of toelichtingen doen verstrekken betreffende de ontvangsten en uitgaven van de staatsbedrijven alsook de activa en de passiva ervan.

bevoegdheid de begroting behoort".

(284)Artikel 123Wet van 28 juni 1963, artikel 48; de woorden "minister van Financiën" worden vervangen door de woorden "minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort".

(285)Artikel 124Wet van 28 juni 1963, artikel 49.

.../...

Art. 125 (286). De uitgaven van de staatsbedrijven worden verevend en betaald zonder tussenkomst van het Rekenhof.

(286)Artikel 125Wet van 28 juni 1963, artikel 50.

Hoofdstuk V. - Regels van beheer.

Art. 126 (287). De voorwaarden waaronder de Staat het nodige kapitaal ter beschikking van de staatsbedrijven stelt, - ofwel door inbreng in natura, ofwel door dotaties in constanten, - worden bij de wet vastgesteld.

De aanwending van het staatskapitaal waarover de staatsbedrijven beschikken neemt een einde zodra dit kapitaal niet meer nodig is voor de statutaire activiteit van de bedrijven.

Art. 127 (288). De betrokken ministers kunnen, met goedvinden van de minister van Financiën, leningen aangaan voor de eigen behoeften van de staatsbedrijven, voor zover zij er vooraf toe gemachtigd zijn door een wet.

Art. 128 (289). In de staatsbedrijven worden een afschrijvingsfonds en een vernieuwingsfonds aangelegd.

Het afschrijvingsfonds wordt gestijfd door een jaarlijkse dotatie, berekend op grond van de aanschaffingswaarde van de kapitaalgoederen.

(287) Artikel 126 Wet van 28 juni 1963, artikel 51.

(288) Artikel 127 Wet van 28 juni 1963, artikel 52.

(289) Artikel 128 Wet van 28 juni 1963, artikel 53.

Het vernieuwingsfonds wordt gestijfd door een jaarlijkse dotatie, berekend op grond van het verschil tussen de vernieuwingsprijs en de aanschaffingswaarde van dezelfde kapitaalgoederen.

De betrokken ministers en de minister van Financiën bepalen in gemeen overleg de wijze van berekening van elk van beide fondsen.

Art. 129 (290). In de staatsbedrijven mag slechts een reservefonds samengesteld worden krachtens een wet die de bestemming van deze fondsen, de wijze waarop ze gestijfd en aangewend worden, alsmede het maximumbedrag ervan bepaalt.

Art. 130 (291). Onverminderd de toepassing van artikel 129 wordt het bedrag van het overschot of van het tekort bij het verstrijken van het jaar, naar gelang van het geval, als ontvangst geboekt op de rijksmiddelenbegroting, ofwel gedekt ten laste van de daartoe geopende kredieten op de begroting van het ministerie waartoe het staatsbedrijf behoort.

(290)Artikel 129 Wet van 28 juni 1963, artikel 54.

(291)Artikel 130Wet van 28 juni 1963, artikel 55 : de verwijzing naar artikel 54 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 129.

.../...

Art. 131 (292). Voor leveringen en diensten verstrekt door een staatsbedrijf ten bate van andere diensten van de Staat of van andere staatsbedrijven, is betaling verschuldigd; zulks geldt tevens voor leveringen en diensten aan dit bedrijf verstrekt door andere diensten van de Staat of door andere staatsbedrijven.

De betrokken minister kan in bijzondere gevallen afwijken van de bepalingen van het eerste lid, met goedvinden van de minister van Financiën.

Art. 132 (293). De door de Staat gedragen lasten voor re-kening van de staatsbedrijven worden erdoor terugbetaald, eventueel op een forfaitaire grondslag, door de betrokken ministers en de minister van Financiën in onderlinge overeenstemming te bepalen.

De uitgaven van algemeen bestuur voortvloeiende uit de controle van hun verrichtingen worden eveneens door de bedrijven terugbetaald.

Art. 133 (294). Een bijzondere bepaling van de begroting kan de ministers machtigen, om ten behoeve van de staatsbedrijven

(292)Artikel 131 Wet van 28 juni 1963, artikel 56.

(293)Artikel 132 Wet van 28 juni 1963, artikel 57.

(294)Artikel 133 Wet van 28 juni 1963, artikel 58.

.../...

contracten en overeenkomsten te sluiten of aanbestedingen aan te gaan die een uitvoeringstermijn van meer dan twaalf maanden vergen.

Art. 134 (295). De betrokken ministers en de minister van Financiën bepalen de algemene voorwaarden waaronder de contracten en overeenkomsten, door de staatsbedrijven gesloten voor werken en leveringen de betaling van voorschotten mogen bedingen, alvorens een dienst verstrekt en aanvaard is.

In afwijking van het bepaalde in de artikelen 111 en 112 worden de voorschotten aangerekend op de begroting van het jaar waarin ze betaald zijn.

Art. 135 (296). De staatsbedrijven kunnen hun vorderingen innen in overeenstemming met artikel 94.

(295)Artikel 134Wet van 28 juni 1963, artikel 59, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966, artikel 5; de verwijzingen naar de artikelen 36 en 37 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 111 en 112.

(296)Artikel 135Wet van 28 juni 1963, artikel 60, de woorden "in de vormen voorgeschreven voor de invorderingen in domaniale zaken" worden vervangen door de woorden "in overeenstemming met artikel 94"; de woorden "het bestuur der registratie en domeinen" worden vervangen door de woorden "de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen".

.../...

De Koning wijst de ambtenaren aan, die gelast worden de vorderingen in te stellen, de dwangbevelen uit te geven, te viseren en uitvoerbaar te verklaren.

De betrokken ministers kunnen ook de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen met deze invorderingen belasten.

Hoofdstuk VI. - Thesaurie en rekeningen-courant.

Art. 136 (297). De geldomzet van de staatsbedrijven geschiedt door toedoen van hun rekenplichtigen.

De rekenplichtigen houden de gelden in kas of in deposito bij het Bestuur der Postchecks.

Het reglement van elk bedrijf, goedgekeurd door de minister van Financiën, bepaalt het maximumbedrag van de gelden die de rekenplichtigen in kas of in deposito bij het Bestuur der Postchecks mogen hebben.

De sommen boven dit bedrag worden in rekening-courant bij de Staatskas gedeponneerd.

In bijzondere gevallen kunnen de betrokken ministers, met goedvinden van de minister van Financiën, afwijken van het bepaalde in het eerste tot het vierde lid.

(297)Artikel 136Wet van 28 juni 1963, artikel 61; de woorden "Postcheck- en girodienst" worden vervangen door de woorden "Bestuur der Postchecks".

.../...

Art. 137 (298). Wanneer de beschikbare middelen van de staatsbedrijven tijdelijk ontoereikend zijn, kan de minister van Financiën voorschotten verlenen, voor een termijn van ten hoogste een jaar, ten laste van de algemene thesauriemiddelen, om de dringende uitgaven te dekken waarin hun begroting voorziet.

Art. 138 (299). De rekeningen-courant van geldomzet tussen de Staatskas en de staatsbedrijven kunnen een intrest opbrengen, in gemeen overleg vast te stellen door de minister van Financiën en de betrokken ministers.

Hoofdstuk VII. - Bepalingen betreffende de
eerste begroting.

Art. 139 (300). Bij de indiening van het eerste ontwerp van begroting van de staatsbedrijven maken de betrokken ministers en de minister van Financiën een openingsbalans op aan de hand van een inventaris van de bestanddelen van het vermogen, waarover elk bedrijf beschikt.

De te inventariseren activa- en passivawaarden worden vastgelegd na advies van een commissie, waarvan de leden

(298)Artikel 137 Wet van 28 juni 1963, artikel 62.

(299)Artikel 138 Wet van 28 juni 1963, artikel 63.

(300)Artikel 139 Wet van 28 juni 1963, artikel 64.

door de Koning aangesteld worden op voordracht van de betrokken ministers en van de minister van Financiën.

TITEL IV. - STAATSDIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER.

Art. 140 (301). De staatsdiensten, waarvan het beheer krachtens een bijzondere wet gescheiden is van het beheer van de diensten van algemeen bestuur van de Staat, zijn onderworpen aan de bepalingen vast te stellen door de Koning, op voordracht van de ministers onder wie deze diensten ressorteren en van de minister van Financiën. Zij worden "staatsdiensten met afzonderlijk beheer" genoemd.

Deze bepalingen moeten voorzien in :

- 1Ehet opmaken en bekendmaken van een begroting en van rekeningen;
- 2Ede controle van de rekeningen door het Rekenhof, die ter plaatse verricht kan worden;
- 3Ehet houden van de uitgaven binnen de perken van de ontvangsten en van de goedgekeurde limitatieve kredieten;
- 4Ede mogelijkheid om vanaf het begin van het jaar, de bij het verstrijken van het vorige jaar beschikbare geldmiddelen te gebruiken;

(301)Artikel 140Wet van 28 juni 1963, artikel 65; dit artikel is nog niet in werking gesteld.

5Ede behandeling en de bewaring van gelden en waarden door een
tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige;

6Ehet houden van een vermogenscomptabiliteit en het opmaken
van een inventaris van het vermogen;

7Ede beperking in de tijd van de overdrachten waartoe machtiging
is verleend.

TITEL V. - AFSCHAFFING VAN DE FRANKGEDEELTEN.

Art. 141 (302). Volgens de voorschriften en in de gevallen
door de Koning te bepalen mogen de frankgedeelten weggelaten
of voor één frank gerekend worden in elke door de Staat uit
te betalen of te ontvangen som.

TITEL VI. - BIJZONDERE BEPALINGEN.

Art. 142 (303). In geval van mobilisatie worden de uitgaven
voor de Rijkswacht aangerekend op de artikelen van de begroting
van het ministerie van Landsverdediging waarvan het voorwerp
overeenstemt met de aard der voorgenomen uitgave.

(302)Artikel 141Wet van 3 juli 1956, enig artikel; de woorden
"de provinciën, de gemeenten en de openbare
instellingen" worden weggelaten.

(303)Artikel 142Wet van 15 mei 1846, artikel 1, derde lid,
toegevoegd bij de wet van 14 december 1946,
artikel 1; de woorden "en voor de actieve
verdediging van het grondgebied tegen
luchtgevaar" worden weggelaten.

Art. 143 (304). § 1. Wanneer sommige van de te hunner beschikking staande roerende of onroerende goederen opnieuw belegd kunnen worden en voor verkoop in aanmerking kunnen komen, moet de verkoop ervan geschieden met de medewerking van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen en overeenkomstig de voorgeschreven vormen. De opbrengst van die verkopen wordt als ontvangst geboekt op de begroting van het lopende dienstjaar. Insgelijks worden als ontvangst op het lopende dienstjaar geboekt de teruggave aan de Staatskas van de sommen, die ten onrechte of

(304)Artikel 143Wet van 15 mei 1846, artikel 16, gewijzigd bij de wet van 8 april 1857, enig artikel en bij de wet van 14 december 1946, artikel 3; het originele derde tot vijfde en zevende tot elfde lid.

- in paragraaf 1 komt het woord "niet" niet voor in de tekst bekendgemaakt in het Staatsblad van 19 mei 1846, het komt echter wel voor in de authentieke tekst van de wet; de woorden "de aangestelden van de domeinen" worden vervangen door de woorden "de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen";
- in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "voor rekening van de plaatsvervangers in de de regimentskassen van het leger gestorte gelden alsook" weggelaten;
- in het tweede lid worden de woorden "van de voor de fondsen van de plaatsvervangers gestorte gelden" weggelaten;
- in paragraaf 3 worden de woorden "de inrichtingen van de militaire regie" vervangen door de woorden "de instellingen die ressorteren onder het Ministerie van Landsverdediging"; de woorden "en van de actieve verdediging van het grondgebied tegen het luchtgevaar" en de woorden "actieve bescherming van het grondgebied tegen het luchtgevaar" worden weggelaten.

bij vergissing, op de ministeriële ordonnantiën betaald zijn en, in het algemeen, alle gelden afkomstig van een bron die vreemd is aan de door de wetgeving toegestane kredieten, behoudens de uitzonderingen bepaald bij de verordeningen over het beheer van het leger en betrekking hebbend op de verkoop van de mest bij de bereden troepen, van de buiten gebruik gestelde kleding- en uitrustingsstukken bij de korpsen der verschillende wapens en van de voorraden die ten gevolge van onverwachte bewegingen van troepen op voet van oorlog geen bestemming meer hebben.

§ 2. Dezelfde uitzondering is van toepassing op het beheer van het fonds van de buitengewone en onvoorziene inkomsten en uitgaven van de korpsen. Bovendien worden de rekeningen van het fonds van de buitengewone en onvoorziene ontvangsten en uitgaven jaarlijks aan het Rekenhof voorgelegd.

§ 3. De buiten dienst gestelde voorwerpen, als-mede de afval van dieren en zaken, de bijprodukten, enz., voortkomend van de intendancedienst en van de hospitalen van het leger, worden verkocht door toedoen van het ministerie van Landsverdediging, en de opbrengst ervan wordt in mindering gebracht van het bedrag der voor aankoop van voorwerpen, eetwaren, enz., aan te vragen gelden.

Hetzelfde geldt voor de diverse ontvangsten ten bate van de verschillende diensten der troepenkorpsen, van de instellingen die ressorteren onder het ministerie van Landsverdediging en onder de Rijkswacht; de ontvangsten als gevolg van de verkoop van mest, de verkoop van dode paarden, de verkoop van oude hoefijzers (Rijkswacht) en het aandeel in de sommen getrokken wegens deelneming van de militaire

muziekkapellen aan feesten en concerten worden echter in de Staatskas gestort.

§ 4. De Koninklijke Militaire School behoudt de ontvangsten wegens de in haar laboratoria gedane ontledingen en proeven.

§ 5. De sommen, die andere inrichtingen en diensten van het leger dan de hierboven genoemde ontvangen wegens werken en leveringen voor rekening van instellingen van het leger of van de Rijkswacht, van andere ministeries en van derden, worden in de Staatskas gestort. De waarde der overdrachten tussen inrichtingen en diensten welke onder eenzelfde begrotingsartikel voorkomen, wordt echter niet betaald; voor die overdrachten worden "facturen voor orde" opgemaakt, welke niet behoeven te worden vereffend.

Art. 144 (305). Alle betalingen of teruggaven, buiten de gelden toegestaan voor de algemene uitgaven van de Staat, geschieden op de speciale en bijzondere fondsen, opgericht voor de diensten waarop ze betrekking hebben, tot het bedrag van de te hunnen bate gedane invorderingen; de ontvangsten en uitgaven van die aard worden voor order vermeld in de rekeningen; zij worden geregeld in de boekhouding van de Thesaurie, onder het toezicht van het Rekenhof.

(305)Artikel 144Wet van 15 mei 1846, artikel 24, opgeheven met betrekking tot de begrotingsfondsen door de wet van 28 juni 1989, artikel 13; het woord "aangewezen" wordt vervangen door het woord "vermeld"; de woorden "in de begrotingen en" vervallen.

Art. 145 (306). De ministers leggen aan het Rekenhof over :

1Eafschriften van de processen-verbaal van aanbestedingen van houthak, van verhuring van eigendommen, verkoping van oogsten, van roerende voorwerpen, en andere titels van dezelfde aard;

2Euittreksels uit het bedrag van de kohieren van de directe belastingen;

3Een in het algemeen, alle andere bescheiden waaruit een door de Staat verkregen recht vastgesteld kan worden.

Art. 146 (307). De geschriften en de boeken van de rekenplichtigen der rijks gelden worden op 31 december van elk jaar of bij het ophouden van de ambtsuitoefening afgesloten door de daartoe aangewezen ambtenaren.

(306)Artikel 145Wet van 15 mei 1846, artikel 48, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1963, artikel 1. De indeling in 1E tot 4E wordt vervangen door een indeling in 1E tot 3E;

-de woorden "hoofden van de ministeriële departementen" worden vervangen door het woord "ministers";

-in 1E (2E origineel) worden de woorden "van tolgelden" weggelaten;

-in 2E (3E origineel) worden de woorden "waarin de aandelen per provincie en per gemeente vermeld worden" weggelaten.

(307)Artikel 146Wet van 15 mei 1846, artikel 50; het woorddeel "rijks-" vervalft.

.../...

De toestand van hun kas en van hun portefeuille wordt op dezelfde tijdstippen onderzocht en in een procesverbaal vastgesteld.

Art. 147 (308). Wanneer de rekenplichtigen van de Staat terzelfder tijd ontvangers van openbare instellingen zijn, geschiedt het onderzoek van hun kas door rijksambtenaren, tegelijk voor alle diensten waarmede die rekenplichtigen zijn belast, onverminderd het toezicht en de controle door provinciale of andere overheden.

Art. 148 (309). Een algemeen reglement op de comptabiliteit zal door de zorg van de Regering bekendgemaakt worden.

(308)Artikel 147Wet van 15 mei 1846, artikel 51; de woorden "van de gemeenten en de openbare instellingen" worden vervangen door "de openbare instellingen".

(309)Artikel 148Wet van 15 mei 1846, artikel 60; de woorden "wanneer de bepalingen van deze wet zullen ten uitvoer gelegd zijn" worden weggelaten.

Bijlage 1.INHOUDSOPGAVE.

Titel I : Algemene bepalingen

Titel II : Diensten van algemeen bestuur van de Staat

Hoofdstuk I : De begroting

Hoofdstuk II : De uitvoering van de begroting

Afdeling 1 : Inkomsten en uitgaven van de begroting

Afdeling 2 : Uitgaven buiten de begroting

Afdeling 3 : Begrotingsfondsen

Hoofdstuk III : Controle op de uitgaven

Afdeling 1 : Administratieve en begrotingscontrole

Afdeling 2 : Controle van de vastleggingen

Afdeling 3 : Controle op de aanwending van de toelagen

Hoofdstuk IV : De ordonnateurs en de rekenplichtigen

Hoofdstuk V : De rekening van uitvoering van de begroting

Hoofdstuk VI : De algemene rekening van de Staat

Hoofdstuk VII : Invordering van de schuldvorderingen

Hoofdstuk VIII : Cessie en inpandgeving van schuldvorderingen op de Belgische Staat uit hoofde van werken en leveringen

Hoofdstuk IX : Verjaring van de schuldvorderingen

.../...

Titel III : Staatsbedrijven

Hoofdstuk I : Inleidende bepalingen

Hoofdstuk II : Begroting

Hoofdstuk III : Comptabiliteit en aflegging van de
rekeningen

Hoofdstuk IV : Controle

Hoofdstuk V : Regels van beheer

Hoofdstuk VI : Thesaurie en de rekeningen-courant

Hoofdstuk VII : Bepalingen betreffende de eerste be-
groting

Titel IV : Staatsdiensten met afzonderlijk beheer

Titel V : Afschaffing van de frankgedeelten

Titel VI : Bijzondere bepalingen

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

Van Koningswege :
De Minister van Begroting,
De Minister van Financiën,

.../...

Bijlage 2.CONCORDANTIETABEL.DECREET VAN 12 AUGUSTUS 1807COORDINATIE

Art. 1

Art. 65

WET VAN 15 MEI 1846COORDINATIE

Art. 1, derde lid

Art. 142

Art. 4

Art. 42

Art. 5

Art. 43

Art. 6

Art. 59

Art. 7

Art. 60

Art. 8

Art. 61

Art. 9

Art. 64

Art. 10

Art. 66

Art. 11

Art. 67

Art. 12

Art. 68

Art. 13

Art. 69

Art. 14

Art. 70

Art. 16

Art. 143

Art. 17

Art. 40

Art. 18

Art. 71

Art. 23

Art. 41

Art. 24

Art. 144

Art. 27

Art. 78

.../...

Art. 48

Art. 50

Art. 51

Art. 52

Art. 60

Art. 145

Art. 146

Art. 147

Art. 72

Art. 148

WET VAN 7 MEI 1912COORDINATIE

Art. 1

Art. 2

Art. 62

Art. 63

WET VAN 20 JULI 1921COORDINATIE

Art. 3

Art. 4

Art. 6

Art. 53

Art. 54

Art. 47

WET VAN 31 MEI 1923COORDINATIE

Art. 1

Art. 2

Art. 5

Art. 87

Art. 88

Art. 90

WET VAN 22 DECEMBER 1949

COORDINATIE

Art. 3

Art. 94

Art. 4

Art. 95

WET VAN 3 JULI 1956

COORDINATIE

Enig artikel

Art. 141

WET VAN 3 JANUARI 1958

COORDINATIE

Art. 1

Art. 96

Art. 2

Art. 97

Art. 3

Art. 98

Art. 4

Art. 99

WET VAN 28 JUNI 1963

COORDINATIE

Art. 1

Art. 1

Art. 2

Art. 2

Art. 3

Art. 3

Art. 4

Art. 4

Art. 5	Art. 5
Art. 6	Art. 6
Art. 7	Art. 7
Art. 8	Art. 8
Art. 9, § 1	Art. 9
Art. 9, § 2	Art. 10
Art. 9, § 3	Art. 11
Art. 9, § 4	Art. 12
Art. 9, § 5	Art. 13
Art. 9, § 6	Art. 14
Art. 9, § 7	Art. 15
Art. 9, § 8, 1e tot 3e lid	Art. 16
Art. 9, § 8, 4e en 5e lid	Art. 17
Art. 9, § 9	Art. 18
Art. 10, § 1	Art. 19
Art. 10, § 2	Art. 20
Art. 10, § 3	Art. 21
Art. 10, § 4	Art. 22
Art. 10, § 5	Art. 23
Art. 10bis, § 1	Art. 24
Art. 10bis, § 2	Art. 25
Art. 10bis, § 3	Art. 26
Art. 10bis, § 4	Art. 27
Art. 11	Art. 28
Art. 12	Art. 29
Art. 13	Art. 30
Art. 14	Art. 31
Art. 15	Art. 32
Art. 16	Art. 33
Art. 17	Art. 34
Art. 18	Art. 35

Art. 19	Art. 45
Art. 20	Art. 39
Art. 21	Art. 48
Art. 22	Art. 49
Art. 23	Art. 50
Art. 24	Art. 44
Art. 25	Art. 51
Art. 26	Art. 52
Art. 27	Art. 75
Art. 28	Art. 76
Art. 29	Art. 77
Art. 30	Art. 83
Art. 31, § 1	Art. 36
Art. 31, § 2	Art. 37
Art. 31, § 3	Art. 38
Art. 32	Art. 79
Art. 32bis	Art. 46
Art. 33	Art. 108
Art. 34	Art. 109
Art. 35	Art. 110
Art. 36	Art. 111
Art. 37	Art. 112
Art. 38	Art. 113
Art. 39	Art. 114
Art. 40	Art. 115
Art. 41	Art. 116
Art. 42	Art. 117
Art. 43	Art. 118
Art. 44	Art. 119
Art. 45	Art. 120
Art. 46	Art. 121

Art. 47	Art. 122
Art. 48	Art. 123
Art. 49	Art. 124
Art. 50	Art. 125
Art. 51	Art. 126
Art. 52	Art. 127
Art. 53	Art. 128
Art. 54	Art. 129
Art. 55	Art. 130
Art. 56	Art. 131
Art. 57	Art. 132
Art. 58	Art. 133
Art. 59	Art. 134
Art. 60	Art. 135
Art. 61	Art. 136
Art. 62	Art. 137
Art. 63	Art. 138
Art. 64	Art. 139
Art. 65	Art. 140
Art. 66	Art. 73
Art. 67	Art. 74
Art. 68	Art. 82
Art. 69	Art. 80
Art. 70	Art. 81
Art. 71	Art. 84
Art. 72	Art. 85
Art. 73	Art. 86
Art. 74	Art. 91
Art. 75	Art. 92
Art. 76	Art. 93

KONINKLIJK BESLUIT NR. 5 VAN
18 APRIL 1967

COORDINATIE

Art. 1

Art. 55

Art. 2

Art. 56

Art. 3

Art. 57

Art. 4

Art. 58

WET VAN 2 JULI 1969

COORDINATIE

Art. 5

Art. 89

WET VAN 6 FEBRUARI 1970

COORDINATIE

Art. 1

Art. 100

Art. 2

Art. 101

Art. 3

Art. 102

Art. 4

Art. 103

Art. 5

Art. 104

Art. 6

Art. 105

Art. 7, §§ 1 en 2

Art. 106

Art. 7, § 3

Art. 107

WET VAN 28 JUNI 1989COORDINATIE

Art. 1
Art. 2
Art. 3
Art. 4
Art. 5
Art. 6
Art. 7
Art. 8
Art. 12
Art. 13
Art. 14

Art. 3
Art. 9 tot 18
Art. 19 tot 23
Art. 24 tot 27
Art. 45
Art. 44
Art. 77
Art. 92
Art. 40
Art. 144
Art. 36 tot 38

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

Van Koningswege :
De Minister van Begroting,
De Minister van Financiën,

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Monsieur : C.-L. CLOSSET,
de Heer :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame : M.-L. THOMAS,
Mevrouw :

Monsieur : M. LEROY,
de Heer :

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs : F. RIGAUX,
de Heren : F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

Le projet de coordination et le rapport sur ce projet ont été établis et exposés par M. C. LAMBOTTE, premier référendaire. La note a été rédigée et exposée par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter.

Het ontwerp van coordinatie en het verslag over dat ontwerp werden opgemaakt en uitgebracht door H. C. LAMBOTTE, eerste referendaris. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.